



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

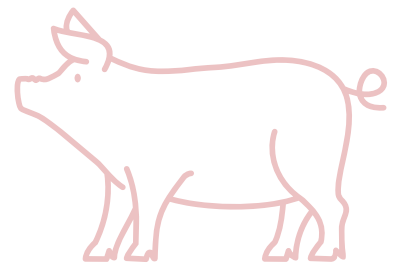


FranceAgriMer

ÉTABLISSEMENT NATIONAL  
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER

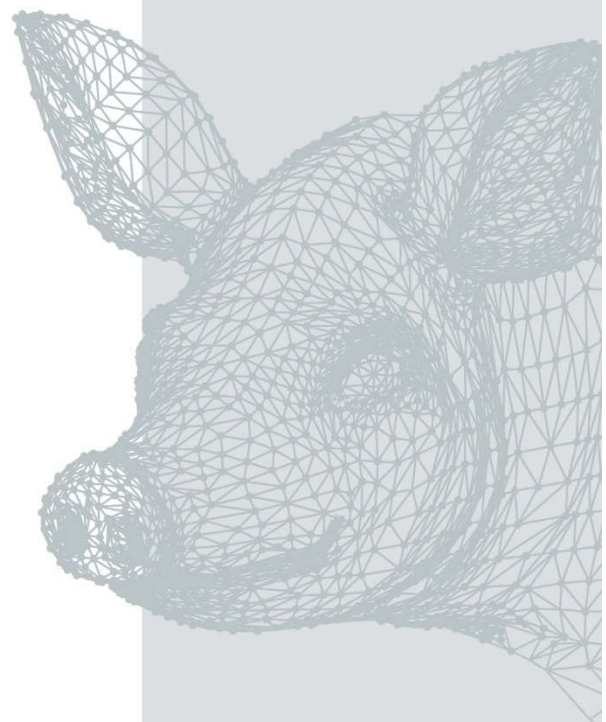
# Viandes blanches

LES  
ÉTUDES



La filière porcine espagnole :  
perspectives dans un contexte  
toujours plus contraignant





# Perspectives pour la filière porcine espagnole dans un contexte économique et réglementaire plus contraignant

*Une étude financée par FranceAgriMer*

**IFIP**

*Auteurs : Elisa Husson, Christine Roguet,  
Nicolas Rouault, Lisa Le Clerc,  
Valérie Diot, Léa Dulon, Michel Marcon*

Février 2026



# Sommaire

RESUME .....	1
INTRODUCTION .....	2
ETAT DES LIEUX DE LA FILIERE PORCINE ESPAGNOLE .....	3
<b>1. La production porcine dans l'agriculture espagnole .....</b>	<b>3</b>
1.1. L'Espagne est un leader international de la production de porc .....	3
1.2. Le porc représente 18% de la valeur de la production agricole .....	4
1.3. Les productions animales sont localisées dans des zones peu habitées .....	4
1.4. L'Espagne est excédentaire en viande de porc .....	5
1.5. L'organisation et la structuration de la filière porcine espagnole autour de l'intégration .....	6
1.5.1. La filière espagnole en quelques chiffres clés .....	6
1.5.2. L'intégration, spécificité de l'Espagne au sein de l'UE-27, se développe .....	6
1.5.3. Une filière fédérée .....	7
<b>2. Dynamiques et caractéristiques des systèmes d'élevage .....</b>	<b>9</b>
2.1. L'Espagne, premier cheptel porcin de l'Union européenne .....	9
2.2. Plus de la moitié des porcs du pays en Aragon et Catalogne .....	9
2.3. Les porcs ibériques représentent 11% du cheptel porcin du pays .....	11
2.4. Des élevages intensifs, de grande taille et spécialisés .....	12
2.4.1. La production porcine est réalisée par 32 000 sites d'élevage .....	12
2.4.2. Trois quarts des élevages en système intensif .....	12
2.4.3. Une diversité de tailles d'élevage entre régions .....	13
2.4.4. Environ 3 200 porcs à l'engrais ou 1 200 truies par élevage .....	14
2.4.5. Séparation du naissage et de l'engraissement et production multisite .....	14
2.4.6. Un modèle intégré qui évolue vers l'acquisition d'élevages .....	15
2.5. Les déterminants d'évolution des exploitations porcines en Espagne .....	16
2.5.1. Les départs à la retraite et les aspirations des repreneurs .....	16
2.5.2. Les montants d'investissement .....	16
2.5.3. Le cadre réglementaire pour installer ou agrandir un élevage .....	16
<b>3. Le secteur de l'alimentation animale .....</b>	<b>18</b>
3.1. Le leader européen de la production d'aliments composés .....	18
3.2. L'Espagne importe la moitié de ses besoins en céréales .....	18
3.3. Une dizaine de groupes produisent 55% de l'aliment .....	20
<b>4. Performances techniques et résultats économiques des élevages .....</b>	<b>21</b>
4.1. La productivité des truies a fortement progressé jusqu'en 2020 .....	22
4.2. Un âge au sevrage autour de 25 jours en Espagne .....	24
4.3. Principaux postes de charge et résultats économiques .....	24
4.3.1. Le coût de revient en Espagne est proche de la référence française .....	24
4.3.2. Variabilité entre les exploitations porcines en Espagne .....	25
4.3.3. Un coût de l'aliment élevé .....	26
4.3.4. Des facteurs de production avantageux .....	27
4.3.5. Des dépenses de santé en élevage supérieures .....	27
4.4. Résultats économiques supérieurs aux autres concurrents européens .....	28
4.4.1. Le paiement des porcs repose sur la cotation du marché de Lleida .....	28
4.4.2. Une meilleure valorisation du prix du porc .....	28

4.4.3.	Les résultats en élevage sont supérieurs en Espagne .....	29
<b>5.</b>	<b>La production de viandes, charcuteries et salaisons en Espagne.....</b>	<b>30</b>
5.1.	Une production en croissance jusqu'en 2021 – 2022.....	30
5.2.	Analyse économique et financière des entreprises de l'aval.....	30
5.2.1.	Les entreprises d'abattage-découpe : baisse récente de la rentabilité.....	31
5.2.2.	Les entreprises de transformation : un repli fort du taux de rentabilité.....	32
5.2.3.	Salaires en hausse dans l'industrie carnée espagnole.....	33
5.2.4.	Fraude juridique des entreprises du secteur carné .....	34
5.3.	Typologie des entreprises d'abattage, de découpe et de transformation .....	35
5.3.1.	Le secteur de l'abattage-découpe s'agrandit et se concentre .....	35
5.3.2.	Le secteur de la transformation reste fragmenté.....	36
5.3.3.	Typologie des entreprises selon leur production (viande / charcuterie) .....	38
<b>6.</b>	<b>Le commerce extérieur, l'atout de la filière espagnole.....</b>	<b>39</b>
6.1.	Un approvisionnement régulièrement insuffisant en animaux vivants.....	39
6.2.	Une balance commerciale largement excédentaire .....	40
6.3.	Des conditions d'accès aux marchés extérieurs favorables.....	42
6.3.1.	Les leaders de l'aval organisent à l'export.....	42
6.3.2.	L'export est porté par les démarches collectives.....	43
6.4.	Les échanges de viandes et coproduits au sein du marché intra-européen .....	43
6.4.1.	Un besoin très limité à l'import.....	43
6.4.2.	L'Espagne, deuxième exportateur sur le marché intracommunautaire.....	43
6.4.3.	Une valorisation grandissante sur le marché intra-européen .....	44
6.4.4.	Une meilleure valorisation des viandes fraîches en Europe .....	46
6.5.	L'Espagne est le leader européen sur la scène internationale.....	46
6.5.1.	L'Asie de l'Est, une destination stratégique pour l'Espagne .....	46
6.5.2.	Espagne et Royaume-Uni : un marché de proximité à valeur ajoutée.....	48
6.5.3.	L'Espagne à la conquête de l'Amérique .....	48
6.5.4.	Une valorisation intermédiaire-supérieure des exports vers les pays tiers.....	49
<b>7.</b>	<b>La consommation et la distribution des produits du porc en Espagne .....</b>	<b>50</b>
7.1.	Une consommation des produits du porc en recul mais qui reste dominante.....	50
7.1.1.	Erosion de la consommation apparente mais au ralenti depuis 2019 .....	50
7.1.2.	La consommation à domicile des produits du porc s'érode.....	51
7.2.	Arbitrages des consommateurs et segmentation du marché porcin espagnol .....	53
7.2.1.	Une montée des marques de distributeurs.....	53
7.2.2.	Dynamique contrastée des produits ibériques sur le marché intérieur.....	53
7.2.3.	Le bien-être animal : un levier de différenciation dans la perception des consommateurs.....	54
7.3.	Les déterminants socio-démographiques et culturels de la consommation de viande en Espagne.....	54
7.3.1.	Du recul du régime méditerranéen à la montée du flexitarisme .....	54
7.3.2.	Des revenus inférieurs à la moyenne de la zone euro .....	55
7.3.1.	Stabilité de la part de l'alimentaire dans les dépenses des ménages .....	55
7.3.2.	Croissance démographique portée par l'immigration et la hausse du nombre de ménages ...	56
7.3.1.	Viellissement des consommateurs de porc .....	56
7.3.2.	Une consommation de porc fortement régionalisée .....	57
7.4.	Le secteur de la distribution, une exception sur le plan européen.....	58
7.4.1.	La grande distribution est très largement dominée par le supermarché.....	58
7.4.2.	Une part élevée des groupes indépendants ou régionaux .....	58
7.4.3.	Un développement lent du e-commerce alimentaire et des circuits artisanaux de la boucherie- charcuterie en perte de vitesse .....	59
7.4.4.	Le supermarché est le circuit dominant en porc, dans un secteur de la distribution atomisé ..	59
7.4.5.	La restauration hors domicile dominée par le circuit commercial .....	60

<b>ENJEUX ET DEFIS : CONTEXTE SOCIOPOLITIQUE, NORMES REGLEMENTAIRES ET PRIVEES.....</b>	<b>61</b>
<b>1. Le contexte sociétal et politique entourant l'élevage en Espagne.....</b>	<b>61</b>
1.1. Les orientations politiques sur l'élevage .....	61
1.2. La montée des débats sociétaux entourant l'élevage en Espagne .....	62
1.2.1. Les débats autour des macrofermes porcines en Espagne .....	62
1.2.2. Des oppositions et associations citoyennes locales et nationales .....	62
1.3. Le plan stratégique Porc de l'interprofession porcine Interporc .....	63
<b>2. Les principales réglementations et leurs évolutions .....</b>	<b>63</b>
2.1. Les enjeux sanitaires actuels de la filière.....	65
2.2. La protection de l'environnement : un enjeu majeur pour la filière porcine .....	66
2.2.1. Un recul des émissions atmosphériques par l'application de MTD .....	66
2.2.2. L'élevage face au durcissement des contraintes en zones vulnérables aux nitrates .....	67
2.3. La protection animale en élevage : évolution de la réglementation en 2023.....	68
2.3.1. Le décret royal 159/2023 : principales mesures et impact économique.....	69
2.3.1.1. <i>Une augmentation de la surface par porc de 14 à 33% selon le poids des porcs .....</i>	<i>69</i>
2.3.1.2. <i>La conduite en groupe des truies gestantes, taille des cases et enrichissement du milieu .....</i>	<i>70</i>
2.3.1.3. <i>L'ambiance dans les bâtiments : bruit, ammoniac, température .....</i>	<i>70</i>
2.3.1.4. <i>La caudectomie et la castration .....</i>	<i>70</i>
2.3.1.5. <i>Un impact économique évalué entre 0,58 et 1,3 milliard d'euros de pertes.....</i>	<i>71</i>
2.3.2. Transport des animaux vivants : évolutions réglementaires et impacts .....	72
<b>3. Au-delà des réglementations, la filière fait face à de multiples défis .....</b>	<b>73</b>
<b>SCENARIOS PROSPECTIFS A L'HORIZON 2035 .....</b>	<b>74</b>
1. Postulat commun : la démographie soutiendra la consommation .....	75
2. Scénario « La croissance se poursuit » .....	77
3. Scénario « La filière porcine espagnole sous tensions maîtrisées » .....	80
<b>POSTFACE – L'ESPAGNE RECEMMENT BOULEVERSEE PAR LA SURVENUE D'UN NOUVEL ALEA SANITAIRE .....</b>	<b>82</b>
<b>MISSIONS D'ETUDE EN ESPAGNE : ACTEURS RENCONTRES ET PRINCIPAUX ENSEIGNEMENTS .....</b>	<b>83</b>
<b>CONCLUSION.....</b>	<b>86</b>
<b>RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....</b>	<b>87</b>
<b>ANNEXES .....</b>	<b>89</b>



## Table des illustrations

---

### Tableaux

Tableau 1. Production porcine : les 10 premiers producteurs mondiaux entre 2013 et 2023 .....	3
Tableau 2. Consommation de viande de porc : les 10 premiers consommateurs mondiaux entre 2013 et 2023....	3
Tableau 3. Nombre de truies détenues en Espagne par les principales entreprises intégratrices espagnoles en 2023 .....	7
Tableau 4. Cheptel porcin total et cheptel de truies en et 2023 par pays de l'UE-27 .....	9
Tableau 5. Densités animales par province en Espagne en 2020 .....	11
Tableau 6. Evolution du nombre d'élevages par groupe de taille entre 2013 et 2023 .....	12
Tableau 7. Classement des entreprises d'aliments composés en Espagne en 2023 .....	20
Tableau 8. Performances de croissance comparées dans le temps, Espagne et France .....	23
Tableau 9. Prix moyen de l'aliment industriel, moyenne 2014-2023.....	26
Tableau 10. Coût horaire du travail en élevage porcin en 2023 .....	27
Tableau 11. Coût d'un bâtiment neuf de type naisseur-engraisseur en 2023.....	27
Tableau 12. Classement des groupes d'abattage en Espagne, top 10 .....	35
Tableau 13. Classement des groupes de transformation en Espagne, top 10 .....	37
Tableau 14. Principaux fournisseurs de porcs vivants du marché espagnol .....	40
Tableau 15. Principales entreprises exportatrices de viande de porc en Espagne.....	42
Tableau 16. Prix moyen des viandes fraîches exportées sur le marché intra-européen selon les exportateurs....	46
Tableau 17. Principales destinations des produits espagnols en Asie de l'Est.....	47
Tableau 18. Valorisation moyenne des produits exportés sur les marchés tiers .....	49
Tableau 19. Consommation apparente de viande et volaille en Espagne .....	50
Tableau 20. Consommation apparente de porc par habitant dans quelques pays européens.....	51
Tableau 21. Part des volumes consommés à domicile par type de produits de charcuteries-salaisons consommées en 2013 et 2023 .....	52
Tableau 22. Part des flexitariens dans la population par pays.....	54
Tableau 23. Répartition entre actions des fonds collectés via les cotisations interprofessionnelles obligatoires ..	63
Tableau 24. Evolution des ventes d'antimicrobiens vétérinaires pour animaux de rentes par pays .....	65
Tableau 25. Utilisation d'antibiotiques en élevage porcin en 2020 par pays.....	65
Tableau 26. Evolution des surfaces par porcs selon le décret royal 159/2023.....	70
Tableau 27. Baisse des cheptels de porcelets et de porcs à l'engrais consécutifs aux nouvelles normes de surface par animal.....	71
Tableau 28. Synthèse des deux scénarios contrastés d'évolution de la production en Espagne.....	75

## Figures

Figure 1. Valeur et répartition par secteur de la production agricole en 2023 pour les cinq six premiers pays producteurs de porcs de l'UE-27 .....	4
Figure 2. Evolution annuelle des indicateurs du bilan d'approvisionnement de l'Espagne .....	5
Figure 3. Evolution annuelle du taux d'auto-approvisionnement en Espagne.....	5
Figure 4. La filière porcine espagnole en quelques chiffres clés (2023) .....	6
Figure 5. Schéma des fédérations et associations professionnelles espagnoles pour le porc.....	8
Figure 6. Evolution du cheptel porcine total par province de 1980 à 2024.....	10
Figure 7. Répartition par province du cheptel porcine en 2023.....	10
Figure 8. Evolution des cheptels porcins et de la part des porcs ibériques en Espagne.....	12
Figure 9. Répartition des élevages par systèmes selon les provinces en 2023.....	13
Figure 10. Répartition des sites porcins par taille selon les provinces en 2023 .....	13
Figure 11. Exploitations ayant 500 UGB et plus : répartition régionale des sites, des cheptels et de leur taille moyenne en 2020.....	14
Figure 12. Répartition des sites d'élevage de porcs en Espagne par activité en 2023 en % .....	15
Figure 13. Production d'aliments composés pour porc en Europe.....	18
Figure 14. Evolution des rendements en blé en Espagne par campagne.....	19
Figure 15. Evolution des indicateurs du bilan d'approvisionnement en blé pour l'Espagne.....	19
Figure 16. Evolution du taux de pertes et saisies en post-sevrage (gauche) et en engraissement (droite) en France et en Espagne de 2006 à 2023.....	22
Figure 17. Evolution du nombre de porcs sevrés par truie en production en Espagne et en France de 2006 à 2023 .....	23
Figure 18. Evolution du coût de revient des élevages de porcs naisseurs-engraisseurs de 2006 à 2023 en France et en Espagne .....	24
Figure 19. Structure du coût de revient du porc en 2023.....	25
Figure 20. Comparaison la productivité numérique des truies et des taux de mises bas, entre les 15% meilleurs, la moyenne et les 15% plus faibles .....	26
Figure 21. Evolution des coûts alimentaires moyens dans plusieurs pays .....	26
Figure 22. Evolution des dépenses de santé en élevage porcine en Espagne et en France de 2006 à 2023.....	27
Figure 23. Ecart moyen entre le prix perçu par les éleveurs espagnols et la moyenne pondérée des prix perçus en Allemagne, France, Danemark et Pays-Bas.....	29
Figure 24. Coûts de revient, prix perçus et résultats en élevages de porc, moy. 2013-2023.....	29
Figure 25. Evolution de la production de viande de porc en Espagne .....	30
Figure 26. Evolution de la production de charcuteries-salaisons de porc en Espagne .....	30
Figure 27. Investissement du secteur de l'abattage-découpe (en millions d'euros) .....	31
Figure 28. Investissement du secteur de la charcuterie-salaison (en millions d'euros).....	32
Figure 29. Evolution des indices des salaires annuels dans l'industrie carnée en Espagne.....	33

Figure 30. Evolution de l'activité des sites d'abattage-découpe par classe de taille en Espagne entre 2013 et 2023 .....	36
Figure 31. Evolution de l'activité des entreprises de charcuterie-salaison par classe de taille en Espagne entre 2013 et 2023 .....	37
Figure 32. Types d'entreprises selon leur production de viande fraîche et de charcuterie .....	38
Figure 33. Production, abattages et importations d'animaux vivants en Espagne .....	39
Figure 34. Evolution annuelle des importations de porcs par l'Espagne.....	40
Figure 35. Evolution de la balance commerciale espagnole en volume et en valeurs.....	41
Figure 36. Part des exportations espagnoles vers l'UE-27 et hors UE-27 .....	41
Figure 37. Exportations intracommunautaires des 7 principaux fournisseurs européens.....	44
Figure 38. Typologie de produits exportés par l'Espagne sur le marché intra-européen.....	44
Figure 39. Principales destinations des viandes fraîches et congelées espagnoles.....	45
Figure 40. Principales destinations des charcuteries-salaisons espagnoles .....	45
Figure 41. Prix unitaires moyens des produits exportés par l'Espagne sur le marché intra-communautaire.....	45
Figure 42. Exportations de l'Espagne vers les pays tiers par zone géographique.....	47
Figure 43. Typologie des produits exportés par l'Espagne sur les principales destinations d'Asie de l'Est en 2023 (% du total).....	47
Figure 44. Exportations de l'Espagne vers les Etats-Unis, le Mexique et le Canada.....	49
Figure 45. Evolution de la consommation apparente par espèce carnée de 2002 à 2023 .....	50
Figure 46. Evolution de la consommation apparente des produits du porc par habitant en Espagne de 2002 à 2023 .....	51
Figure 47. Volumes de viande de porc fraîche, congelée et charcuterie salaison consommés en 2003, 2008, 2013, 2018 et 2023 .....	52
Figure 48. Evolution des volumes d'achat des ménages en produits ibériques.....	53
Figure 49. Revenu brut disponible par personne.....	55
Figure 50. Part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages.....	55
Figure 51. Evolution de la population en Espagne de 1960 à 2023.....	56
Figure 52. Evolution de la population espagnole et du nombre de ménages de 2013 à 2023 .....	56
Figure 53. Indice du niveau moyen d'achat en viande de porc et charcuterie (quantités achetées en 2023 et en 2013 par ménage acheteur).....	57
Figure 54. Indice du niveau moyen d'achat en viande de porc et charcuterie (quantités achetées en 2023 et en 2013 par ménage acheteur .....	58
Figure 55. Part de marché en valeur des enseignes de grande distribution alimentaire en Espagne en 2023 .....	59
Figure 56. Evolution de la part de marché en volume par circuit de distribution en viande de porc et charcuterie entre 2013 et 2023 .....	60
Figure 57. Carte des macrofermes porcines en Espagne en 2019.....	62
Figure 58. Données de vente d'antibiotiques en santé animale en Espagne .....	66

Figure 59. Carte des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole (en vert) en Espagne.....	68
Figure 60. Exemples d'étiquetage du bien-être animal en Espagne .....	69
Figure 61. Evolution démographique de la population en Espagne et projections.....	76
Figure 62. Evolution de la consommation apparente en porc par habitant en Espagne et projection de la tendance.....	76
Figure 63. Evolution de la consommation totale de porc en Espagne et projections .....	76
Figure 64. Evolution des exportations totales en porc (viandes et animaux vivants) de l'Espagne et projections .	77
Figure 65. Evolution des importations totales en porc (viandes et animaux vivants) de l'Espagne et projections .	78
Figure 66. Evolution et projections du cheptel de truies et leurs performances productives en Espagne.....	79
Figure 67. Evolution du nombre de truies en Espagne et projections .....	80

## **Encadrés**

Encadré 1. Les données du réseau international InterPIG.....	21
Encadré 2. Les données pour l'analyse économique et financière des entreprises.....	30
Encadré 3. Contenu minimal du système intégré de gestion d'élevage porcin (SIGE) .....	64
Encadré 4. Méthodologie et scénarios retenus par ANPROGAPOR .....	71
Encadré 5. Un contexte sanitaire et réglementaire profondément révisé depuis novembre 2025 .....	74

## Table des annexes

---

Annexe 1. Répartition régionale du cheptel porcin par type et évolution en 10 ans .....	89
Annexe 2. Les 20 premières régions (NUTS2) de l'UE-27 en UGB par ha de SAU en 2020 .....	90
Annexe 3. Classement des exploitations porcines d'après leur capacité de production.....	91
Annexe 4. Equivalence en UGB des différents types de porcs en Espagne.....	92
Annexe 5. Nombre d'élevages porcins par système de production en Espagne : répartition par communautés autonomes au 1 <sup>er</sup> janvier 2024 .....	93
Annexe 6. Résultats de l'enquête menée par 3tres3 : « Pourquoi l'intérêt des intégrateurs pour l'acquisition d'élevages en Espagne s'est-il accru ? » .....	94
Annexe 7. Distances minimales entre exploitations agricoles et entre exploitations agricoles et autres établissements .....	95
Annexe 8. Sites d'abattage-découpe par classe de taille en Espagne .....	96
Annexe 9. Entreprises de charcuterie-salaison par classe de taille en Espagne.....	97
Annexe 10. Principaux fournisseurs de l'Espagne (top 5) par typologie de produits .....	98
Annexe 11. Recensement des entreprises et leurs ateliers espagnoles agréées pour exporter vers la Chine, le Japon et les Philippines.....	99
Annexe 12. Principaux textes de loi relatifs à la protection animale en Espagne .....	100



## Résumé

---

**Attention** : les analyses et scénarios prospectifs présentés ici ont été élaborés avant la détection, fin novembre 2025, de cas de peste porcine africaine (PPA) dans la faune sauvage en Catalogne. Cet événement constitue un aléa sanitaire majeur, susceptible de modifier à court et moyen terme certaines dynamiques décrites dans ces pages. À ce stade, les conséquences directes de la PPA se traduisent principalement par des restrictions ciblées à l'export pour les opérateurs situés autour de Barcelone, la Catalogne étant temporairement contrainte d'orienter une part accrue de sa production vers le marché national et intra-européen. Compte tenu du poids de la région dans la filière espagnole — tant en termes d'abattages que d'exportations — cet afflux supplémentaire de volumes est susceptible d'accentuer la pression concurrentielle sur le marché européen, dans un contexte déjà marqué par une offre abondante et des débouchés pays tiers limités.

La situation sanitaire pourrait également affecter le marché des animaux vivants. La demande espagnole en porcelets importés, jusqu'ici soutenue pour alimenter les capacités d'engraissement, pourrait se contracter, avec des répercussions potentielles sur les marchés nord-européens fournisseurs.

En 2024, avec 51,3 millions de porcs produits, l'Espagne confirme sa place de premier producteur porcin européen et de troisième producteur mondial. Cette réussite repose sur un modèle fortement intégré, une compétitivité-coût élevée, une stratégie d'exportation offensive et une grande capacité d'adaptation de la production aux signaux de marché. Grâce à un accès durable aux marchés asiatiques et à une diversification de ses débouchés, tant sur le marché intra-européen que sur les marchés tiers, l'Espagne est devenue le premier exportateur mondial de viandes et sous-produits du porc.

Ce modèle de croissance révèle toutefois des fragilités structurelles. La filière est exposée à des problématiques sanitaires, à une dépendance aux importations de matières premières et de porcelets, ainsi qu'à des oppositions sociétales croissantes à l'encontre des élevages de grande taille. Par ailleurs, le manque d'attractivité du métier d'éleveur constitue un frein durable au renouvellement des générations et à la pérennité des exploitations.

Dans le même temps, le durcissement du cadre réglementaire, tant en Espagne qu'au niveau européen, entraîne des investissements importants et une pression accrue sur la rentabilité des exploitations. Ces évolutions réglementaires sont multiples et concernent divers enjeux : environnementaux (pollutions aux nitrates, émissions de gaz à effet de serre, utilisation de la ressource en eau, etc.), de bien-être animal (densité animale, transport, etc.), de santé (usage des antibiotiques) et de biosécurité. Ces contraintes s'exercent sur la filière porcine dans un contexte de concurrence internationale renforcée et de stabilisation de la demande asiatique, remettant en question les moteurs traditionnels de la croissance espagnole.

À l'horizon 2035, deux trajectoires contrastées se dessinent : un scénario de croissance modérée, porté par des gains de productivité et la diversification des marchés, conduisant à une production de l'ordre de 58 millions de porcs ; et un scénario de repli marqué, avec une production ramenée à 43 millions de porcs, sous l'effet combiné des contraintes réglementaires et des freins sociétaux. L'avenir de la filière porcine espagnole dépendra ainsi de sa capacité à concilier compétitivité et durabilité, en évoluant progressivement d'une logique de volumes vers un positionnement plus qualitatif, mieux aligné avec les attentes sociétales et environnementales, tout en consolidant sa présence sur les marchés internationaux.

Enfin, au mois de novembre 2025, la filière espagnole bénéficie d'un allègement du durcissement réglementaire attendu, mais se retrouve confrontée à la survenue d'un aléa sanitaire majeur. Ces deux événements affectent les perspectives dressées.

# Introduction

---

Dès la fin des années 1990, plusieurs travaux prospectifs anticipaient l'essor de la filière porcine espagnole, en mettant en avant ses avantages structurels : développement d'exploitations de grande taille, forte compétitivité, intégration poussée des acteurs et environnement social et réglementaire favorable. Il aura pourtant fallu plus de deux décennies pour que cette trajectoire se matérialise pleinement. À l'inverse, d'autres analyses réalisées au milieu des années 2000 projetaient une stagnation, voire un recul de la production espagnole, soulignant d'ores et déjà la complexité et l'incertitude des dynamiques à l'œuvre.

Depuis, l'évolution de la filière porcine espagnole a fait l'objet d'un suivi régulier, tant du point de vue de la production que des outils industriels et des débouchés commerciaux. Forte d'un tissu d'entreprises désormais structurées autour de grands groupes intégrés et de bassins d'élevage particulièrement performants, l'Espagne s'est progressivement imposée comme un pilier de l'économie agroalimentaire nationale et un acteur clé du commerce international de viande porcine. En 2024, avec 51,3 millions de porcs produits et 53,5 millions abattus, l'Espagne s'affirme comme le premier producteur et premier abatteur de l'Union européenne (UE-27), concentrant à elle seule près d'un quart des abattages de l'UE-27. Cette croissance de long terme s'est appuyée sur une intégration verticale renforcée, un développement des élevages de grande taille et une stratégie d'exportation particulièrement offensive, positionnant l'Espagne parmi les acteurs majeurs du marché porcin mondial.

Cependant, cette trajectoire de succès est aujourd'hui confrontée à de nouvelles contraintes. Les crises sanitaires, les exigences croissantes en matière environnementale, les renforcements réglementaires sur le bien-être animal, les contestations locales liées à l'empreinte territoriale des élevages, ainsi que l'érosion de certains avantages compétitifs fragilisent le modèle. Parallèlement, les marges de croissance à l'export tendent à se réduire, limitant les relais de développement qui avaient soutenu la filière jusqu'ici. Ces tensions se traduisent déjà par un repli du nombre de porcs produits de près de 10% entre 2021 et 2024, marquant une rupture de tendance après deux décennies d'expansion continue.

Dans cette période charnière, la présente étude, financée par FranceAgriMer, propose un état des lieux approfondi de la filière porcine espagnole. La première partie analyse les déterminants de sa croissance, tandis que la deuxième présente les limites de son modèle de développement et les principaux défis à venir. Enfin, une troisième partie adopte une approche prospective pour explorer les scénarios d'évolution possibles de la production porcine espagnole au cours des prochaines années.

# Etat des lieux de la filière porcine espagnole

## 1. La production porcine dans l'agriculture espagnole

### 1.1. L'Espagne est un leader international de la production de porc

A l'échelle de l'UE27, l'Espagne s'est hissée à la première place en termes de cheptel (34,6 M porcs et 2,6 M truies en 2024), de production et d'exportation. A l'échelle mondiale, l'Espagne fait partie des dix premiers producteurs de porcs depuis des décennies. En 2024, le pays occupe la troisième place du classement avec 4,9 M de tonnes équivalent carcasse (téc) produites, soit 4,2% de la production mondiale (Tableau 1). La croissance de la production porcine espagnole est parmi les plus dynamiques, avec une progression de 39% en 10 ans.

Troisième pays producteur de porcs au monde en 2023, l'Espagne est le neuvième pays consommateur de viande de porc (Tableau 2). Sa consommation totale a augmenté de 9,6% en 10 ans, moins fortement qu'au Vietnam (+55,8%) ou au Mexique (+58,8%), mais bien mieux qu'en Allemagne (-21,5%). L'Espagne est aussi le plus gros exportateur mondial de porc devant les Etats-Unis. Le pays comptabilise à lui seul 15,5% de la valeur annuelle des exportations des produits du porc à travers le monde, soit 9,13 milliards d'euros en 2023.

**Tableau 1. Production porcine : les 10 premiers producteurs mondiaux entre 2013 et 2023**

Pays	2023 (1000 t)	% mondial 2023	Evolution (%) 2023/13
Chine	57 940	49,8%	+3,1%
Etats-Unis	12 391	10,7%	+17,7%
<b>Espagne</b>	<b>4 857</b>	<b>4,2%</b>	<b>+39,0%</b>
Brésil	4 450	3,8%	+33,4%
Russie	4 000	3,4%	+67,1%
Allemagne	3 935	3,4%	-20,9%
Vietnam	3 549	3,1%	+50,6%
Canada	2 106	1,8%	+15,5%
France	2 086	1,8%	-5,9%
Danemark	1 699	1,5%	-9,0%
Monde	116 301	100%	+6,6%

Source : USDA et Ifip

**Tableau 2. Consommation de viande de porc : les 10 premiers consommateurs mondiaux entre 2013 et 2023**

Pays	2023 (1000 t)	% mondial 2023	% évol. 2023/13
Chine	59 741	51,7%	+5,4%
Etats-Unis	9 829	8,5%	+13,4%
Russie	3 815	3,3%	+18,8%
Vietnam	3 651	3,2%	+55,8%
Allemagne	3 236	2,8%	-21,5%
Brésil	3 038	2,6%	+9,8%
Japon	2 739	2,4%	+7,5%
Mexique	2 653	2,3%	+58,8%
<b>Espagne</b>	<b>2 608</b>	<b>2,3%</b>	<b>+9,6%</b>
Corée du Sud	2 109	1,8%	+29,5%
Monde	115 461	100,0%	+6,5%

Source : USDA et Ifip

## 1.2. Le porc représente 18% de la valeur de la production agricole espagnole

En Espagne, le cheptel porcin domine tous les autres cheptels d'élevage par son effectif et sa dynamique (34,6 M têtes, +40% sur 2013-2024) loin devant les autres espèces (hors volaille). En France, le cheptel porcin (11,7 M têtes) a baissé de 13% la dernière décennie.

Le porc représente 18% de la production agricole totale espagnole (et jusqu'à 42% et 36% de la production agricole en Aragon et en Catalogne) contre 5% en France, 12% en Allemagne et 29% au Danemark. En Espagne, la part des productions animales dans la valeur de la production agricole totale est bien plus élevée qu'en France, respectivement 31% et 20% (Figure 1). Avec 506 000 km<sup>2</sup>, dont 47% de surface agricole utile (23,9 millions d'hectares), l'Espagne est le deuxième pays de l'Union européenne (UE) en termes de surface agricole, derrière la France. L'agriculture représente 2,7% du PIB national en Espagne (2,1% en France) mais le secteur porcin joue tout de même un rôle important dans l'économie espagnole, notamment par les emplois qu'il génère.

**Figure 1. Valeur et répartition par secteur de la production agricole en 2023 pour les cinq six premiers pays producteurs de porcs de l'UE-27**

Année 2023	Espagne	Allemagne	France	Danemark	Pays-Bas	Pologne
Production agricole totale (en millions d'euros)	<b>64 161</b>	75 390	92 194	13 086	34 248	36 984
Productions animales (% du total)	<b>31,1%</b>	24,0%	20,4%	36,7%	19,9%	28,4%
Bovins	<b>5,8%</b>	6,0%	9,8%	4,4%	5,5%	6,5%
Porcins	<b>18,0%</b>	11,8%	4,8%	29,2%	9,7%	7,9%
Equins	<b>0,1%</b>	0,3%	0,2%	0,0%	1,4%	0,1%
Ovins et caprins	<b>1,9%</b>	0,3%	1,0%	0,0%	0,4%	0,0%
Volaille	<b>5,0%</b>	4,6%	3,9%	3,0%	2,5%	13,8%
Autres animaux	<b>0,3%</b>	0,9%	0,6%	0,1%	0,4%	0,0%

Source : Eurostat, traitement Ifip

La filière porcine génère 155 000 emplois directs (parmi lesquels près de 30 000 personnes en élevage, soit 3,5% de l'emploi total généré par l'agriculture) et 272 000 emplois indirects d'après l'interprofession porcine espagnole. Avec 9 095 personnes, soit 31% de l'emploi du secteur, la Catalogne est la première région en termes d'emplois générés par l'élevage porcin, devant la Castille-Leon (15%), l'Aragon (13%) et l'Andalousie (8%) (Lainez et Hernandez, 2024).

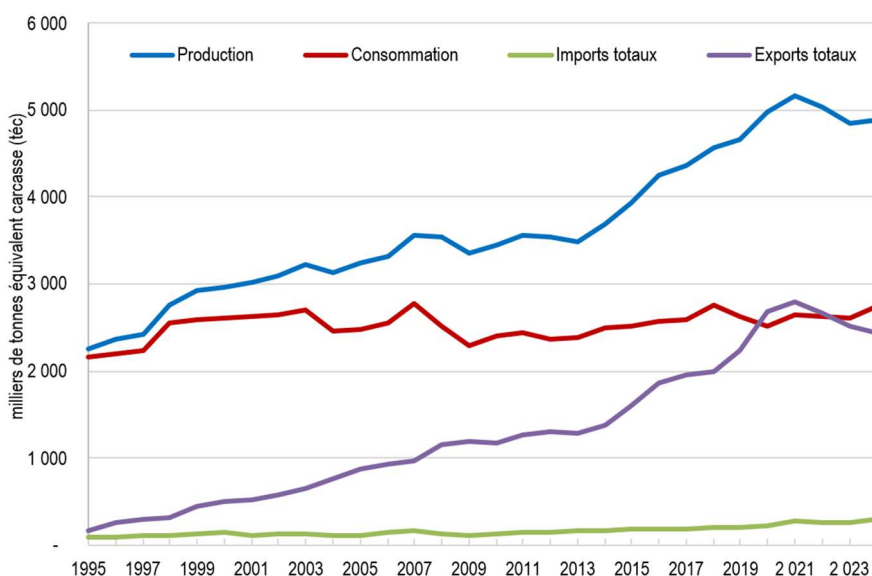
## 1.3. Les productions animales sont localisées dans des zones peu habitées

Les exploitations porcines sont concentrées dans ces zones rurales où les densités d'habitants sont faibles et le chargement animal potentiellement élevé. Plus de 70% de la production porcine est réalisée dans des communes de moins de 5 000 habitants. En moyenne, l'Espagne est un pays peu densément peuplé : 96 habitants (hab.) /km<sup>2</sup> en 2022 d'après la Banque mondiale, contre 108 hab./km<sup>2</sup> en France et 112 hab./m<sup>2</sup> dans l'UE-27. De plus, la répartition démographique espagnole est particulièrement hétérogène : les zones urbaines et côtières concentrent environ 80% de la population, tandis que certaines régions rurales, notamment en Aragon, affichent des densités très faibles, parfois inférieures à 25 hab./km<sup>2</sup>.

### 1.4. L'Espagne est excédentaire en viande de porc

Depuis les années 80, le secteur porcin espagnol a connu un développement très dynamique. Il a d'abord été porté par une hausse de la consommation domestique (augmentation de la population et de son niveau de vie) et l'amélioration de la biosécurité en élevage, permettant à l'Espagne de devenir excédentaire en viande de porc en 1993 (Figure 2). L'essor des exportations a débuté dans les années 90 à la suite de la levée des restrictions liées à la présence de la fièvre porcine africaine (FPA) sur le territoire (Daridan et Gil, 2007). A partir des années 2000, la demande intérieure s'est stabilisée et l'export est devenu un relai de croissance efficace. Initialement, les exportations espagnoles étaient principalement orientées vers ses voisins européens (France, Portugal et Italie). Puis, l'ouverture progressive des marchés asiatiques et leur forte demande en produits du porc a constitué une réelle opportunité.

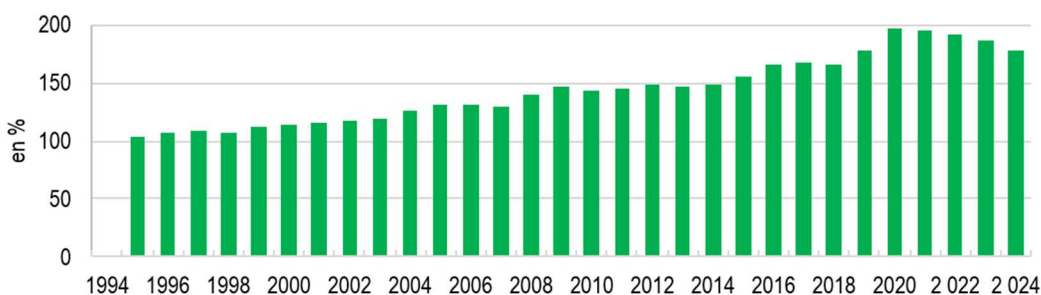
**Figure 2. Evolution annuelle des indicateurs du bilan d'approvisionnement de l'Espagne**



Source : Ifip d'après Eurostat, douanes

Passé de 114% en 2000 à 198% en 2020, le taux d'auto-provisionnement de l'Espagne recule depuis (178% en 2024, Figure 3) avec le plafonnement voire l'érosion de la production alors que la consommation est stable. La multiplication des crises – sanitaire (Covid-19, SDRP), économique, géopolitique, climatique – a conduit à une hausse historique des coûts de production qui a sévèrement affecté la rentabilité des acteurs de l'amont à l'aval de la filière.

**Figure 3. Evolution annuelle du taux d'auto-provisionnement en Espagne**



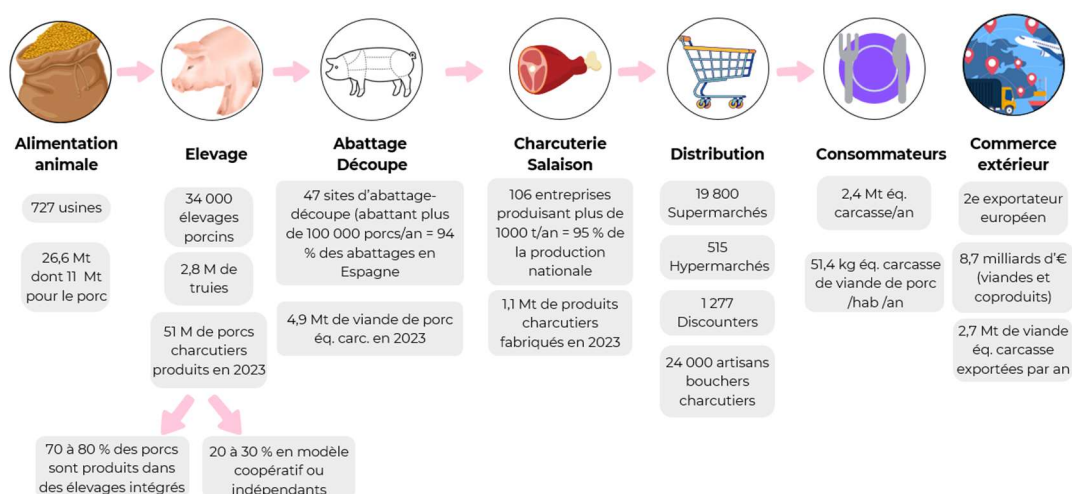
Source : IFIP d'après Eurostat, douanes

## 1.5. L'organisation et la structuration de la filière porcine espagnole autour de l'intégration

### 1.5.1. La filière espagnole en quelques chiffres clés

La filière porcine espagnole se caractérise par une organisation fortement intégrée et des maillons structurés. A l'amont, le maillon alimentation animale compte davantage d'usines et produit plus d'aliments pour porcs qu'en France (Figure 4). Les élevages espagnols produisent annuellement environ 51 M de porcs charcutiers, dont les trois quarts en intégration. A l'aval, l'abattage-découpe est un secteur relativement peu concentré. Les trois premiers assurent 33% des abattages nationaux (contre 55% en France). Les secteurs de la charcuterie et de la salaison sont aussi plus atomisés qu'en France.

**Figure 4. La filière porcine espagnole en quelques chiffres clés (2023)**



Source : Ifip, compilation de données

### 1.5.2. L'intégration, spécificité de l'Espagne au sein de l'UE-27, se développe

La réglementation espagnole définit l'intégration comme « la relation contractuelle entre deux parties dans laquelle l'intégrateur est tenu de fournir les animaux, l'aliment et/ou les produits de santé et services vétérinaires tandis que l'éleveur intégré, fournit les bâtiments et installations d'élevage, la main-d'œuvre et les soins aux animaux. L'intégrateur et l'intégré peuvent être des personnes physiques ou morales ». L'intégration peut aussi être désignée par la participation capitalistique d'une entreprise (privée ou coopérative) à plusieurs maillons de la chaîne de production. En Espagne, le modèle porcin est caractérisé par ces deux formes d'intégration. Au sein de l'UE-27, la production de porcs en intégration reste une spécificité espagnole. Dans ce rapport, toute référence à l'intégration renvoie donc à l'une ou l'autre de ces deux définitions.

Au niveau d'élevage, environ 75% des porcs sont produits en contrat d'intégration pour des entreprises, 15% par des éleveurs adhérents à une coopérative et 10% par des éleveurs indépendants (Higuera, 2023). Au cours des années 2000, des coopératives ont adopté un fonctionnement similaire à celui des intégrateurs, au détriment du système coopératif et des éleveurs indépendants. Le choix de ce modèle d'organisation trouve son origine dans l'isolement du pays par rapport au reste de l'Europe sous le régime de Franco (1936-1977).

L'Espagne s'est alors davantage tournée vers les États-Unis, s'inspirant des modèles de production outre-Atlantique afin de combler son retard agricole (Marroccq, 1998 et Delgado *et al.*, 2024). D'abord initié dans le secteur de la volaille, le système intégré s'est ensuite déployé dans le secteur porcin. Les accords contractuels entre les firmes d'aliments pour animaux et les éleveurs de porcs ont été la base de la première intégration. La dépendance aux importations de céréales et le coût des aliments pour animaux ont rendu l'intégration plus attrayante. Puis, les entreprises concernées se sont industrialisées et ont étendu leurs chaînes à la production, y compris au naissage (Tableau 3) pour limiter la dépendance vis-à-vis des importations de porcelets, ainsi qu'à l'abattage, la découpe, la transformation et l'exportation.

**Tableau 3. Nombre de truies détenues en Espagne par les principales entreprises intégratrices espagnoles en 2023**

Société d'intégration	Nombre de truies détenues	Part cheptel national
Vall Companys Group	300 000	10,7%
Costa Food Group	160 000	5,7%
Grupo Jorge	105 000	3,7%
El Pozo (Groupe Fuertes)	62 000	2,2%
Groupe Batallé-Juia	50 000	1,8%
Guissona Food Corporation	25 000	0,9%

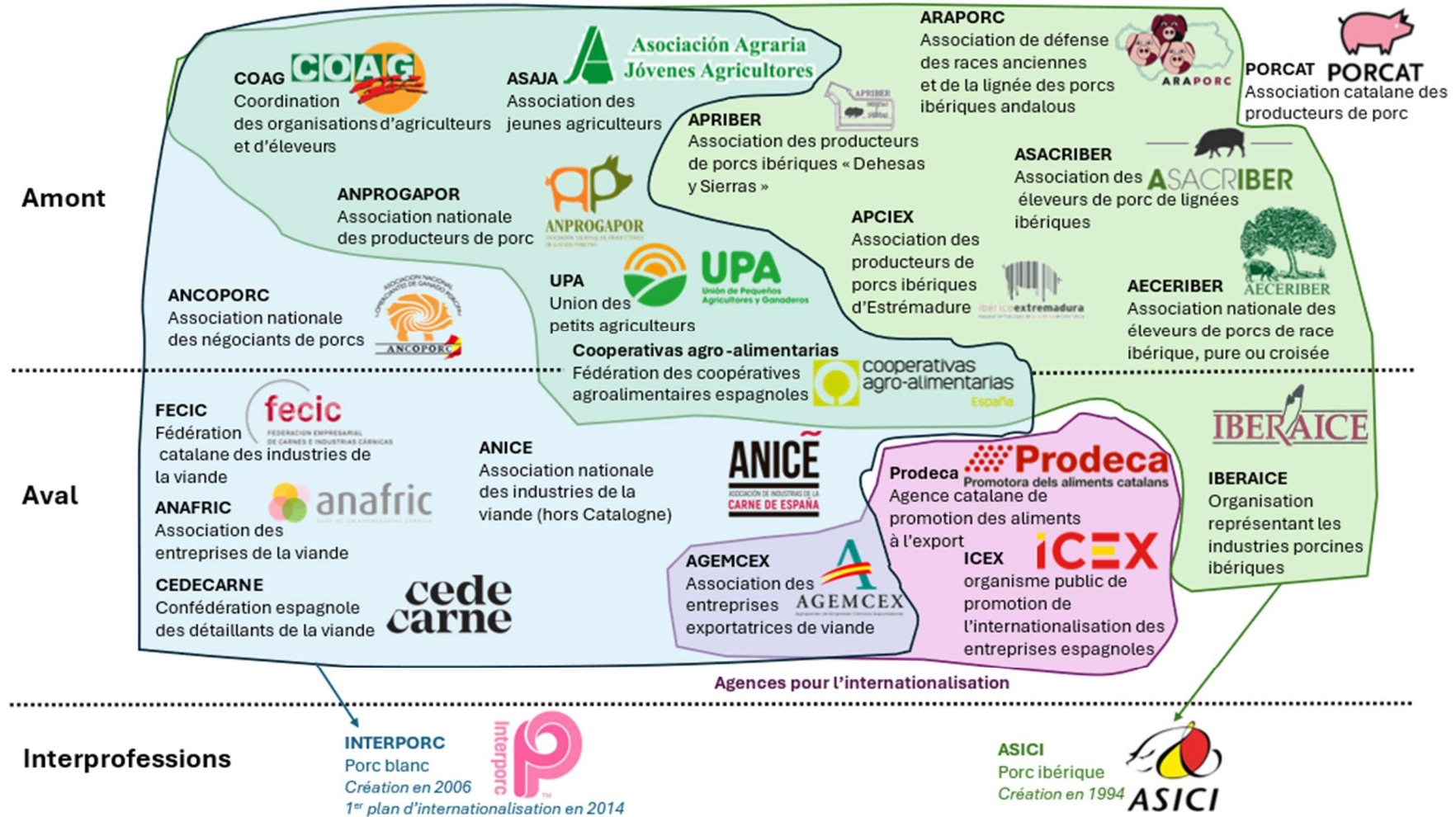
Source : Ifip d'après compilation rapports annuels d'activité, Genesis, Réussir

Au sein de la filière, environ 30% des porcs sont abattus directement en interne des entreprises intégratrices ou des coopératives disposant de leurs propres outils d'abattage, de découpe et parfois même de transformation. Vall Companys est emblématique de ce modèle. Pour sécuriser leurs approvisionnements, certains abatteurs ont établi des partenariats avec des coopératives pour développer l'élevage en intégration. Le secteur de la transformation entretient aussi des liens étroits avec l'amont. Des entreprises, telles EI Pozo ou Incarlopsa, opèrent à la fois sur le marché de la viande de porc et celui des produits de charcuterie. La verticalisation des filières en Espagne se renforce au fil des ans (Lécuyer et Duflot, 2016).

### 1.5.3. Une filière fédérée

La filière porcine espagnole est fédérée autour d'une diversité de structures, dont la portée des actions peut être locale, régionale ou nationale (Figure 5). La filière est soutenue par deux interprofessions : INTERPORC pour le porc blanc et ASICI pour le porc ibérique. Les éleveurs de porc sont représentés à l'échelle nationale par ANPROGAPOR. Contrairement à la France ou l'Italie, aucune fédération ne se consacre spécifiquement à la charcuterie. La FECIC, qui représente les entreprises catalanes, et l'ANICE couvrent près de 70% de la production de porc blanc et 90% du porc ibérique transformé. Créé en 2005, l'Office des Exportations de Viandes Espagnoles (OECE), aujourd'hui dissous, avait pour mission la promotion à l'international. Ses fonctions ont été reprises par les fédérations et interprofessions, INTERPORC menant notamment un programme d'internationalisation et la FECIC organisant des rencontres entre entreprises pour développer les échanges commerciaux (Lécuyer et Van Fernej, 2017). L'ICEX a aussi pour rôle la promotion des productions espagnoles à l'international.

Figure 5. Schéma des fédérations et associations professionnelles espagnoles pour le porc



Source : Ifip

## 2. Dynamiques et caractéristiques des systèmes d'élevage

### 2.1. L'Espagne, premier cheptel porcin de l'Union européenne

En 2023, l'Espagne compte le plus gros cheptel de porcs et de truies de l'UE-27, suite à une augmentation de respectivement 35,1% et 24,4% en 10 ans de ses effectifs (Tableau 4). Dans le même temps, le reste de l'UE a vu son cheptel de porcs et de truies baisser de respectivement 14,8% et 20,6%.

Stable sur la période 2007-2013, autour de 25 M de têtes, le cheptel porcin espagnol est reparti à la hausse en 2014. En 2015, l'Espagne est ainsi devenue le premier pays en termes de cheptel porcin devant l'Allemagne. Après une croissance de 35,1% sur 2013-2021, pour atteindre un plus haut historique à 34,45 M de porcs en 2021, la tendance s'est inversée depuis, le nombre de truies peine à se stabiliser en raison des difficultés sanitaires liées au virus du syndrome dysgénésique et respiratoire du porc (SDRP) et de sa souche nommée « Rosalia ».

**Tableau 4. Cheptel porcin total et cheptel de truies en et 2023 par pays de l'UE-27**

Pays	2023, milliers de têtes et part dans l'UE (%)				% Evol. 2023/2013	
	Tous porcs		Truies		Tous porcs	Truies
<b>Espagne</b>	<b>34 452</b>	<b>25,8%</b>	<b>2 804</b>	<b>26,5%</b>	<b>+35,1%</b>	<b>+24,4%</b>
Allemagne	21 216	15,9%	1 397	13,2%	-24,6%	-32,1%
France	11 794	8,8%	852	8,1%	-12,2%	-18,3%
Danemark	11 368	8,5%	1 133	10,7%	-8,3%	-9,9%
Pays-Bas	10 471	7,8%	915	8,7%	-12,8%	-16,4%
Pologne	9 770	7,3%	663	6,3%	-11,1%	-30,6%
Italie	9 171	6,9%	649	6,1%	+7,1%	+9,9%
Autres	25 348	19,0%	2 154	20,4%	-17,8%	-22,4%
<b>Total UE-27</b>	<b>133 589</b>	<b>100%</b>	<b>10 567</b>	<b>100%</b>	<b>-5,8%</b>	<b>-12,2%</b>
<b>UE-27 hors Espagne</b>	<b>99 138</b>	<b>74,2%</b>	<b>7 763</b>	<b>73,5%</b>	<b>-14,8%</b>	<b>-20,6%</b>

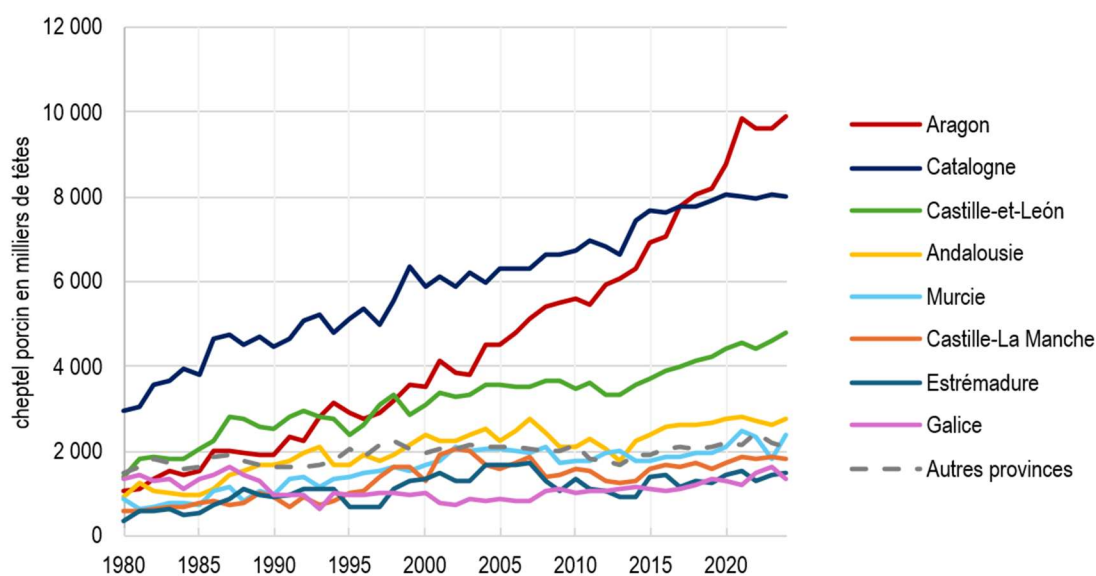
Source : SSP, Eurostat, enquête cheptel de décembre, traitement Ifip

En termes de dynamiques locales, les fortes croissances du cheptel de truies en Aragon et Castille-et-Léon (Figure 6), +44 160 et +46 780 têtes respectivement entre 2021 et 2023, traduisent la construction de nouveaux sites d'élevage (environ une quinzaine d'élevages de 3 000 truies dans chaque communauté autonome).

### 2.2. Plus de la moitié des porcs du pays en Aragon et Catalogne

A l'échelle territoriale, la production porcine s'est développée dans quasiment toutes les communautés autonomes d'Espagne ces dernières décennies (Figure 6) et dans des proportions très importantes sur les dix dernières années.

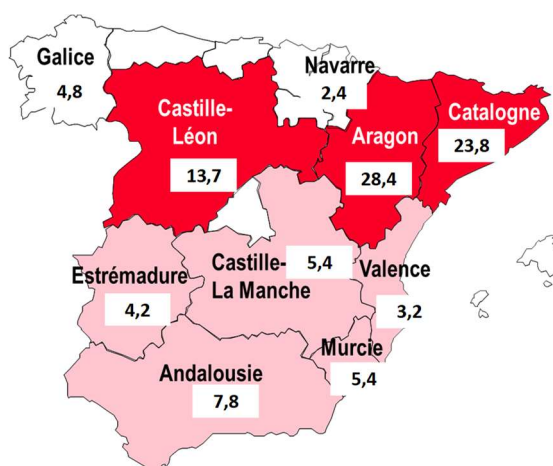
**Figure 6. Evolution du cheptel porcin total par province de 1980 à 2024**



Source : Ifip d'après Eurostat

En 2018, l'Aragon est devenu la première province en nombre de porcs, devant la Catalogne. En 2023, ces deux communautés autonomes concentrent 52,3% du cheptel porcin du pays, 66,0% en incluant la Castille-et-León (Figure 7). Le cheptel catalan semble avoir atteint un plafond depuis 2021. Région traditionnelle d'élevage, en bovin notamment, la Castille-et-León est davantage orientée vers le naissage (18,1% des truies pour 13,6% des porcs à l'engrais) tandis que la région de Murcie et la Galice sont davantage tournées vers l'engraissement avec respectivement 6,8% des porcs à l'engrais pour 5,5% des truies du pays et 6,0% des porcs à l'engrais pour 4,4% des truies (Annexe 1).

**Figure 7. Répartition par province du cheptel porcin en 2023**



Source : Ifip d'après Eurostat

En termes de densité animale (tous cheptels confondus), la Catalogne est la première région d'Espagne en 2020, avec 322 UGB / ha SAU (+35,9% en 10 ans), devant la Galice (228, +17,5%) et la région de Murcie (215, +53,1%) (Tableau 5). L'Aragon, première région en cheptel porcin et troisième en nombre d'UGB totales, compte seulement 75 UGB / km<sup>2</sup> SAU, une densité animale faible comparativement aux autres zones de production porcine de l'UE,

comme le Brabant du nord aux Pays-Bas (742), les Flandres belges (616), la région de Munster en Allemagne (342) ou la Bretagne en France (270) (Annexe 2).

**Tableau 5. Densités animales par province en Espagne en 2020**

	UGB / km <sup>2</sup> SAU		Rang	UGB		SAU (ha)	
	2020	2020/10		2020	2020/10	2020	2020/10
<b>Catalogne</b>	<b>322</b>	<b>+35,9%</b>	<b>1</b>	<b>3 520 690</b>	<b>+29,3%</b>	<b>1 092 220</b>	<b>-4,8%</b>
Galice	228	+17,5%	7	1 364 550	+8,5%	597 990	-7,7%
Murcie	215	+53,1%	8	803 390	+44,8%	373 050	-5,4%
Valence	108	+28,7%	9	638 660	+15,4%	589 310	-10,4%
Asturies	92	+7,0%	11	306 400	-1,8%	333 190	-8,3%
Cantabrie	90	-7,3%	12	206 010	-9,8%	228 840	-2,7%
Pays-Basque	86	+5,1%	13	152 300	-2,7%	176 240	-7,4%
Navarre	81	+26,1%	10	412 850	+18,2%	511 240	-6,3%
<b>Aragón</b>	<b>75</b>	<b>-12,5%</b>	<b>3</b>	<b>1 661 930</b>	<b>-17,3%</b>	<b>2 217 490</b>	<b>-5,5%</b>
La Rioja	55	+15,8%	14	116 270	+7,3%	213 310	-7,3%
Estrémadure	53	+18,0%	6	1 468 120	+27,1%	2 785 470	+7,7%
Castille-et-León	51	+23,0%	2	2 697 280	+21,0%	5 277 140	-1,6%
Castille-La Manche	38	+31,8%	5	1 607 670	+36,8%	4 244 350	+3,7%
Andalousie	34	+1,1%	4	1 618 480	+9,1%	4 748 830	+7,9%

Source : Eurostat, recensement agricole 2020, traitement Ifip

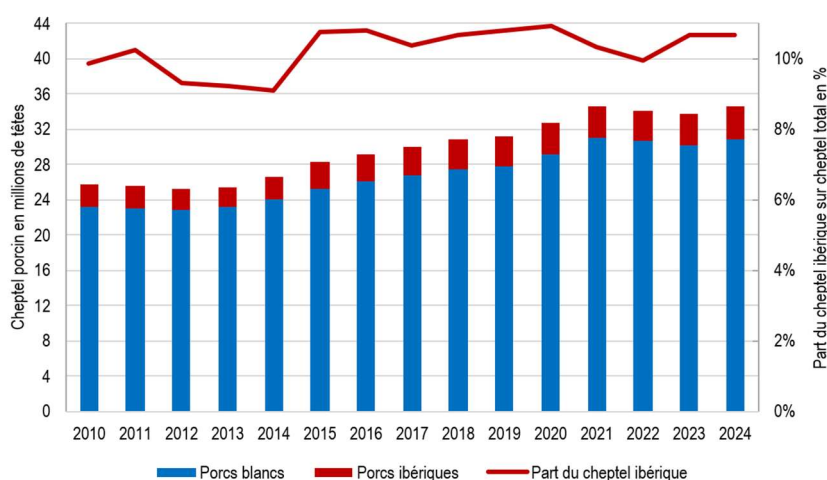
Confrontées aux limites environnementales de la Catalogne et au moratoire sur le développement des productions animales au début des années 2000 (Daridan et Gil, 2007), les entreprises intégratrices basées dans cette région ont étendu leurs activités porcines en Aragon (+58% de porcs en 10 ans vs +22% en Catalogne) puis en Castille-et-León (+40%). Aujourd'hui, d'après les experts locaux, installer de nouvelles exploitations en Catalogne serait impossible, et compliqué en Aragon, même s'il reste quelques opportunités. En revanche, des potentialités de croissance demeureront en Castille-et-León où de grands intégrateurs se sont implantés (Jorge, Valls Companys, Costa Food) et ont construit de grands abattoirs.

### **2.3. Les porcs ibériques représentent 11% du cheptel porcin du pays**

En 2023, l'Espagne compte 3,6 millions de porcs ibériques, dont environ 340 000 truies. Sur la dernière décennie, le cheptel ibérique a fortement progressé de 52,6 %, contre +32,6 % pour celui des porcs blancs. La part des porcs ibériques dans le cheptel total est significative, oscillant entre 8 % et 11 % selon les années (Figure 8).

Au-delà de la génétique et d'un poids d'abattage plus élevé, l'alimentation constitue l'un des éléments distinctifs majeurs du cahier des charges des porcs ibériques. Elle distingue l'*Iberico de Bellota*, issu de porcs nourris aux glands une partie de l'année, l'*Iberico de Cebo de Campo*, provenant d'animaux élevés en pâturage avec une ration combinant glands et aliments complets à base de céréales et de légumineuses, et l'*Iberico de Cebo*, alimenté exclusivement avec des aliments complets. Enfin, près de la moitié des élevages de la filière ibérique fonctionnent selon un modèle intégré.

**Figure 8. Evolution des cheptels porcins et de la part des porcs ibériques en Espagne**



Source : MAPA, traitement Ifip

## 2.4. Des élevages intensifs, de grande taille et spécialisés

### 2.4.1. La production porcine est réalisée par 32 000 sites d'élevage

D'après le registre général des exploitations d'élevage espagnol, REGA (Registro general de explotaciones ganaderas), l'Espagne compte 85 197 sites d'élevage de 1 porc et plus en 2023. En réalité, la production est principalement réalisée par environ **32 000 sites porcins** d'une taille supérieure à 5,1 UGB. Les élevages en Espagne sont classés en cinq groupes selon leur taille (Annexe 3 ; Annexe 4). Le nombre des plus grandes exploitations (groupe 3) a significativement augmenté (+41% en 10 ans), atteignant 2 349 sites en 2023 (Tableau 6).

**Tableau 6. Evolution du nombre d'élevages par groupe de taille entre 2013 et 2023**

Groupe de taille	Tailles	Plafond équivalent porcs à l'engrais	Plafonds équivalent truies	2023 Nombre	2023 Part (%)	% Evol. 2013-2023
Autres (autoconso.)	Sans reproducteurs, 3 porcs charcutiers produits par an max.			37 625	44,2%	-2,1%
Réduite	< 5 reproducteurs et < 25 porcs à l'engrais < 5,1 UGB	< 42	< 20	15 216	17,9%	-27,6%
Groupe 1	5,1 à 120 UGB	< 1000	< 480	19 892	23,3%	+8,2%
Groupe 2	120 à 480 UGB	< 3000	< 1440	10 115	11,9%	+30,2%
Groupe 3	480 à 720 UGB voire 864 <sup>(1)</sup>	< 7200	< 3456	2 349	2,8%	+41,2%
Total				85 197	100%	-2,4%

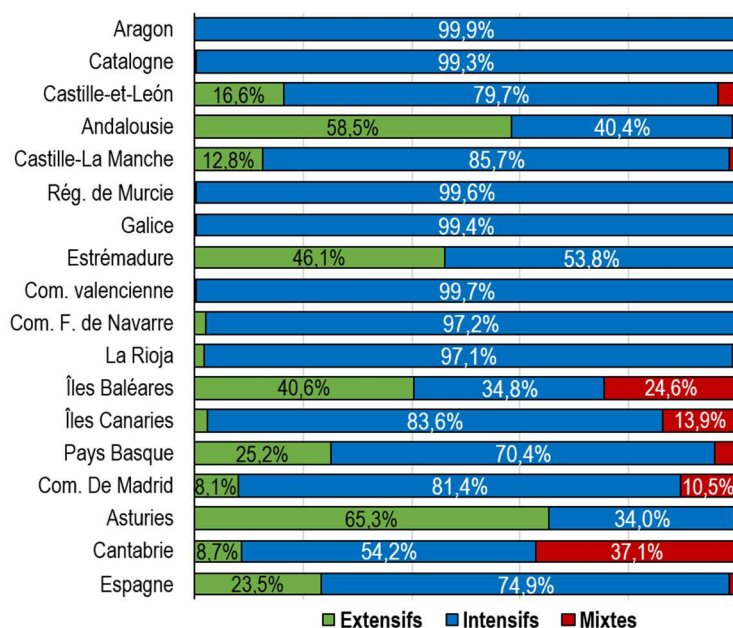
<sup>(1)</sup> Les communautés autonomes pourront augmenter normativement la capacité maximale prévue du troisième groupe

Source : Registre Général des Exploitations d'Élevage (REGA), traitement Ifip

### 2.4.2. Trois quarts des élevages en système intensif

En 2023, sur les 63 477 élevages ayant déclaré leur système de production (intensif, extensif ou mixte), les trois quarts sont en système intensif. Le système extensif est absent en Catalogne et Aragon, et très présent en Andalousie et Estrémadure ainsi que dans les régions à très faible densité porcine, principalement en raison de la présence de porc ibérique (Figure 9).

**Figure 9. Répartition des élevages par systèmes selon les provinces en 2023**

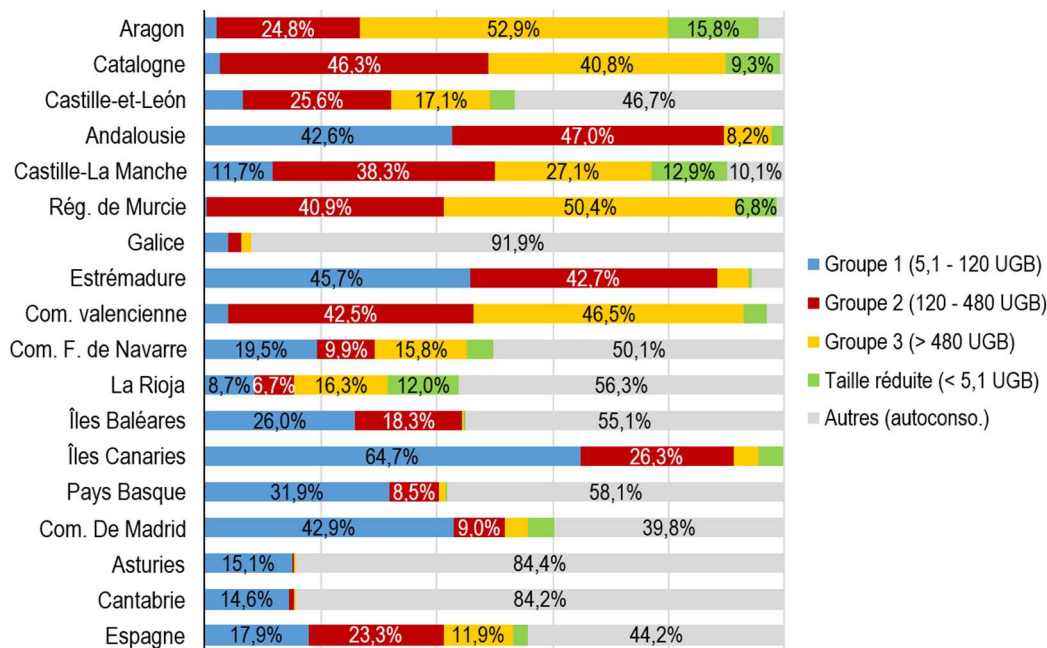


Source : Registre Général des Exploitations d'Élevage (REGA), traitement IFIP

### 2.4.3. Une diversité de tailles d'élevage entre régions

Le nombre d'exploitations porcines et la répartition du cheptel présentent de fortes disparités régionales en Espagne. La Galice concentre 22,8 % des élevages (14 453 en 2023), mais seulement 4,8 % des porcs du pays (Annexe 5). À l'inverse, l'Aragon regroupe 28,4 % du cheptel national pour seulement 7,0 % des exploitations (4 471). La taille moyenne des élevages y atteint 2 150 porcs, contre 113 en Galice et 533 à l'échelle nationale. En Aragon et en Catalogne, respectivement 15,8 % et 9,3 % des exploitations appartiennent au groupe de taille 3, tandis qu'aucune en Galice n'atteint ce seuil (Figure 10).

**Figure 10. Répartition des sites porcins par taille selon les provinces en 2023**

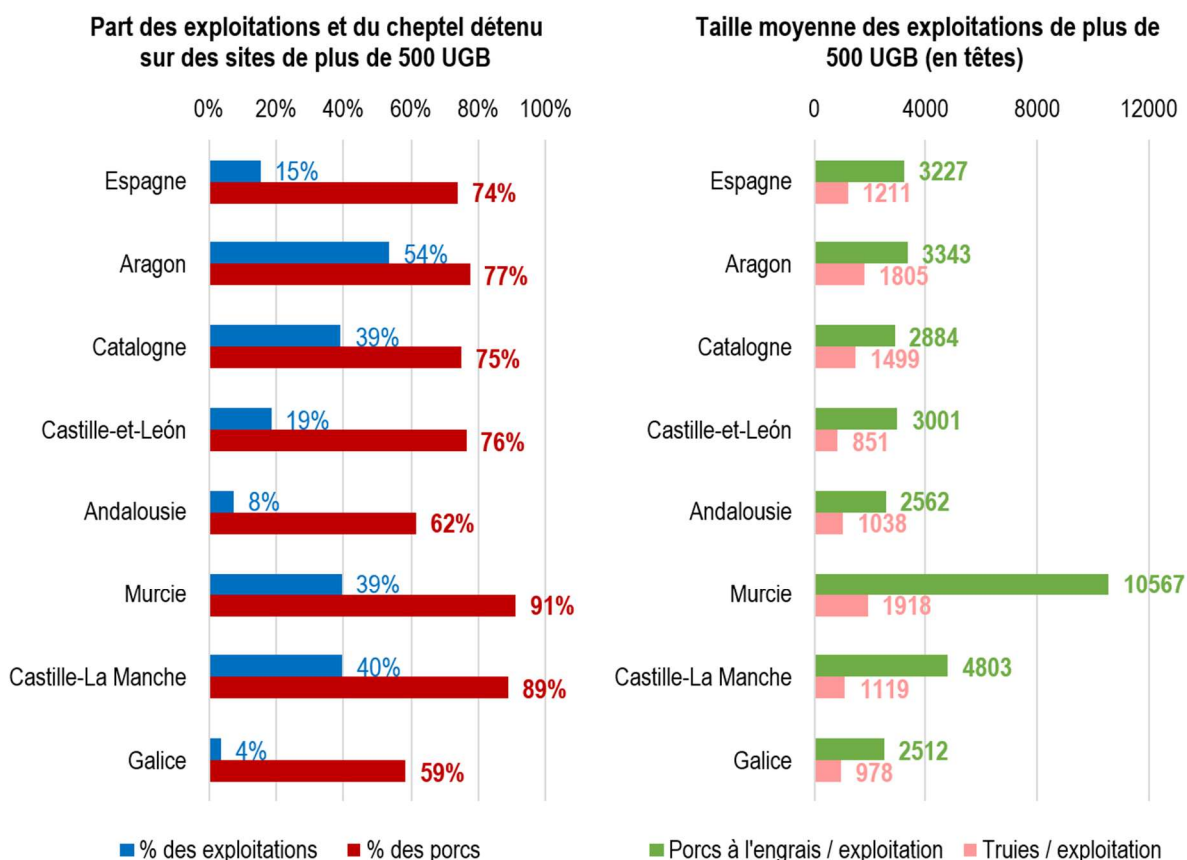


Source : Registre Général des Exploitations d'Élevage (REGA), traitement Ifip

#### 2.4.4. Environ 3 200 porcs à l'engrais ou 1 200 truies par élevage

Le dernier recensement agricole de 2020 fournit d'autres informations sur les caractéristiques des exploitations porcines en Espagne. Parmi ces 34 673 exploitations porcines recensées en 2020, 44% (15 149) détenaient des truies. Si elles sont diverses en taille, les plus grandes d'entre elles (500 UGB et plus) concentraient 76% des porcs à l'engrais et 80% des truies pour 16% et 13% respectivement des exploitations. Leur taille moyenne était de 3 227 porcs à l'engrais ou 1 211 truies (Figure 11).

**Figure 11. Exploitations ayant 500 UGB et plus : répartition régionale des sites, des cheptels et de leur taille moyenne en 2020**

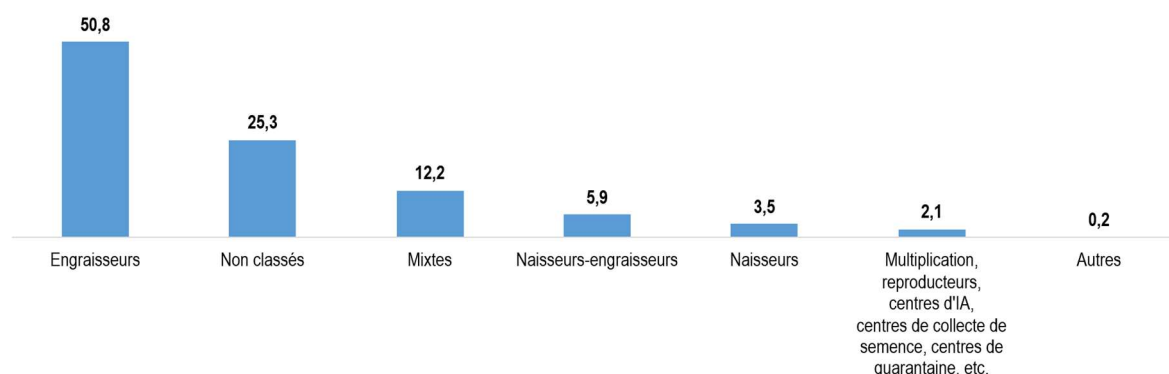


Source : INE, Recensement agricole de 2020, traitement Ifip

#### 2.4.5. Séparation du naissage et de l'engraissement et production multisite

En Espagne, les différentes phases de production (naissage, post-sevrage et engraissement) sont très majoritairement réalisées sur des sites distincts, historiquement pour des raisons sanitaires. En 2023, plus de la moitié (50,8%) des sites sont spécialisés en engraissement, 12,2% sont naisseurs-engraisseurs partiels, près de 6,0% sont naisseurs-engraisseurs et 3,5% sont spécialisés en naissage (un quart des sites n'est pas classé, Figure 12).

**Figure 12. Répartition des sites d'élevage de porcs en Espagne par activité en 2023 en %**



Source : Registre Général des Exploitations d'Élevage (REGA), traitement IFIP

Les élevages porcins fonctionnent en majorité selon le système de production par phases, autrement dit, en multisites. Leur fonctionnement est défini dans le RD<sup>1</sup> 306/2020. Ce mode de production regroupe les phases de naissance, de post-sevrage ou d'engraissement, réalisées dans des bâtiments implantés sur des sites géographiques distincts. Une fois le système de production multisite autorisé, l'intégration d'un nouveau site ne requiert qu'une déclaration conjointe d'ajout, émanant du responsable du site et du propriétaire du système de production par phase.

#### 2.4.6. Un modèle intégré qui évolue vers l'acquisition d'élevages

Ces dernières années, le degré d'intégration s'est encore intensifié sous l'impulsion des firmes intégratrices, désireuses de se développer rapidement, et de la demande de certains éleveurs prêts à troquer leur indépendance pour un revenu garanti même avec une rentabilité limitée de l'engraissement sous contrat (Magallón Botaya, 2024).

En Espagne, les éleveurs indépendants font face à plusieurs défis qui les incitent à faire évoluer leur système : s'agrandir pour répondre aux exigences économiques et de traçabilité de leurs clients (souhait de travailler en camions entiers de porcs), vendre leur exploitation ou passer en intégration. Le changement générationnel et la difficulté à recruter du personnel motivent aussi la renonciation à l'indépendance. Par ailleurs, trouver des débouchés pour les porcelets et les porcs, ainsi qu'un approvisionnement à prix compétitif, devient plus compliqué. Enfin, dans ce contexte de stabilisation, voire de recul des volumes de porcs produits, les rares éleveurs indépendants sont très courtisés par les intégrateurs, soucieux de sécuriser leur approvisionnement.

Historiquement, les intégrateurs fournissaient animaux et aliments aux éleveurs jusqu'ici propriétaires des bâtiments. Les entreprises intégratrices évitaient ainsi les investissements élevés en élevage de porc et laissaient aux éleveurs la gestion quotidienne des élevages (gestion du personnel, gestion des effluents, etc.). Toutefois, la rentabilité élevée de la production ces dernières années, le développement des problématiques sanitaires - avec les conséquences économiques qui en découlent pour les élevages touchés, ainsi que la difficulté de contractualiser avec de nouvelles exploitations, incite les intégrateurs à faire évoluer leur modèle. Leurs motivations sont détaillées dans une enquête menée en 2024 par le média professionnel 3tres3 (Annexe 6). Ainsi, les intégrateurs qui veulent maintenir ou développer

<sup>1</sup> Dans tout le rapport, RD = Royal Decreto (Décret royal)

leur part de marché sont, d'une certaine manière, contraints d'investir directement dans la production par l'achat d'élevages. Ils doivent alors gérer eux-mêmes ce qu'ils déléguaient – personnel, effluents, impact environnemental et investissements – avec une probable baisse de la rentabilité du capital investi (Cardil *et al.*, 2023).

## **2.5. Les déterminants d'évolution des exploitations porcines en Espagne**

### **2.5.1. Les départs à la retraite et les aspirations des repreneurs**

D'après le recensement agricole de 2020, l'une des caractéristiques de l'agriculture espagnole est le vieillissement marqué des chefs d'exploitation et le faible recrutement de jeunes. En 2020, plus de 41% des agriculteurs avaient plus de 65 ans et seulement 8% moins de 40 ans. Les jeunes agriculteurs disposaient généralement des exploitations plus grandes avec une valeur de production plus élevée. Les chefs d'exploitation porcine étaient un peu plus jeunes : 12% avaient moins de 40 ans et seulement 24% avaient plus de 65 ans. Seuls les secteurs de l'horticulture sous serre, de la volaille et de l'élevage bovin présentaient de meilleurs indicateurs que le porc.

En 2020, 29% des exploitations agricoles étaient conduites par des femmes, le secteur porcin restant le plus masculin de tous, avec 19% de femmes chefs d'exploitation (Lainez et Hernandez, 2024). Le nombre d'exploitations agricoles dirigées par des femmes a augmenté de 22% entre 2010 et 2020 contre une baisse de 16% pour celles dirigées par des hommes.

Comme dans d'autres pays, les aspirations des nouvelles générations ont changé : le souhait de disposer de plus de temps libre détermine le choix et le type d'installation. Ainsi, de nombreux petits élevages sont transformés en engraissement, alors que les élevages de taille moyenne sont agrandis pour travailler à plusieurs.

### **2.5.2. Les montants d'investissement**

Les coûts élevés de construction ou rénovation, combinés à des conditions de financement parfois restrictives, représentent un obstacle pour les éleveurs souhaitant développer leur activité. Le coût à neuf d'un bâtiment naisseur-engraisseur par place de truie s'est envolé en Espagne ces dernières années, avec des hausses annuelles respectivement de +6% en 2020, +19% en 2021 et +17% en 2022, soit une hausse totale de 1 955€/truie sur 2019-2022 d'après InterPIG. En 2023, il atteint 5 934 €/truie en Espagne, contre 10 391 €/truie en France. La flambée des prix du bâtiment a considérablement réduit l'accès des éleveurs au financement bancaire, en raison du niveau d'investissements requis et de leur moindre rentabilité.

### **2.5.3. Le cadre réglementaire pour installer ou agrandir un élevage**

Historiquement, l'obtention d'un permis de construire d'un élevage était assez simple en raison de la disponibilité des terres, d'une opposition sociétale locale longtemps quasi inexistante, et de moindres contraintes liées à la protection de l'environnement (Dufлот et Cagnat, 2017). Mais aujourd'hui, la création et l'agrandissement des élevages en Espagne sont freinés par le durcissement des exigences environnementales (nitrates, ammoniac), les procédures administratives (obtention du permis de construire) et la pression sociétale locale. Outre les réglementations relatives aux distances par rapport aux autres exploitations, la gestion du lisier et l'autorisation de prélèvement d'eau par les Confédérations Hydrographiques sont de plus en plus limitantes. Obtenir une autorisation pour construire une nouvelle porcherie est devenu

difficile voire impossible dans les zones classées vulnérables aux nitrates. Les nuisances générées par l'élevage porcin conduisent dans certaines zones à une contestation des populations qui souhaitent développer l'économie locale par le tourisme. Les groupes d'opposants aux installations d'élevages se sont structurés. Leurs actions, dont de nombreux recours administratifs, compliquent et retardent l'obtention des autorisations municipales.

Réglementairement, l'installation ou l'agrandissement d'un site d'élevage doivent respecter diverses obligations. En termes de biosécurité (Art. 7 RD 306/2020), des distances d'implantation des sites d'élevages sont définies afin de réduire le risque de propagation de maladies chez les porcs (Annexe 7). Pour les zones à forte densité d'élevages ou vulnérables (RD 261/1996), des limitations de taille et de densité animale sont également fixées. De plus, la taille des élevages est plafonnée entre 720 UGB et 864 UGB (RD 2000). Ce plafond de taille correspond à 3 456 truies en naissage sortant des porcelets de 6 kg, 2 866 truies en naissage sortant des porcelets de 20 kg, 900 truies en naissage-engraissement, 9 600 porcs à l'engrais (de 6 à 120 kg) ou 7 200 porcs à l'engrais de 20 à 120 kg.

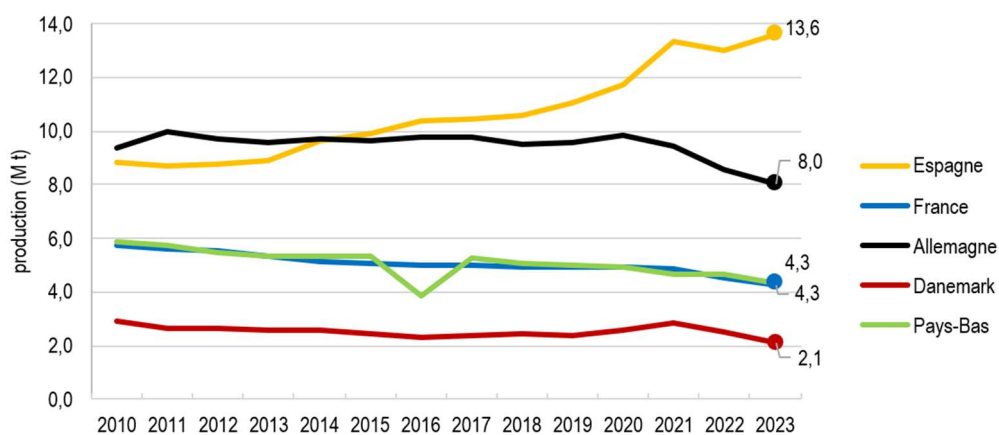
Les élevages aussi sont soumis à diverses autorisations administratives et études d'impact environnemental telles que les directives IED (2010/75/UE transposée à l'échelle nationale par le RD 1/2016), EIE (2011/92/UE), et AAI (Autorización Ambiental Integrada). La directive relative aux émissions industrielles (IED) stipule qu'au-delà de 2 000 porcs charcutiers ou 750 truies, les élevages doivent être soumis à une autorisation administrative. En Espagne, 3 500 sites d'élevages sont concernés. De plus, l'autorisation est basée sur une évaluation intégrée des incidences sur l'environnement, le recours aux meilleures techniques disponibles (MTD) et la consultation du public. Pour l'Association nationale des éleveurs de porcs ANPROGAPORC, l'abaissement du seuil de taille, actuellement débattue au niveau européen, donnerait aux opposants à l'élevage la possibilité de contester des projets à dimension « familiale » en les assimilant à des « macro-exploitations ».

### 3. Le secteur de l'alimentation animale

#### 3.1. Le leader européen de la production d'aliments composés

L'industrie de l'alimentation animale s'est développée en Espagne au début des années 1960 pour accompagner le développement de l'élevage. Entre 2003 et 2023, la production industrielle d'aliment pour porcs est passée de 8,2 à 13,6 Mt (+66,0% en dix ans) (Figure 13). Le secteur porcin est le principal débouché (47% des volumes en 2023), devant la volaille (15%), et les autres productions animales (veaux, ovins, caprins, lapins, etc. totalisant 34% des volumes) (CESFAC, 2024). La mise en place de la stratégie d'intégration verticale des élevages par les industriels de l'alimentation animale a joué un rôle déterminant dans cet essor. La Confédération Espagnole des Fabricants d'Aliments Composés (CESFAC) estime entre 70% et 75% la part de la production d'aliments composés réalisée dans le cadre de l'intégration, proportion qui pourrait augmenter dans les années à venir.

**Figure 13. Production d'aliments composés pour porc en Europe**



Source : Ifip d'après FEFAC

Avec 28,6 Mt en 2023 d'après la Fédération Européenne des Fabricants d'Aliments Composés (FEFAC), l'Espagne est aujourd'hui le premier producteur européen d'aliments composés. Le chiffre d'affaires de l'industrie des aliments composés pour animaux s'élevait à 20 Mds € en 2023 (soit 14% du chiffre d'affaires total de l'industrie agroalimentaire en Espagne), faisant de ce secteur le quatrième en importance au sein de l'industrie agroalimentaire espagnole (CESFAC, 2024). A titre de comparaison, il est légèrement inférieur, à 4 Mds €, en France.

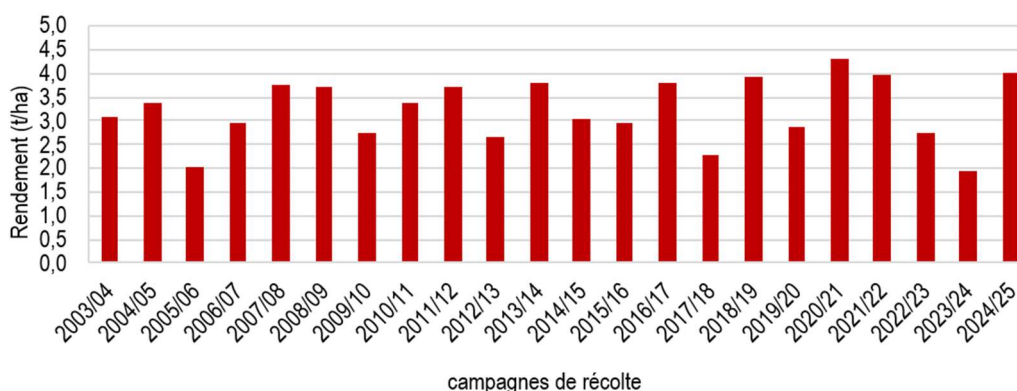
En termes de dynamiques régionales, la production d'aliment se situe au plus près des élevages porcins. La Catalogne et l'Aragon sont les deux principales régions productrices d'aliment industriel pour porc, avec respectivement 35% et 23% des volumes nationaux produits en 2023 (CESFAC, 2024).

#### 3.2. L'Espagne importe la moitié de ses besoins en céréales

Ce fort dynamisme industriel s'appuie en majorité sur les ressources en matières premières produites en dehors du pays. Le territoire espagnol et son climat sont peu propices au développement des productions végétales. Les rendements sont contraints par le faible potentiel agronomique des sols et la faible pluviosité (en moyenne 633,9 mm par an entre 1901 et 2024, contre 835,7 mm en France). L'Espagne est le pays le plus aride d'Europe. La mise en place de systèmes d'irrigation est coûteuse et complexe. Les zones de cultures sont

fortement exposées aux aléas climatiques, en particulier aux épisodes secs, ce qui se traduit par des variations importantes des volumes produits d'une année à l'autre. Sur la période 2013-2023, le rendement moyen en blé était de 3,41 t/ha, avec une forte variabilité interannuelle (coefficient de variation de 21,8%) (Figure 14). A titre de comparaison, le rendement moyen en France est de 7,1 t/ha, et la variabilité interannuelle est moindre (coefficient de variation de 9,6%). La production espagnole en blé se révèle ainsi bien plus volatile qu'en France.

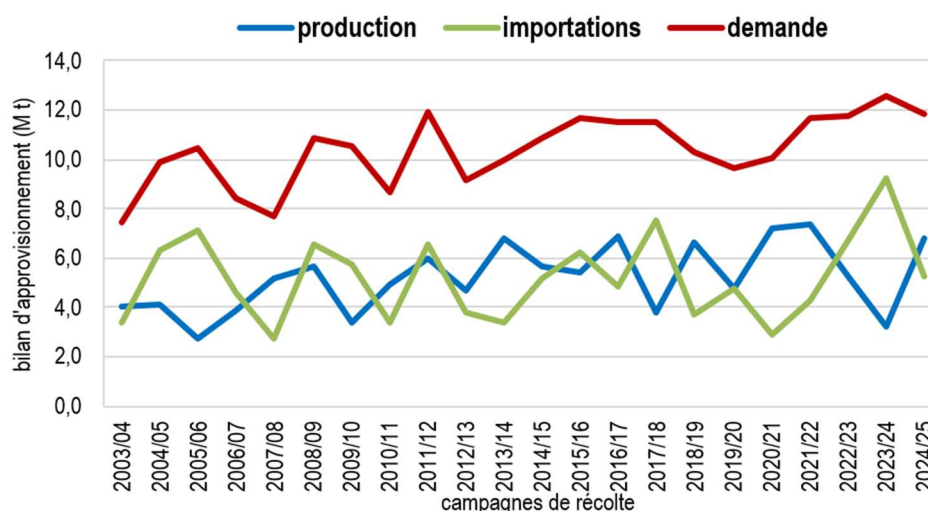
**Figure 14. Evolution des rendements en blé en Espagne par campagne**



Source : Ifip d'après Stratégie Grains

L'Espagne est contrainte de recourir massivement aux importations de céréales et oléagineux pour couvrir ses besoins pour l'alimentation animale. En moyenne, depuis ces dix dernières campagnes, ses importations de blé en volume représentaient 48% de sa consommation (Figure 15), contre moins de 2% pour la France sur la même période. En 2024, le taux d'auto-alimentation en blé était de 34%, contre 200% en France, d'après les données Stratégie grains et USDA. La situation est relativement similaire pour les autres matières premières végétales utilisées en alimentation animale. Le taux d'auto-suffisance en maïs se situe autour de 28%, et celui des tourteaux de soja est d'environ 50%.

**Figure 15. Evolution des indicateurs du bilan d'approvisionnement en blé pour l'Espagne**



Source : Ifip d'après Stratégie Grains, TDM

Ainsi, l'Espagne présente une fragilité accrue face aux variations de volumes, notamment sous l'effet des aléas climatiques, ce qui se traduit par une plus grande volatilité des prix. Le secteur de l'alimentation animale espagnol est structurellement dépendant du marché mondial, rendant la filière porcine plus sensible aux chocs internationaux. En 2023, le coût alimentaire pesait à hauteur de 68% du coût de production (Le Clerc, 2024).

### **3.3. Une dizaine de groupes produisent 55% de l'aliment**

Pour s'adapter à cette contrainte structurelle, les usines de fabrication, environ 700 unités en 2024 (Lainez et Hernandez, 2024) se sont implantées sur l'ensemble du territoire, avec une concentration plus marquée dans les principales régions d'élevage et à proximité des points d'entrée de céréales et oléagineux sur le territoire (infrastructures portuaires en Catalogne et frontière française en Aragon), réduisant ainsi les coûts logistiques d'approvisionnement.

La production d'aliment est concentrée : une dizaine de groupes occupent 55% du marché et le premier produit 25% des volumes (toutes espèces confondues). La structuration du secteur reste ainsi comparable à celle observée il y a vingt ans (Daridan et Gourmelen, 2006). Ces entreprises, d'origines diverses, regroupent des structures « familiales » d'éleveurs ou de céréaliers (Cincaporc), des commerçants de céréales (Costa Food Group) et des acteurs internationaux (Cargill, Trouw Nutrition, ForFarmers, Nutreco), tous solidement implantés sur le territoire (Tableau 7).

La croissance future de la production animale, et par conséquent celle du secteur des aliments composés, dépendra de la capacité de ces entreprises à maintenir un approvisionnement stable, fiable et de qualité pour les matières premières.

**Tableau 7. Classement des entreprises d'aliments composés en Espagne en 2023**

<b>Entreprises</b>	<b>Volumes produits (en Mt) - 2023</b>	<b>Part de marché (en %)</b>
Nanta SA (Groupe Nutreco)	3,6	26,5%
Vall Companys Grupo	2,8	20,6%
Costa food group (piensos costa)	1,5	11,0%
Nuter feed (De Heus Group)	1,0	7,4%
Cooperativas orensanas COREN	0,9	6,6%
Corporación alimentaria Guissona (BonArea Agrupa)	0,9	6,6%
Agropienso	0,4	2,9%
Jorge Grupo	0,3	2,2%
Esporc	0,2	1,5%
AN Grupo Coop	0,2	1,5%
Cincaporc	0,2	1,5%

Source : Ifip

## 4. Performances techniques et résultats économiques des élevages

L'analyse des performances technico-économiques des élevages en Espagne est réalisée à partir des données issues du réseau international InterPIG.

### **Encadré 1. Les données du réseau international InterPIG**

*Les données pour l'Espagne proviennent d'une société de conseil spécialisée dans la gestion financière des élevages porcins, SIP Consultors. L'activité de conseil est réalisée auprès de 200 clients, pour la plupart des groupes d'entreprises détenant des élevages intégrés, qui partagent leurs résultats technico-économiques. SIP Consultors collecte les données de 60% des élevages en Espagne, dont 90% sont intégrés. Ces élevages détiennent 60% du cheptel de truies et 51% des porcs en engraissement espagnols. Les données InterPIG concernant la France sont issues de la Gestion technico-économique (GTE), Gestion Technique des Troupeaux de Truies (GTTT), GTE-TB et des données CERFrance Bretagne, compilées et traitées par l'Ifip (Ifip, 2024). Plusieurs critères sont comparés et suivis dans le temps : les performances techniques, les prix des intrants et des facteurs de production, le coût de production des porcs charcutiers et des porcelets, le prix de vente...*

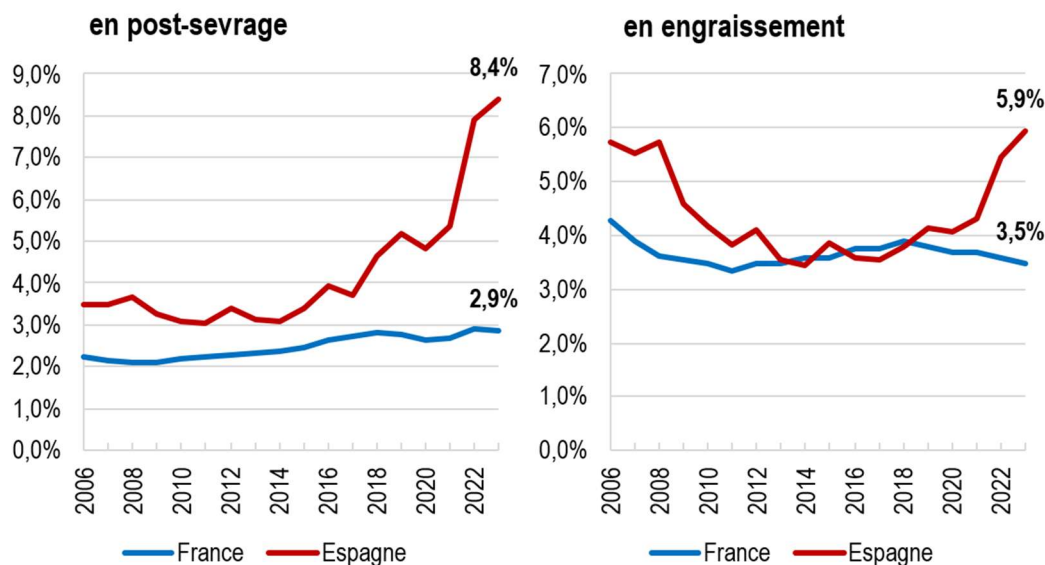
Depuis 2020, une souche du virus SDRP circule dans le nord-est de l'Espagne provoquant une épidémie d'une gravité inédite dans le pays. Nommée « Rosalía », cette souche aurait touché près de 18 M de porcs, entraînant des conséquences majeures dans les élevages (Martín-Valls *et al.*, 2023) : avortements, mortalité des truies, mort-nés et mortalité des porcelets en maternité et en post-sevrage.

Les pertes en élevage sont historiquement plus élevées en Espagne qu'en France, en post-sevrage comme en engraissement (Figure 16). En engraissement, la situation espagnole s'était cependant améliorée et le taux de pertes en Espagne et France étaient du même niveau sur la période 2013-2018. En post-sevrage, les pertes et saisies relativement stables sur 2006-2017, ont augmenté de 3,7 à 8,7% entre 2018 et 2023 en Espagne sous les effets cumulés de l'épidémie de SDRP depuis 2020, de la fin de l'utilisation de l'oxyde de zinc pour le traitement, la prévention et le contrôle des diarrhées en post-sevrage depuis 2022<sup>2</sup> (Nunan, 2022) et de l'intensification des vagues de chaleur depuis 2015.

---

<sup>2</sup> Dans sa décision du 26 juin 2017, la Commission européenne a interdit la vente de médicaments vétérinaires à base d'oxyde de zinc, autorisant aux Etats membres la possibilité de différer le retrait des autorisations de mises en marché jusqu'à cinq ans.

**Figure 16. Evolution du taux de pertes et saisies en post-sevrage (gauche) et en engraissement (droite) en France et en Espagne de 2006 à 2023**



Source : Ifip d'après InterPIG

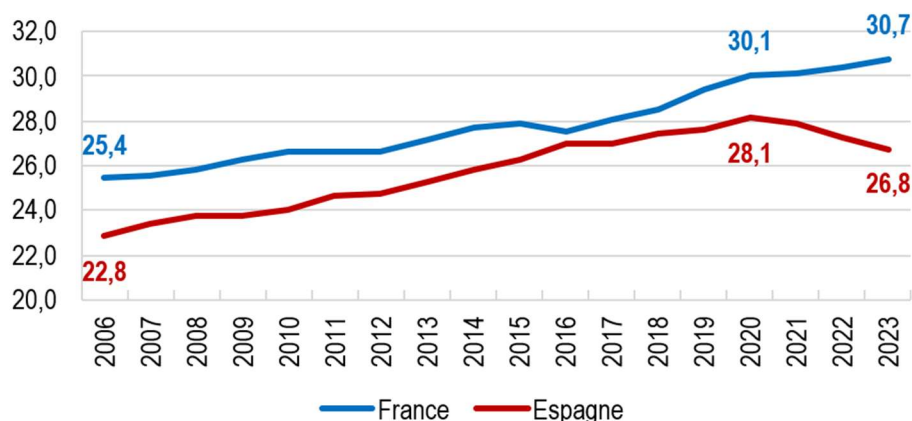
#### **4.1. La productivité des truies a fortement progressé jusqu'en 2020**

De 2006, date d'entrée de l'Espagne dans le réseau, à 2023, la prolificité des truies a progressé de 11,1 à 14,3 porcelets sevrés par portée (+3,2 porcelets nés vivants / portée). Un plateau semble atteint depuis 2020. L'écart entre les performances françaises et espagnoles s'est réduit au fil des années, de 1,6 à 0,4 porcelet par portée entre 2006 et 2018. Depuis 2020, le SDRP grève les performances techniques hispaniques : le nombre de nés vivants par portée stagne et l'écart s'accroît avec la France : il est de 1,3 porcelet par portée en 2023.

Grâce à une meilleure maîtrise des saillies et un contrôle sanitaire amélioré en élevage, le taux de mise bas s'est aussi amélioré, passant de 81,7% en 2010 à 85,3% en 2020. Le nombre de jours improductifs a diminué de un jour sur la période, passant de 10,75 jours à 9,75 jours. L'amélioration de ces trois facteurs explique l'augmentation de la productivité numérique de 22,8 à 28,1 porcelets sevrés par truie en production et par an entre 2006 et 2020.

L'épidémie de SDRP augmente aussi le taux de pertes en maternité creusant l'écart entre l'Espagne (26,8 sevrés) et la France (30,7 sevrés), soit près de quatre sevrés par truie en production et par an en moins en 2023 (Figure 17).

**Figure 17. Evolution du nombre de porcs sevrés par truie en production en Espagne et en France de 2006 à 2023**



Source : Ifip d'après InterPIG

Après s'être réduit entre 2006 et 2020, l'écart entre l'Espagne et la France de production en kilogrammes par truie et par an a retrouvé le même niveau, 600 kg / truie. Longtemps abattus plus légers que dans la majorité des pays européens, le poids d'abattage des porcs a fortement augmenté, d'environ 105 kg à 119 kg de poids vif entre 2007 et 2023 (+18% contre +4% en France), et se rapproche du poids français (121,4 kg).

Les différences de performances de croissance des porcs sont notables entre la France et l'Espagne (Tableau 8). L'Espagne présente un indice de consommation (IC) technique standardisé en engraissement plus faible que la France depuis 2019. Toutefois, cette évolution ne peut être attribuée avec certitude aux seuls progrès techniques : les conditions climatiques, peuvent également influencer ces résultats. La vitesse de croissance (GMQ) est plus lente en Espagne. Les épisodes de fortes chaleurs estivales plus fréquents limitent l'appétit des animaux.

**Tableau 8. Performances de croissance comparées dans le temps, Espagne et France**

Critères	2006		2012		2018		2023	
	Espagne	France	Espagne	France	Espagne	France	Espagne	France
<b>Post-sevrage</b>								
Poids au sevrage	6,0	7,2	5,9	6,9	6,0	6,7	6,1	6,6
Taux pertes et saisies	3,5%	2,2%	3,4%	2,3%	4,6%	2,8%	8,4%	2,9%
IC technique standardisé 8-30 kg	2,04	1,71	2,00	1,71	1,91	1,68	1,80	1,68
GMQ technique standardisé 8-30 kg (g/j)	411	465	384	471	382	469	365	466
<b>Engraissement</b>								
Poids en fin de post-sevrage	18,0	31,5	18,0	30,7	19,1	30,3	18,3	29,2
Taux pertes et saisies	5,7%	4,3%	4,1%	3,5%	3,8%	3,9%	5,9%	3,5%
IC technique	2,72	2,89	2,61	2,81	2,48	2,75	2,45	2,67
IC technique standardisé 30-120 kg	3,18	2,91	2,96	2,83	2,76	2,75	2,66	2,67
GMQ technique standardisé 30-120 kg (g/j)	726	766	712	787	741	802	782	838

Source : Ifip d'après InterPIG

## 4.2. Un âge au sevrage autour de 25 jours en Espagne

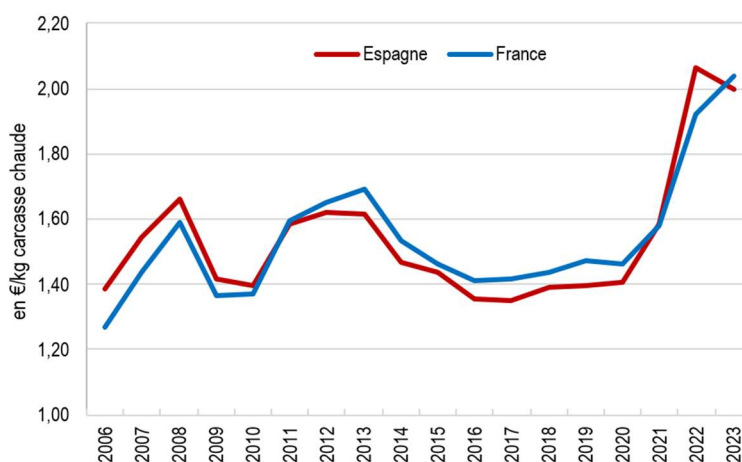
D'après une étude menée en Catalogne (García Hernández, 2022), l'âge au sevrage moyen des porcelets catalans est estimé à 24 jours en 2021 et en 2022, contre 25 jours en Espagne. Malgré des taux de pertes en post-sevrage élevés et en croissance depuis 2017 en Espagne, l'âge au sevrage à 28 jours – donnant des porcelets plus matures et donc mieux résistants – n'est toujours pas atteint en Espagne. Diverses raisons expliquent cela (Marco, 2023). En Espagne, les génétiques très prolifiques obligent à l'utilisation de truies nourrices, qui conduisent au sevrage anticipé d'une partie des porcelets, et à des âges au sevrage très variables au sein d'un même élevage. Par ailleurs, l'utilisation d'oxyde de zinc dans les rations pour limiter les diarrhées en post-sevrage (ANSES, 2013) était toujours autorisée jusqu'à mi-2022 et permettait d'atténuer les pertes chez les porcelets. Enfin, l'éleveur intégré en maternité est rémunéré en fonction du nombre de porcelets sevrés. Décaler le sevrage impliquerait alors la création de nouvelles places de maternité ou la réduction du nombre de truies et donc une renégociation des contrats d'intégration, qui n'est pas désirée par les opérateurs.

## 4.3. Principaux postes de charge et résultats économiques

### 4.3.1. Le coût de revient en Espagne est proche de la référence française

Entre 2013 et 2023, le coût de revient moyen des élevages de porcs atteint 1,55 €/kg de carcasse chaude en Espagne et 1,58 € en France. Il fluctue dans le temps sous l'effet des conditions économiques, géopolitiques et climatiques. Les pics de 2008, 2012 et 2021-2022 (Figure 18) reflètent les périodes de flambées des prix des matières premières et de l'aliment. En 2022, le coût de revient a atteint un niveau historique, à plus de 2,00 €/kg de carcasse. Entre 2013 et 2020, les élevages espagnols présentent des coûts inférieurs aux résultats français, avant un basculement lié à la crise des matières premières en 2021 et 2022. Le coût de production des élevages français est de nouveau supérieur à celui des espagnols en 2023.

**Figure 18. Evolution du coût de revient des élevages de porcs naisseurs-engraisseurs de 2006 à 2023 en France et en Espagne**

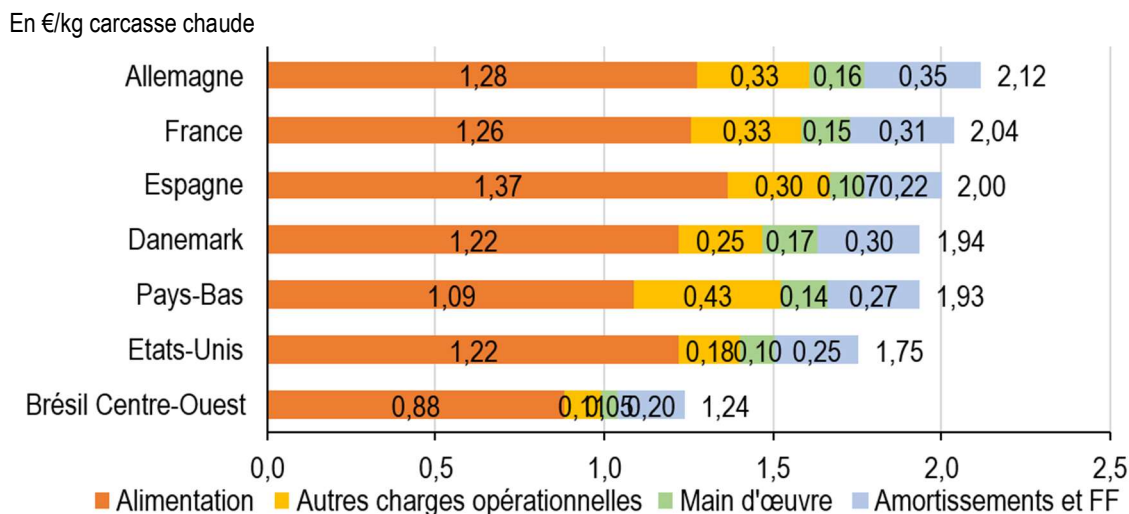


Source : Ifip d'après InterPIG

Le coût de revient se décompose en plusieurs postes de charge : l'aliment, les charges opérationnelles (renouvellement, dépenses de santé, eau, énergie, etc.), la main-d'œuvre

(salaires, charges sociales, rémunération de la main-d'œuvre familiale) et les amortissements<sup>3</sup> et frais financiers. L'Espagne se démarque de ses concurrents européens par des coûts alimentaires relativement élevés, l'aliment représentant 68% du coût de revient en 2023 (Figure 19), mais des charges de main d'œuvre et des amortissements plus faibles. En dehors des périodes de forte inflation des prix de l'aliment, les élevages espagnols présentent les coûts parmi les plus bas de l'UE-27, concurrencés principalement par les élevages danois.

**Figure 19. Structure du coût de revient du porc en 2023**



#### 4.3.2. Variabilité entre les exploitations porcines en Espagne

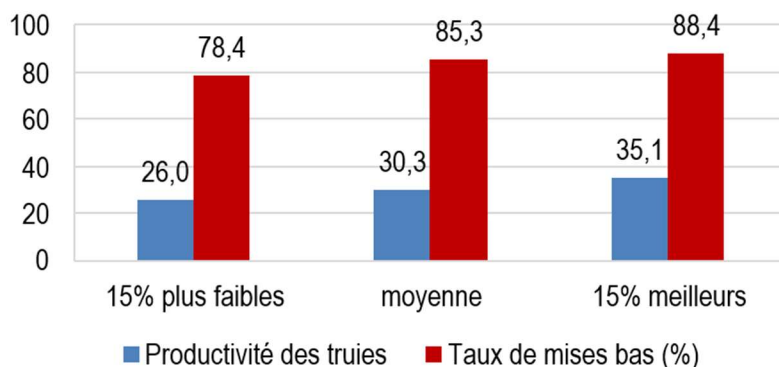
D'après SIP Consultors, les résultats économiques des exploitations porcines espagnoles présentent une forte hétérogénéité : en 2023, 70 % des éleveurs affichent un coût de revient compris entre 1,85 et 2,03 €/kg de carcasse chaude, soit un écart de  $\pm 9$  centimes autour de la moyenne. Cette dispersion s'explique par les différences de performances (productivité et mortalité), en lien avec le niveau de maîtrise sanitaire, de prix de l'aliment et de coût des bâtiments.

López et al. (2021) analysent la variabilité de la productivité numérique des truies en Espagne en comparant trois groupes d'élevages : les 15 % les plus performants, la moyenne des élevages et les 15 % les moins performants (Figure 20). L'analyse, fondée sur l'outil BDporc<sup>4</sup> et les données de plus de 950 000 truies reproductrices réparties sur l'ensemble du territoire espagnol, met en évidence des écarts marqués de performance reproductive. Les élevages les moins performants affichent une productivité moyenne de 26,0 porcelets par truie et par an et un taux de mises bas de 78,4 %, contre respectivement 30,3 et 85,3 % pour la moyenne des élevages. À l'inverse, les 15 % d'élevages les plus performants atteignent une productivité de 35,1 porcelets par truie et par an, associée à un taux de mises bas de 88,4 %. Ces résultats soulignent le rôle déterminant de la maîtrise de la reproduction dans les écarts de productivité observés entre exploitations.

<sup>3</sup> Le réseau InterPIG calcule les amortissements sur la base du prix d'un bâtiment neuf amorti sur 25 ans pour le gros œuvre et 12 ans pour le petit matériel. Ils ne sont pas estimés à partir des investissements réellement réalisés dans les élevages. Ainsi, le coût de revient calculé intègre les amortissements nécessaires au maintien des bâtiments en état optimal.

<sup>4</sup> BDporc est une base de données technique nationale, pilotée par l'IRTA. Elle collecte et analyse les performances technico-économiques des élevages porcins espagnols. Il ne s'agit pas d'un équivalent au dispositif français BDPORC.

**Figure 20. Comparaison la productivité numérique des truies et des taux de mises bas, entre les 15% meilleurs, la moyenne et les 15% plus faibles**



Source : López et al., 2021

### 4.3.3. Un coût de l'aliment élevé

Les élevages espagnols présentent un prix de l'aliment plus élevé que les autres concurrents européens. En moyenne sur les dix dernières années (2014-2023), les prix de l'aliment espagnol industriel atteignent 297 €/t, contre 276 €/t en France (Tableau 9).

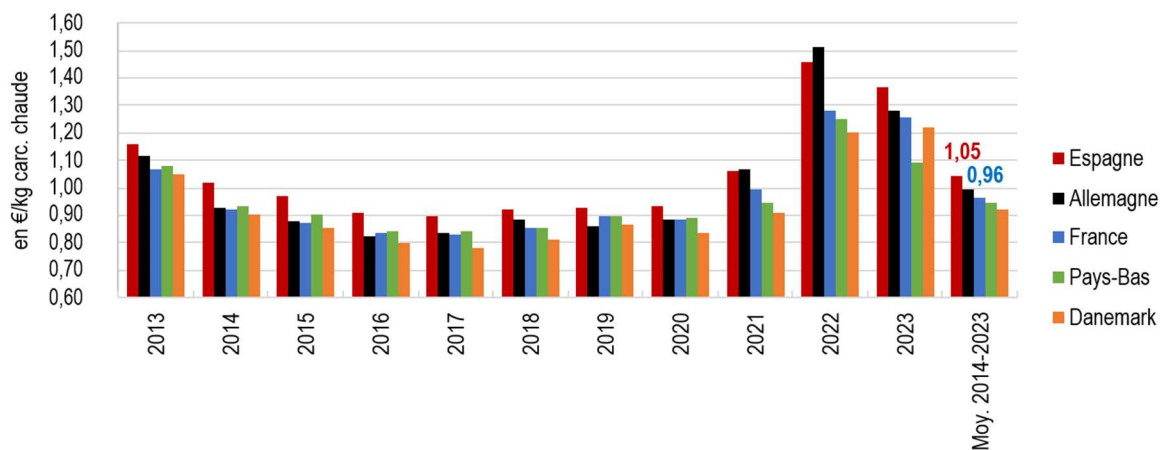
**Tableau 9. Prix moyen de l'aliment industriel, moyenne 2014-2023**

Pays	Prix moyen 2014-2023 (€/t)
<b>Espagne</b>	<b>297</b>
Pays-Bas	282
Allemagne	276
France	276
Danemark	267
Etats-Unis	215

Source : Ifip d'après InterPIG

La compétitivité des élevages espagnols est impactée par ce différentiel de coût alimentaire (Figure 21). Ce désavantage est directement lié à la dépendance structurelle de l'Espagne aux importations pour son approvisionnement en matières premières, exposant ainsi les fabricants à la volatilité des marchés mondiaux.

**Figure 21. Evolution des coûts alimentaires moyens dans plusieurs pays**



Source : Ifip d'après InterPIG

#### 4.3.4. Des facteurs de production avantageux

Malgré ce désavantage compétitif sur le secteur de l'alimentation animale, les éleveurs de porcs espagnols bénéficient d'atouts non négligeables qui leur confèrent des avantages compétitifs. Le coût du travail est inférieur à ce qui est pratiqué dans les autres pays européens (Tableau 10). Le salaire minimum y est plus faible malgré les augmentations récentes du SMI (Salaire Minimum Interprofessionnel) impulsées par le socialiste Pedro Sanchez, arrivé au pouvoir en 2018. Par ailleurs, l'Espagne bénéficie aussi de prix des bâtiments très largement inférieurs aux prix des bâtiments dans les autres filières européennes (Tableau 11). Les conditions climatiques clémentes limitent les besoins en isolation. La main d'œuvre et le coût des matériaux sont également plus faibles.

**Tableau 10. Coût horaire du travail en élevage porcin en 2023**

Pays	Coût horaire (€/h)
<b>Espagne</b>	<b>16,0</b>
Etats-Unis	16,7
Allemagne	21,5
France	22,9
Danemark	26,3
Pays-Bas	19,6

Source : Ifip d'après InterPIG

**Tableau 11. Coût d'un bâtiment neuf de type naisseur-engraisseur en 2023**

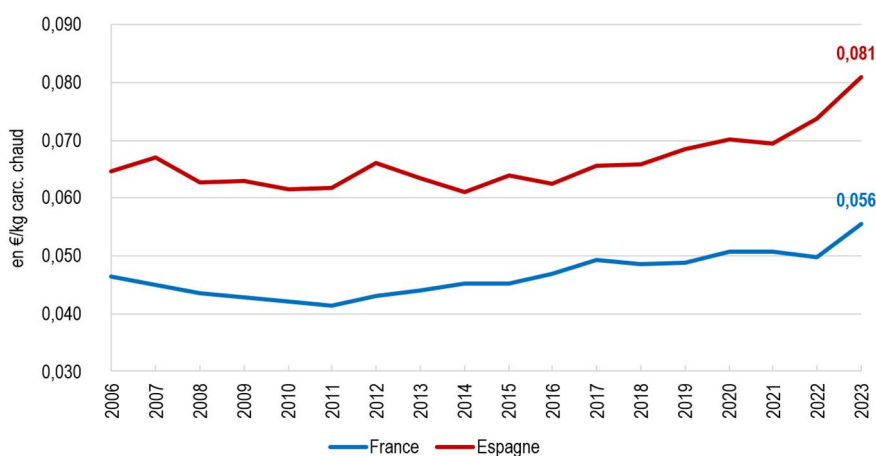
Pays	Prix bâtiment en 2023 (€/truie)
Etats-Unis	5 539
<b>Espagne</b>	<b>5 934</b>
Danemark	9 909
France	10 391
Pays-Bas	11 135
Allemagne	14 248

Source : Ifip d'après InterPIG

#### 4.3.5. Des dépenses de santé en élevage supérieures

Les éleveurs naisseurs-engraisseurs espagnols font face à des dépenses de santé élevées, supérieures à celles de leurs concurrents européens. Cette situation s'explique par des conditions sanitaires plus fragiles dans les élevages espagnols, se traduisant par des taux de pertes plus élevés. L'utilisation d'antibiotiques est également plus importante. La tendance à la hausse des dépenses de santé s'explique notamment par l'inflation. En comparaison avec la France, l'écart est marquant : au cours des cinq dernières années, la différence entre les dépenses de santé des élevages espagnols et français a fluctué entre +38 et +48 % (Figure 22).

**Figure 22. Evolution des dépenses de santé en élevage porcin en Espagne et en France de 2006 à 2023**



Source : Ifip d'après InterPIG

#### **4.4. Résultats économiques supérieurs aux autres concurrents européens**

##### **4.4.1. Le paiement des porcs repose sur la cotation du marché de Lleida**

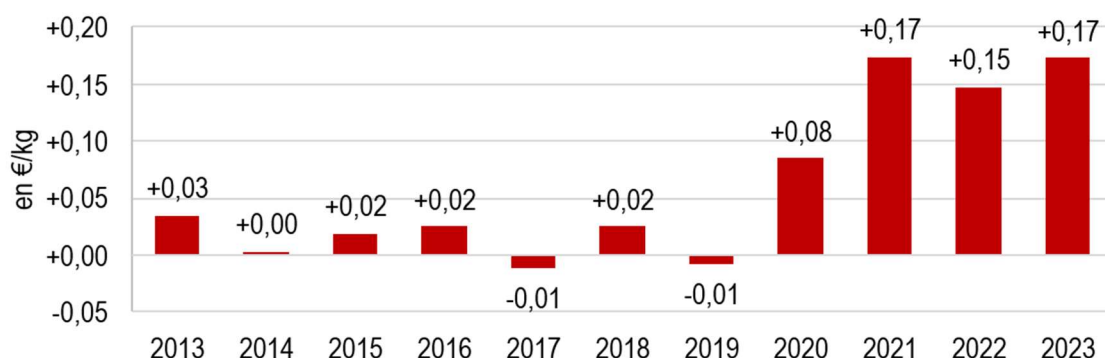
En Espagne, le prix payé par l'entreprise intégratrice à l'éleveur intégré est défini contractuellement et peut varier selon plusieurs critères, notamment les performances techniques (productivité, indice de consommation, mortalité), l'usage des antibiotiques ou encore respect des normes de biosécurité. Afin de renforcer l'attractivité du modèle intégré, les modalités de rémunération ont toutefois évolué ces dernières années : pour certains producteurs, le paiement repose désormais sur un montant fixe par place, indépendant des performances techniques et du nombre d'animaux produits. Cette évolution, largement liée aux difficultés sanitaires liées à l'épidémie de SDRP, pourrait toutefois être transitoire.

En aval, le prix des porcs charcutiers vendus par les intégrateurs aux abattoirs est indexé sur la cotation de référence de Mercolleida, qui constitue la base de paiement pour environ 90 % des porcs commercialisés en Espagne (Husson et Duflot, 2021). Fixée chaque semaine à Lleida (Catalogne), cette cotation résulte d'une négociation entre représentants de la production et de l'abattage, sur la base d'informations partagées relatives aux abattages récents, aux poids de carcasse et aux perspectives du marché national et international. Près de 30 % des porcs abattus dans le pays sont représentés dans ce processus. Ce mode de fixation des prix permet aux intégrateurs d'absorber une partie de la variabilité du marché et contribue à une meilleure valorisation des porcs, dans un contexte de forte intégration verticale de la filière espagnole (Husson et Duflot, 2021). Les mécanismes de paiement du porc en Espagne se distinguent ainsi sensiblement de ceux observés dans les autres pays européens.

##### **4.4.2. Une meilleure valorisation du prix du porc**

A l'exception de l'année 2016, la comparaison entre les cinq principaux marchés européens des prix annuels perçus par les éleveurs de porcs fait systématiquement apparaître l'Espagne en tête de classement depuis 2005 (Antoine et Duflot, 2015). Ce leadership s'est confirmé et intensifié sur la dernière décennie. Depuis 2020, le prix moyen en Espagne s'écarte fortement de la moyenne allemande, en raison d'une mauvaise conjoncture qui a particulièrement affecté le marché allemand. Le marché espagnol a pu améliorer la valorisation de ses porcs ces quatre dernières années. En comparaison au marché français, le prix perçu en Espagne est historiquement plus élevé (+0,06 €/kg en moyenne sur la période 2014-2023) (Figure 23). Sur la dernière décennie, le prix du porc perçu par les éleveurs européens affiche une progression homogène selon les pays, de l'ordre de +11,1% à +14,9% entre la moyenne 2005-2013 et 2014-2023. Toutefois, le marché espagnol a connu la plus forte hausse, stimulée par de très bonnes années sur la deuxième partie de cette période.

**Figure 23. Ecart moyen entre le prix perçu par les éleveurs espagnols et la moyenne pondérée des prix perçus en Allemagne, France, Danemark et Pays-Bas**

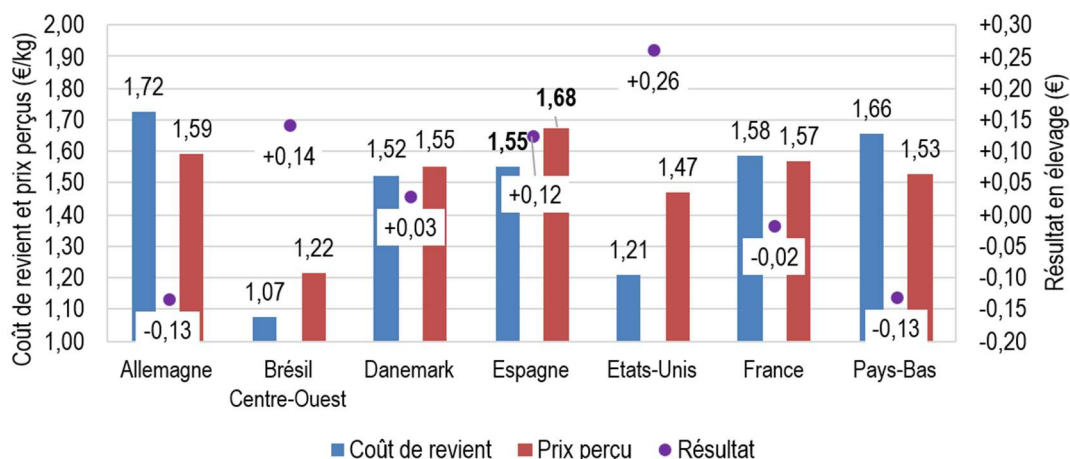


Source : Ifip d'après données Eurostat, InterPIG et GTE

#### 4.4.3. Les résultats en élevage sont supérieurs en Espagne

La comparaison entre le coût de revient et le prix perçu par les éleveurs permet d'apprécier la performance économique de la production porcine. En moyenne sur la période 2013-2023 (Figure 24), l'Espagne enregistre un résultat positif de +12 cts €/kg, se situant toutefois derrière les pays d'outre-Atlantique.

**Figure 24. Coûts de revient, prix perçus et résultats en élevages de porc, moy. 2013-2023**



Source : Ifip d'après InterPIG

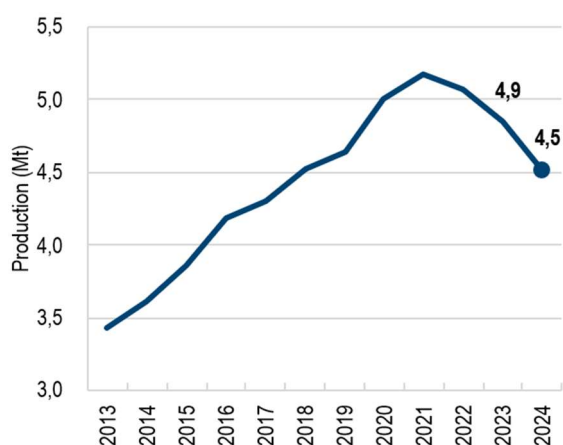
L'Espagne est le pays européen qui présente les meilleurs résultats, devant le Danemark (+3 cts). La France est légèrement en négatif (-2 cts). En dernières positions se trouvent les Pays-Bas et l'Allemagne (-13 cts) qui ont subi de lourdes pertes en 2021 et 2022, affectés par la FPA en Allemagne (provoquant la chute du prix du porc) et les exigences en termes de bien-être animal (qui imposent des surcoûts en élevage). L'Espagne se démarque en Europe par des coûts de revient plutôt inférieurs – seul le Danemark sur la période étudiée a des coûts inférieurs – mais surtout un prix du porc bien supérieur à ses concurrents. Les élevages porcins espagnols présentent ainsi des résultats très positifs.

## 5. La production de viandes, charcuteries et salaisons en Espagne

### 5.1. Une production en croissance jusqu'en 2021 – 2022

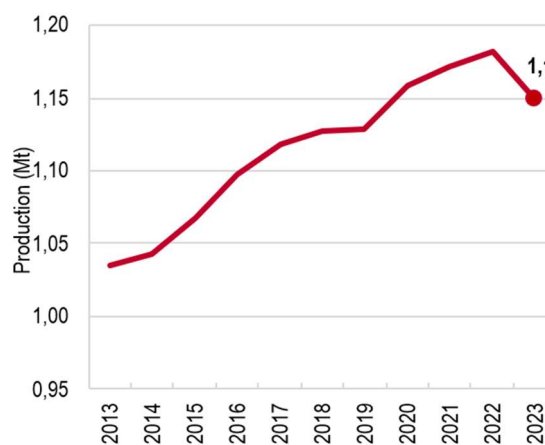
Au cours de la dernière décennie, l'Espagne a connu des évolutions notables dans le secteur aval de la filière porcine, en particulier dans la production de viande de porc, de charcuterie et de salaisons. La production de viande de porc a montré une tendance à la hausse significative jusqu'en 2021, avec une augmentation de 51% entre 2013 et 2021, atteignant un pic de production. Cependant, cette croissance a été suivie d'un déclin jusqu'en 2024, -13% entre 2021 et 2024, où la production s'est stabilisée à 4,5 millions de tonnes (Figure 25). En 2024, la viande porcine représente 86% de la production totale de viande de boucherie, devant la viande bovine (12%) et la viande ovine et caprine (2%). Parallèlement, la production de charcuterie et de salaisons a également connu une croissance, bien que plus modérée, avec une augmentation de 13% entre 2013 et 2022, avant de subir une légère baisse de 3% en 2023, pour atteindre 1,1 million de tonnes (Figure 26). Plusieurs facteurs expliquent le recul de la production de viande et produits du porc : débouché chinois qui se rétracte, la mortalité des porcelets due au SDRP, plafond de la production porcine atteint dans les principales régions productrices (Catalogne et Aragon), etc.

**Figure 25. Evolution de la production de viande de porc en Espagne**



Source : IFIP d'après données Eurostat, MAPA, ANICE, Alimarket

**Figure 26. Evolution de la production de charcuteries-salaisons de porc en Espagne**



Source : IFIP d'après données Eurostat, MAPA, ANICE, Alimarket

### 5.2. Analyse économique et financière des entreprises de l'aval

#### Encadré 2. Les données pour l'analyse économique et financière des entreprises

Les données d'Eurostat et de l'INE permettent une analyse économique et financière des entreprises d'abattage-découpe et de charcuterie-salaison. Les données sur les entreprises de transformation et conservation de la viande de boucherie (porc et bovin), NAF 10.11, donnent un aperçu de la situation économique et financière du maillon de l'abattage-découpe. Les données sur les entreprises de préparation de produits à base de viande, NAF 10.13, permettent d'analyser le maillon de la transformation (charcuterie-salaison).

### 5.2.1. Les entreprises d'abattage-découpe : baisse récente de la rentabilité

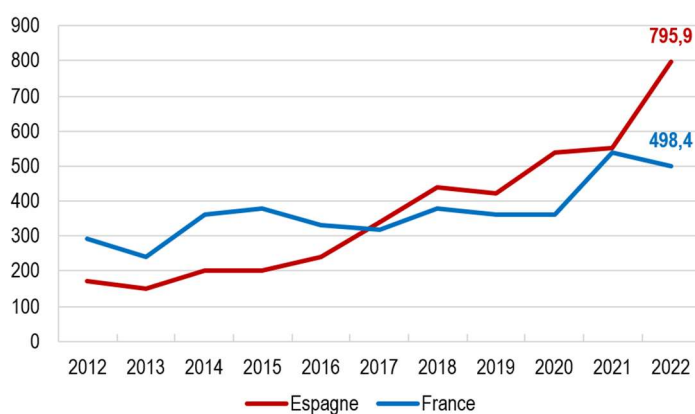
A partir de 2021, le secteur de l'abattage-découpe espagnol a connu une rupture significative avec une forte baisse du taux de rentabilité (EBE/CA), diminuant à 4,3% en 2022, alors que la rentabilité était passée de 2,5% à 8% entre 2013 et 2020. Cette moindre rentabilité est à mettre en lien avec l'évolution de la production de viande de porc (Figure 25), qui recule à partir de 2021. A titre de comparaison, l'EBE/CA du secteur de l'abattage-découpe français était de 4,4% en 2020, le maximum sur la période 2013-2022, et a diminué à 3,1% en 2022. Une des principales raisons de cet écart de rentabilité entre le secteur français et espagnol réside dans la cadence de travail. Les abattoirs espagnols fonctionnent pour beaucoup en 2 x 8 (deux équipes de 8h), voire en 3 x 8 pour certains, tandis qu'en France la majorité fonctionne en 1 x 7 et seulement quelques-uns en 2 x 7. En 2023, le taux de rentabilité de l'abattage-découpe espagnol est affecté par le virus du SDRP, ayant renforcé la surcapacité des outils par rapport aux années précédentes.

En 2022, l'Espagne comptait 830 entreprises d'abattage-découpe de boucherie (NAF 10.11) pour un chiffre d'affaires (CA) du secteur de 20,8 Mds € courants (18,0 Mds € constants base 2013). Le nombre d'entreprises est en baisse depuis 2018 (882), après une hausse depuis 2013 (784). Le CA est en forte progression depuis 2013 (10,0 Mds € courants). L'EBE (excédent brut d'exploitation) a augmenté entre 2013-2022, de 247 M € courants à 891 M € (773,0 M € constants base 2013), mais il avait atteint 1,27 Mds € courants en 2020 (1,23 Mds € constants base 2013).

L'investissement dans le secteur de l'abattage-découpe de boucherie a fortement progressé, expliquant le développement du secteur, l'industrialisation et l'évolution des tailles des sites d'abattage-découpe (Figure 27). L'investissement est passé de 155,7 M € courants en 2013 à 795,9 M € en 2022 (+411%). En comparaison, l'investissement en France est passé de 235,5 M € en 2013 à 498,0 M € en 2022 (+112%).

Depuis 2022, un fonds public, le PERTE agroalimentaire (Plan de récupération, transformation et résilience), a été mis en place par les pouvoirs publics afin d'aider à la modernisation, à la digitalisation, ainsi qu'à renforcer la compétitivité et la durabilité des entreprises agroalimentaires. L'industrie de la viande a largement bénéficié de ce fonds. Ce dernier est composé de trois lignes de financement : la première spécifique aux entreprises agroalimentaires d'une dotation de 400,0 M €, la deuxième axée sur la digitalisation qui s'étend aux acteurs de la chaîne d'approvisionnement (agriculteurs, PME, etc.) d'une dotation de 454,4 M € et la troisième spécifique pour la recherche et le développement de 148,6 M €.

**Figure 27. Investissement du secteur de l'abattage-découpe (en millions d'euros)**



Source : Ifip d'après données Eurostat

Le coût de la main-d'œuvre dans les entreprises d'abattage-découpe est passé de 29 590 € à 32 550 € courants par ETP entre 2013 et 2022, soit une hausse de 6,4 %. À titre de comparaison, dans le même secteur en France, il est passé de 42 393 € à 49 460 € courants par ETP sur la même période. Exprimé en euros constants de 2013, le coût du travail en Espagne est estimé à 28 220 € par ETP en 2022, traduisant une progression inférieure à l'inflation. Cette évolution contribue à la diminution du poids des charges de personnel dans le total des charges.

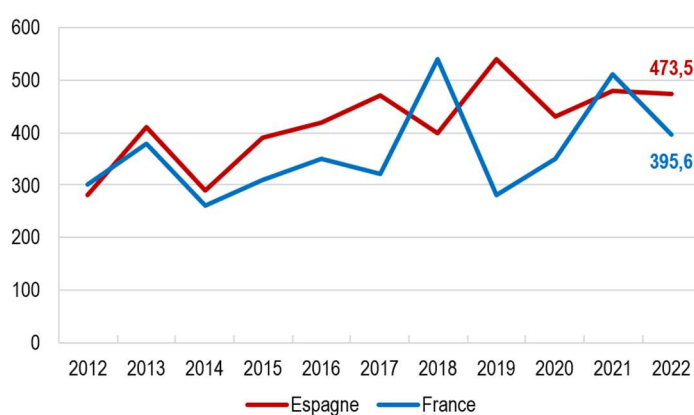
Si le montant global des charges de personnel a augmenté entre 2013 (891 M €) et 2022 (1,5 Md € constants base 2013), leur part dans l'ensemble des charges, après avoir progressé de 9,9 % en 2013 à 11,8 % en 2018, a reculé pour atteindre 9,5 % en 2022. Parallèlement, le nombre d'emplois en équivalent temps plein est passé de 29 125 à 54 208 (+86,1%) sur la période. Enfin, la baisse du nombre moyen de jours travaillés par ETP et par an, de 263 à 247 jours, constitue également un facteur explicatif de l'évolution des charges par ETP en euros constants entre 2013 et 2022.

### 5.2.2. Les entreprises de transformation : un repli fort du taux de rentabilité

En 2022, l'Espagne compte 2 392 entreprises de transformation des produits carnés (NAF 10.13), pour un chiffre d'affaires de 12,7 Mds € courants (11,0 Mds € constants base 2013). Le nombre d'entreprises est en recul depuis 2014 (2 581), reflétant un mouvement d'industrialisation du secteur. Dans le même temps, le chiffre d'affaires a progressé depuis 2013, où il s'élevait à 9,2 Mds € courants. L'EBE atteint 649 M € en 2022, contre un niveau compris entre 800 et 900 M € les années précédentes. Le taux de rentabilité recule ainsi à 5,1 % en 2022, alors qu'il dépassait 7,0 % les années antérieures. À titre de comparaison, en France il s'établit à 3,6 % en 2022 et n'a jamais excédé 5,5 % sur la décennie.

L'investissement dans le secteur de la transformation a progressé plus modérément que dans celui de l'abattage-découpe, tout en lui restant supérieur jusqu'en 2018 (Figure 28). En Espagne, il est passé de 415,8 à 473,5 M € courants entre 2013 et 2022 (+14 %), contre une évolution plus limitée en France, de 391,0 à 395,6 M€ courants sur la même période (+1 %).

**Figure 28. Investissement du secteur de la charcuterie-salaison (en millions d'euros)**



Source : Ifip d'après données Eurostat

Le coût de la main-d'œuvre dans les entreprises de transformation de la viande est passé de 31 000 à 33 860 € courants par ETP entre 2013 et 2022, soit une hausse de 9,3 %. À titre de comparaison, dans le même secteur en France, il a augmenté de 39 188 à 46 480 € courants par ETP sur la même période (+18,6%).

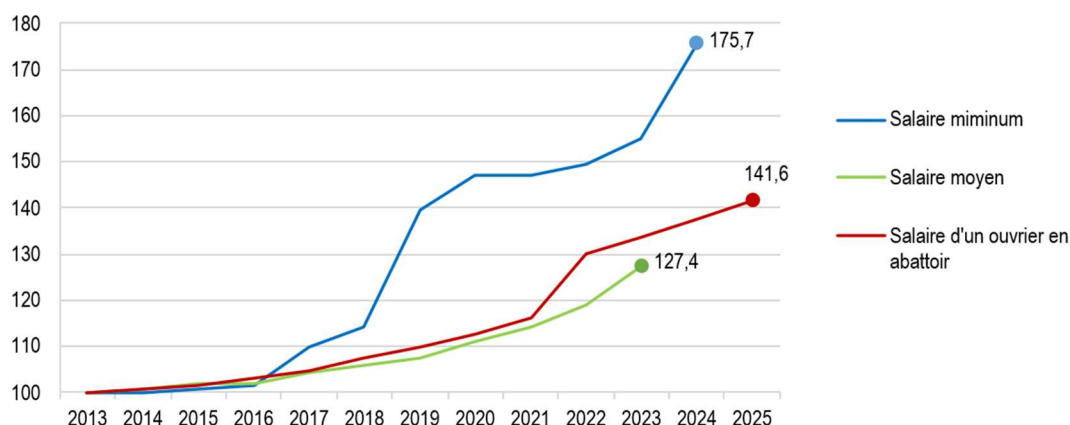
Sur la période, les charges de personnel ont progressé de 1,1 à 1,7 Md € courants, tandis que leur part dans le total des charges est restée relativement stable, autour de 15 %. Parallèlement, les effectifs ont augmenté, le nombre d'ETP passant de 35 460 à 48 931 entre 2013 et 2022 (+37,9%). Enfin, le nombre moyen de jours travaillés par ETP par an a diminué, de 261 à 247 jours sur la période.

### 5.2.3. Salaires en hausse dans l'industrie carnée espagnole

Les grilles salariales des conventions collectives de l'industrie de la viande, publiées au BOE (Bulletin officiel de l'État), fournissent les salaires de référence du secteur ainsi que leurs revalorisations annuelles. Ces évolutions peuvent être comparées à celles du salaire moyen et médian, ainsi qu'au salaire minimum. En Espagne, les salaires bruts annuels de l'industrie carnée ont progressé plus rapidement que le salaire moyen (Figure 29). En 2023, l'indice des salaires de l'industrie de la viande (base 100 en 2013) atteint 133,4, contre 127,4 pour le salaire moyen.

Sur la période, le salaire brut annuel d'un technicien supérieur est passé de 22 757 € en 2013 à 31 274 € en 2024, tandis que celui d'un ouvrier est passé de 15 399 € à 21 163 € sur la même période. À titre de comparaison, le salaire brut annuel moyen est passé de 22 698 € en 2013 à 28 916 € en 2023.

**Figure 29. Evolution des indices des salaires annuels dans l'industrie carnée en Espagne**



Source : Ifip d'après données Eurostat, MAPA, ANICE, Alimarket

La progression plus rapide des salaires dans l'industrie carnée par rapport au salaire moyen s'explique en grande partie par un déséquilibre sur le marché de l'emploi. D'un côté, la forte croissance de l'activité au cours des dernières années a accru la demande de main-d'œuvre de la part des entreprises du secteur. De l'autre, la pénibilité des conditions de travail limite l'attractivité des métiers, ce qui freine l'offre de travail par rapport à d'autres secteurs.

Par ailleurs, les sites de production sont majoritairement implantés dans des zones rurales à faible densité de population, qualifiées d'« España vaciada » (Espagne vide), où les difficultés de recrutement sont plus marquées. Cette contrainte concerne l'ensemble des maillons de la filière et explique le recours fréquent à la main-d'œuvre étrangère dans les abattoirs et les ateliers de découpe. A proprement parler, il n'existe pas de différence de rémunération entre la main-d'œuvre étrangère et la main-d'œuvre espagnole dans ces activités. Toutefois, la fraude décrite dans la partie 5.2.4, met en lumière une pratique de contractualisation qui a été défavorable pour nombre de travailleurs du secteur.

La forte hausse du salaire minimum, passé de 9 034 € brut par an en 2013 à 15 876 € brut par an en 2024 (indice de 155 en 2023 et de 175,7 en 2024), a pu, par effet indirect, contribuer à l'augmentation des salaires dans l'industrie carnée. Toutefois, selon une partie des acteurs interrogés, cette revalorisation n'aurait pas eu d'impact significatif, les salaires prévus par la convention collective du secteur de la viande étant déjà supérieurs au salaire minimum. En revanche, le projet de loi visant à réduire le temps de travail hebdomadaire de 40 à 37,5 heures, rejeté par le Parlement espagnol en 2025, a suscité davantage d'inquiétudes au sein de la filière.

Par ailleurs, face aux difficultés de recrutement, les entreprises ont engagé un mouvement d'automatisation de la production. Les abattoirs, ateliers de découpe et entreprises de transformation investissent ainsi dans la robotisation et l'automatisation de leurs lignes, grâce aux gains réalisés ces dernières années sur les marchés à l'export.

#### 5.2.4. Fraude juridique des entreprises du secteur carné

Jusqu'en 2018, les entreprises espagnoles d'abattage, de découpe et de transformation de la viande recouraient largement à des coopératives de travailleurs fournissant de la main-d'œuvre sous le statut de travailleurs indépendants, assimilés à des auto-entrepreneurs. Cette pratique, qualifiée de fraude juridique et sociale, a été mise en évidence par l'Inspection du travail à partir de 2018, puis confirmée par une décision de la Cour suprême en 2024.

Le recours à ces travailleurs indépendants permettait aux entreprises de réduire leurs coûts de production, en limitant à la fois les charges de main-d'œuvre et les cotisations sociales. Relevant du droit du commerce et non du droit du travail, ces travailleurs n'étaient pas couverts par la convention collective du secteur de la viande. Ils ne bénéficiaient donc ni de congés payés, ni de majorations pour le travail de nuit, ni d'horaires fixes, ni d'indemnités de licenciement. Par ailleurs, le salaire minimum conventionnel ne leur était pas applicable : ils devaient assumer eux-mêmes leurs cotisations sociales (275 €/mois), la cotisation à la coopérative (50 €/mois), la location des équipements de sécurité (35 €/mois) ainsi que l'assurance couvrant les accidents du travail (20 €/mois). Les entreprises facturaient en outre à la coopérative l'utilisation des outils de travail. Finalement, la rémunération de ces travailleurs pouvait être inférieure jusqu'à 40 % au salaire minimum conventionnel. Majoritairement immigrés, ils constituaient une main-d'œuvre particulièrement flexible et peu coûteuse.

À la suite des contrôles de l'Inspection du travail, près de 35 000 travailleurs ont été régularisés entre 2018 et 2020 par la signature de contrats salariés, soit environ un quart des effectifs de l'industrie de la viande. La fraude à la sécurité sociale est estimée à plusieurs dizaines de millions d'euros.

Fin 2024, la Cour suprême a confirmé le caractère frauduleux du recours à ces coopératives de travailleurs indépendants, notamment dans le cas de la coopérative SERVICARNE. Les entreprises de la viande ont été reconnues comme employeurs directs des travailleurs concernés. La Cour a estimé que SERVICARNE, active depuis le début des années 1980, ne remplissait pas les conditions requises pour être considérée comme une véritable coopérative de travailleurs, son rôle se limitant à fournir de la main-d'œuvre à des entreprises qui auraient dû embaucher ces salariés directement.

Depuis, les « faux indépendants » ont été remplacés par des contrats de sous-traitance. Ces derniers sont légaux et les travailleurs concernés sont couverts par la convention collective du secteur. Les écarts de statut et de conditions de travail entre salariés et sous-traitants sont ainsi nettement plus limités qu'auparavant : les sous-traitants perçoivent généralement le salaire minimum conventionnel, tandis que les salariés bénéficient le plus souvent d'une rémunération supérieure.

### 5.3. Typologie des entreprises d'abattage, de découpe et de transformation

#### 5.3.1. Le secteur de l'abattage-découpe s'agrandit et se concentre

Les abatteurs sont nombreux en Espagne : les trois premiers groupes d'abattage espagnols réalisaient 34% de la production du pays, et les 10 premiers 67% en 2023 (Tableau 12). Les outils sont implantés dans les zones de production : la Catalogne réalise plus de 40% des abattages nationaux. L'export a stimulé la demande en porcs des abatteurs. L'arrivée de l'abattoir Litera Meat (groupe Pini) en 2019, capable d'abattre jusqu'à 6,5 millions de porcs par an, a aussi créé une tension sur le marché du porc.

Sur les 56,6 M de porcs abattus en Espagne en 2023, les trois et dix premiers groupes d'abattage-découpe ont abattu respectivement 33,1% et 64,8% des porcs, contre 25% et 46,6% en 2013. La dynamique de concentration ne s'est pas tant faite par les trois leaders nationaux en volumes mais davantage par un pool d'entreprises plus large. La concentration du secteur porcin est moins marquée en Espagne que dans d'autres pays leaders, en partie en raison de la croissance continue de la production porcine depuis plus de dix ans. Le gâteau a grossi pour tous les acteurs, atténuant l'effet concentration durant la dernière décennie. La production ralentissant ou stagnant, la concentration pourrait s'accélérer.

**Tableau 12. Classement des groupes d'abattage en Espagne, top 10**

Entreprises	Abattages en 2023 (1000 têtes)	Evol. 2023/13 (%)	Part de marché 2023 (%)
Grupo Jorge (Samper)	7 347	+196%	14%
Grupo Vall Companys	5 523	+53%	10%
Grup Cañigüeral (Costa Brava Mediterenian Foods)	4 725	+92%	9%
Litera Meats (Pini) <sup>(1)</sup>	3 620	+16%	7%
Grupo Olot Meat	3 100	-80%	6%
EIPozo Alimentacion	2 987	+54%	5%
Ind. Carnicas Loriente Piqueras (Incarlopsa)	2 298	+89%	4%
Campofrio Frescos (Carnes Selectas)	1 724	+688%	3%
Costa Food Meat	1 637	+85%	3%
Friselva	1 455	+80%	3%
<b>Top 3</b>	<b>17 595</b>	<b>+106%</b>	<b>33%</b>
<b>Top 10</b>	<b>34 416</b>	<b>+11%</b>	<b>65%</b>

(1) Données 2020 et 2023 pour l'abattoir Litera Meats du groupe Pini

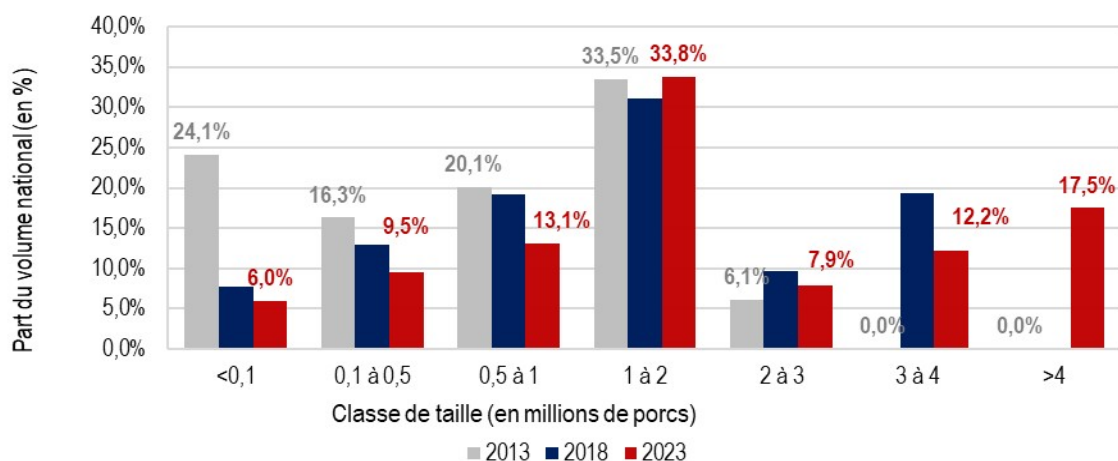
Source : Ifip d'après Alimarket

Entre 2013 et 2023, les sites d'abattage-découpe espagnols se sont fortement agrandis (Figure 30). En 2023, six abattoirs ont abattu plus de 2 millions de porcs, contre un seul en 2013. Parmi eux, deux ont dépassé 4 millions de porcs abattus et deux autres se situaient entre 3 et 4 millions. À titre de comparaison, l'unique abattoir de cette catégorie en 2013 avait abattu 2,53 millions de porcs. Sur la même période, le nombre d'abattoirs de taille intermédiaire (0,5 à 2 millions de porcs) est passé de 21 à 24, tandis que celui des sites plus petits (0,1 à 0,5 million de porcs) a reculé de 27 à 17 (Annexe 8).

Cette évolution s'accompagne d'un déplacement marqué de l'activité vers les plus grands outils. En 2023, les abattoirs de plus de 2 millions de porcs représentent 37,6 % des abattages nationaux, contre 6,1 % en 2013. La part des sites de 0,5 à 2 millions de porcs s'établit à 47,0 % (53,5 % en 2013), tandis que celle des plus petits abattoirs est tombée à 15,5 %, contre

40,4 % dix ans plus tôt. Plus largement, les outils abattant plus d'un million de porcs ont réalisé 71,4 % du volume national en 2023 avec 18 sites, contre 39,1 % avec 11 sites en 2013. En une décennie, l'abattage-découpe s'est ainsi profondément industrialisé. Les petits abattoirs ont progressivement laissé place à des sites industriels de grande taille, permettant d'importantes économies d'échelle. Le secteur est passé d'un maillage d'abattoirs municipaux à des unités industrielles intégrées au sein de groupes.

**Figure 30. Evolution de l'activité des sites d'abattage-découpe par classe de taille en Espagne entre 2013 et 2023**



Source : Ifip d'après Alimarket

Cette dynamique a été portée par le boom de la demande chinoise. Dans un premier temps, les industriels ont pleinement utilisé leurs capacités existantes, puis les marges dégagées ont permis de financer l'extension des sites à mesure que la demande progressait. Cette phase s'est également traduite par des opérations de rachat d'abattoirs par des groupes industriels.

### 5.3.2. Le secteur de la transformation reste fragmenté

Le secteur de la transformation se caractérise par la coexistence de quelques grandes entreprises et d'une multitude de PME spécialisées dans les produits traditionnels. Cette atomisation résulte à la fois d'une forte dispersion territoriale des acteurs et de la diversité des produits élaborés. La croissance des entreprises leaders a été largement portée par le développement des exportations. Il s'agit le plus souvent d'entreprises traditionnelles et familiales qui se sont progressivement développées et industrialisées afin de renforcer leur compétitivité sur les marchés internationaux.

En 2023, les trois et les dix premiers groupes de transformation ont réalisé respectivement 34,4 % et 66,3 % des 1,15 Mt de charcuterie et salaisons produites (Tableau 13), des niveaux proches de ceux observés en 2013 (36,0 % et 59,7 %). Les opérations de concentration entre groupes sont restées limitées au cours de la dernière décennie. L'évolution la plus marquante du secteur a plutôt été la disparition d'une partie des PME, bien qu'elles demeurent encore nombreuses. Par ailleurs, certains groupes de transformation se sont diversifiés vers l'abattage et la découpe, à l'image de Noël Alimentaria ou de Campofrío, afin de tirer parti de la croissance de la filière porcine et de sécuriser leur approvisionnement en matières premières pour la production de charcuterie.

**Tableau 13. Classement des groupes de transformation en Espagne, top 10**

Entreprises	Production en 2023 (t)	Evol. 2023/13 (%)	Part de marché 2023 (%)
Casa Taradellas	158 000	+38%	14%
El Pozo Alimentación	130 904	+19%	11%
Campofrío	109 000	-26%	9%
Incarlopsa	91 000	+64%	8%
Noel Alimentaria	74 900	+66%	7%
Grupo Argal	73 525	+68%	6%
Costa Brava Mediterranean Foods	43 800	+119%	4%
Tello	28 729	+88%	3%
Costa Food	27 964	+24%	2%
Guissona	26 730	-32%	2%
Top 3	397 904	+7%	35%
Top 10	764 552	+25%	69%

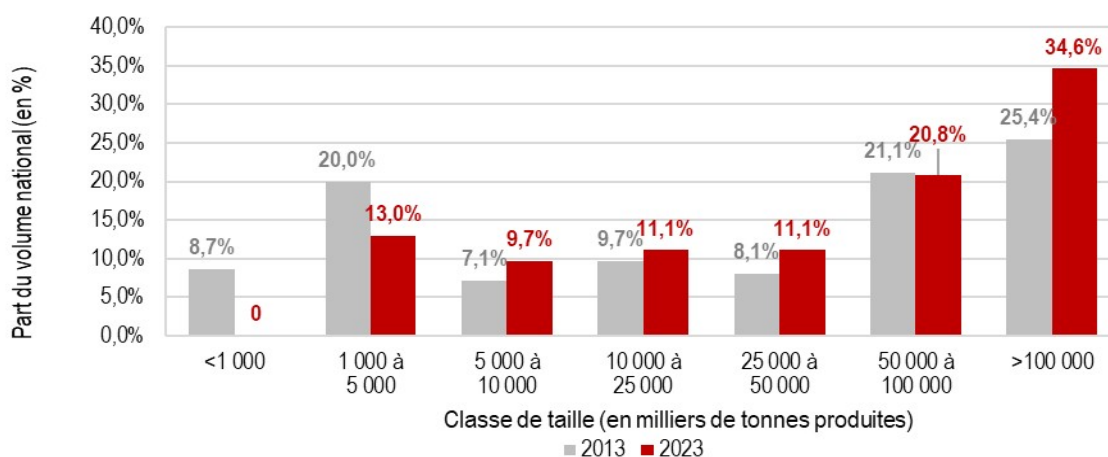
Source : Ifip d'après Alimarket

Entre 2013 et 2023, l'évolution des classes de taille dans le secteur de la transformation est restée moins marquée que dans celui de l'abattage-découpe. En 2023, six entreprises ont produit plus de 50 000 tonnes de charcuterie-salaison, contre cinq en 2013 (Figure 31, Annexe 9). Treize entreprises se situent dans la tranche de 10 000 à 50 000 tonnes (contre neuf en 2013), tandis que 90 entreprises ont produit entre 1 000 et 10 000 tonnes, contre 97 dix ans plus tôt.

La répartition de l'activité nationale par classes de taille a surtout évolué entre les extrêmes. En 2023, les entreprises produisant plus de 100 000 tonnes représentent 34,6 % de la production nationale, contre 25,4 % en 2013, tandis que celles produisant moins de 5 000 tonnes ne représentent plus que 13,0 %, contre 28,7 % auparavant. Les parts des classes intermédiaires ont, en revanche, peu évolué.

Sur l'ensemble de la période, le nombre d'entreprises produisant plus de 5 000 tonnes a augmenté, tout comme leur poids dans la production nationale, au détriment des plus petites structures fabriquant moins de 1 000 tonnes de charcuterie. Cette évolution est principalement portée par les trois entreprises produisant plus de 100 000 tonnes, qui ont accru leur part dans la production nationale.

**Figure 31. Evolution de l'activité des entreprises de charcuterie-salaison par classe de taille en Espagne entre 2013 et 2023**



Source : Ifip d'après Alimarket

### 5.3.3. Typologie des entreprises selon leur production (viande / charcuterie)

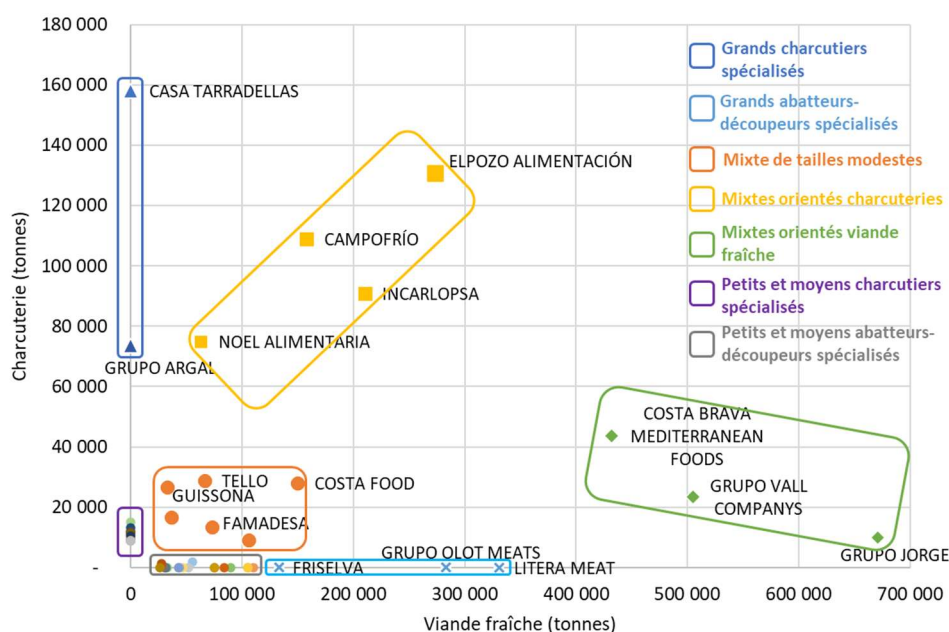
Une même entreprise peut produire à la fois de la viande fraîche issue de l'abattage et de la découpe, ainsi que des produits de charcuterie. Au-delà d'une analyse séparée des entreprises selon leurs volumes d'activité — abattage-découpe d'un côté, charcuterie de l'autre — une analyse croisée de la production de viande fraîche et de charcuterie permet de mieux appréhender l'organisation et la diversification des entreprises à l'aval de la filière. Cette approche conduit à distinguer sept types d'entreprises (Figure 32) :

- Les **grands abatteurs et découpeurs spécialisés** produisant plus de 100 000 t de viande fraîche ;
- Les **petits et moyens abatteurs et découpeurs spécialisés** produisant moins de 50 000 t de viande fraîche ;
- Les **grands charcutiers spécialisés** produisant plus de 70 000 t ;
- Les **petits et moyens charcutiers spécialisés** produisant moins de 20 000 t ;
- Les **mixtes orientés viande fraîche** ;
- Les **mixtes orientés charcuteries** ;
- Les **mixtes de taille plus modeste**.

La majorité de l'activité à l'aval de la filière est réalisée par des entreprises mixtes, combinant production de viande fraîche et de charcuterie, ce qui traduit une forte intégration entre ces deux maillons en Espagne. Parmi les 54 entreprises étudiées (produisant plus de 1 000 tonnes de charcuterie et/ou plus de 10 000 tonnes de viande fraîche), 16 présentent des activités mixtes d'abattage, de découpe et de transformation. À elles seules, ces entreprises réalisent 54 % du volume de charcuterie de porc et 60 % du volume de viande de porc.

L'intégration est d'ailleurs citée par les acteurs de la filière porcine espagnole rencontrés comme l'un des principaux facteurs de son développement. Elle a permis de mieux anticiper les volumes et de stabiliser les prix sur le marché. Elle a également généré d'importantes économies d'échelle, libérant des ressources financières pour investir dans les outils de production et de transformation, mais aussi dans la professionnalisation du secteur (formation, etc.) et le renforcement des organismes d'appui à la filière.

**Figure 32. Types d'entreprises selon leur production de viande fraîche et de charcuterie**



Source : Ifip d'après Alimarket

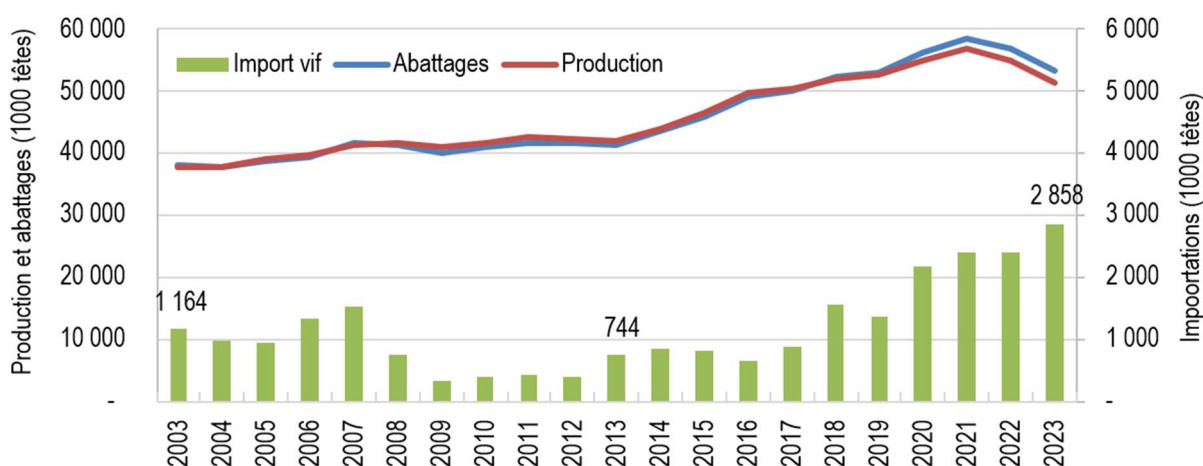
## 6. Le commerce extérieur, l'atout de la filière espagnole

Entre les années 1990 et 2020, l'Espagne est passée de pays importateur net à premier exportateur mondial de porc. La compétitivité du secteur a permis à l'Espagne de profiter pleinement de la demande chinoise au cours de la dernière décennie et de renforcer son positionnement concurrentiel par rapport aux autres producteurs de viandes et spécifiquement de porc. En effet, depuis la seconde guerre mondiale, l'Espagne s'est distinguée comme le pays avec l'une des plus fortes capacités de pénétration des marchés internationaux pour les viandes, en particulier de porc. Cette trajectoire s'explique notamment par la mise en place d'un système productif réalisant des économies d'échelle afin de répondre à la forte croissance de consommation intérieure à partir des années 1960. Elle a ensuite été amplifiée par l'adhésion à l'Union européenne et la libéralisation du secteur porcin, favorisant l'essor rapide des exportations (Delgado *et al.*, 2024). Plus récemment, la promotion des produits espagnols sur la scène internationale joue aussi un rôle déterminant dans l'accès aux marchés internationaux.

### 6.1. Un approvisionnement régulièrement insuffisant en animaux vivants

Bien que l'Espagne soit le plus grand pays producteur de porcs en Europe, elle importe des porcs vivants. Historiquement, le marché espagnol était déficitaire en porcelets mais ce manque structurel d'offre s'est résolu à partir de l'année 2005. Les importations d'animaux vivants se sont ainsi amenuisées jusqu'en 2017, avant que le marché national retrouve cette inadéquation entre la production d'animaux vivants par les élevages nationaux et les capacités d'abattage et de transformation. L'importation est de nouveau venue en soutien depuis 2018 pour renforcer les approvisionnements en animaux vivants (Figure 33). Entre 2013 et 2020, 3% en moyenne des animaux abattus sont issus de l'import. Depuis 2020, cette part a augmenté et atteint 5% en 2023.

**Figure 33. Production, abattages et importations d'animaux vivants en Espagne**



Source : Ifip d'après Eurostat et douanes

En dix ans, les importations d'animaux vivants ont progressé de 284%, avec une réelle accélération de la dynamique dès 2019, concomitant avec l'arrivée d'un nouvel acteur de poids parmi les abatteurs espagnols, l'outil Litera Meats du groupe Pini (à Huesca en Aragon), puis la recrudescence des cas de SDRP en élevage. L'intensification des importations en vif permet à la filière de combler le manque d'offre en approvisionnant les bâtiments d'engraissement en

porcelets sevrés et les outils d'abattage-découpe en porcs charcutiers. En 2023, l'Espagne a importé 2,8 M de porcs, dont 82% de porcelets (Figure 34).

Au-delà d'importants flux transfrontaliers entre l'Espagne et le Portugal, les Pays-Bas, la Belgique, le Danemark et la France participent activement au commerce d'animaux vivants avec l'Espagne. Les importations de porcelets sont principalement originaires des pays du nord de l'UE-27. Avec 2,17 M de porcelets exportés en 2023, les Pays-Bas sont le premier fournisseur (72% des parts de marché en 2023). Les importations de porcelets tendent à s'intensifier lorsque les cours du porcelet sont orientés à la baisse au nord de l'Europe, optimisant les coûts d'approvisionnement espagnols.

Avec près de 322 000 porcs échangés en 2023, les importations de porcs charcutiers proviennent d'abord du Portugal (57% du total en 2023) (Tableau 14), qui souffre d'un déficit d'outils d'abattage-découpe que les structures espagnoles compétitives peuvent absorber. Le flux de porcs charcutiers et de cochons de la France vers l'Espagne dépend principalement de la conjoncture.

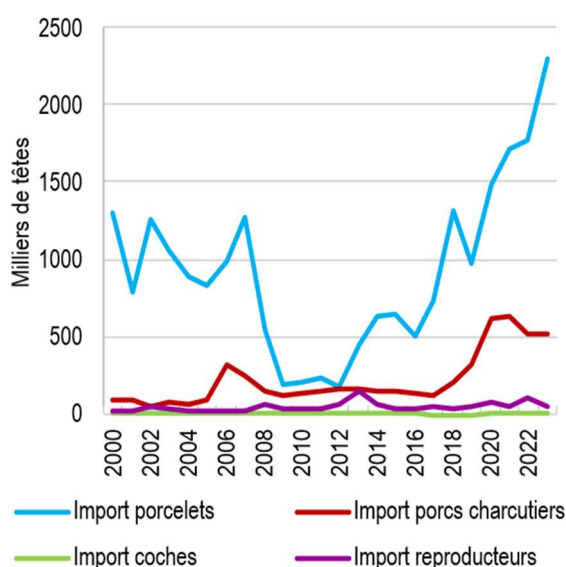
Contrairement aux porcelets et porcs charcutiers, le nombre de porcs reproducteurs importés par l'Espagne a baissé de 71% entre 2013 et 2023. L'Espagne commence à s'organiser autour de la génétique, certains groupes intégrés ont internalisé des centres d'insémination propre, comme Vall Companys, réduisant le besoin d'importer les porcs issus de la génétique étrangère.

**Tableau 14. Principaux fournisseurs de porcs vivants du marché espagnol**

En têtes, par type d'animaux et fournisseur	2013	2023	Parts de marché 2023
<b>Porcelets &lt; 50 kg</b>	<b>501 087</b>	<b>3 025 893</b>	<b>100%</b>
Pays-Bas	382 442	2 173 983	72%
Belgique	1 126	349 735	12%
Portugal	6 351	221 218	7%
Danemark	371	213 964	7%
autres pays	110 797	66 993	2%
<b>Porcs charcutiers et truies de réforme</b>	<b>188 751</b>	<b>565 053</b>	<b>100%</b>
Portugal	107 136	321 821	57%
Danemark	17 583	98 581	17%
Belgique	260	63 989	11%
France	61 982	36 278	6%
Pays-Bas	-	34 137	6%
autres pays	1 790	10 247	2%
<b>Reproducteurs</b>	<b>151 606</b>	<b>43 595</b>	<b>100%</b>
Pays-Bas	69 480	15 797	36%
Belgique	-	12 228	28%
France	19 059	7 937	18%
Danemark	5 327	4 489	10%
autres pays	57 740	3 144	7%

Source : Ifip d'après douanes

**Figure 34. Evolution annuelle des importations de porcs par l'Espagne**



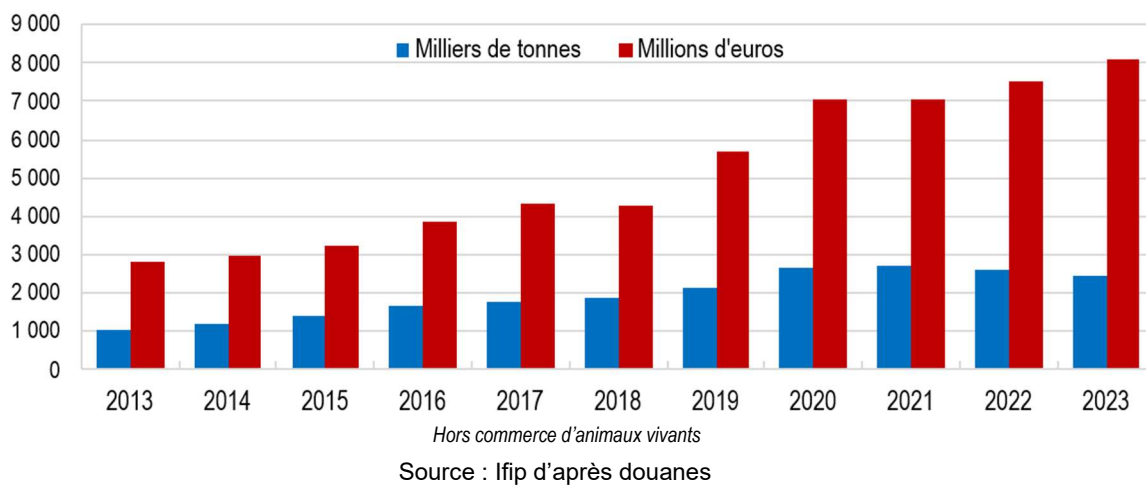
Source : Ifip d'après douanes

## 6.2. Une balance commerciale largement excédentaire

En volume comme en valeur, les exportations des produits du porc par l'Espagne sont bien supérieures aux importations. L'excédent commercial augmente dans le temps, en valeur (8,0 Mds € en 2023, +190% en 10 ans) comme en volume (2,4 M t en 2023, +135%) (Figure

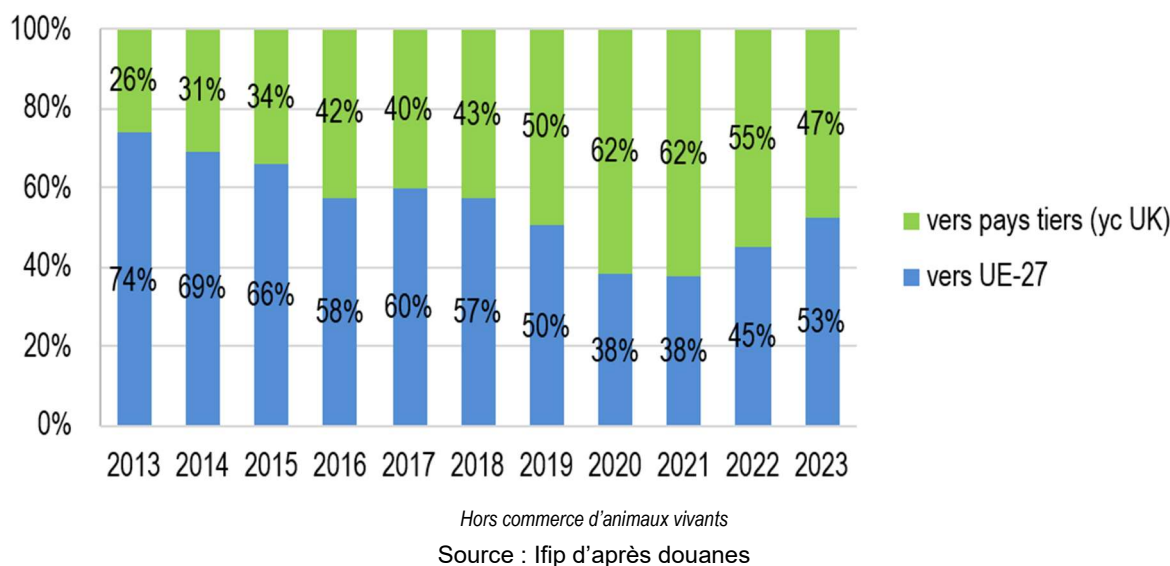
35). L'effort d'ouverture de l'Espagne au-delà des frontières européennes lui a permis de profiter du déploiement de la demande internationale (Gimenéz *et al.*, 2021).

**Figure 35. Evolution de la balance commerciale espagnole en volume et en valeurs**



En dix ans, la part des produits exportés par l'Espagne vers le marché intra-européen (Royaume-Uni exclu) est passée de 74% à 53% en 2023 (Figure 36). La balance commerciale des exportations de viande se dégrade à destination de l'UE-27, au profit des marchés tiers. Bien que la demande chinoise se soit resserrée depuis 2021, les exportateurs espagnols ont su diversifier leurs débouchés hors d'Europe. Un nouvel équilibre semble s'établir, avec environ la moitié des volumes destinés au marché européen et l'autre aux pays tiers.

**Figure 36. Part des exportations espagnoles vers l'UE-27 et hors UE-27**



### 6.3. Des conditions d'accès aux marchés extérieurs favorables

#### 6.3.1. Les leaders de l'aval organisent à l'export

L'export est un marché clé pour les entreprises espagnoles. Les cinq premières entreprises comptabilisaient à elles seules 47% de la valeur exportée par l'Espagne en 2023 (Tableau 15).

**Tableau 15. Principales entreprises exportatrices de viande de porc en Espagne**

ENTREPRISES	M € - 2013	M € - 2023	Parts de marché 2023 (en %)	Evol. 2023/13 (en %)
Jorge	280,9	1 229,6	14%	+338%
Vall Companys	239,1	901,3	10%	+277%
Litera Meats	-	808,0	9%	-
Olot meats	302,5	646,0	7%	+114%
Canigueral (Costa Brava)	212,0	509,8	6%	+140%
Top 5	1 034,5	4 094,7	47%	+296%
Export total	3 179,1	8 736,1	100%	+175%

Source : Ifip d'après Alimarket

En revanche, toutes n'ont pas la même stratégie. Certaines orientent plutôt leur activité sur le marché intérieur, telles que la coopérative de Guissona ou encore l'entreprise El Pozo. A l'inverse, d'autres groupes, comme Jorge et Costa Food Meat, exportent une part significative de leur production (plus de 65% en 2015) (Lécuyer et Van Fernej, 2017).

L'importance des cinq premières entreprises exportatrices des produits du porc s'est au fil du temps renforcée (33% des parts de marché en 2013 et 47% en 2023). Toutefois, ce classement a été bouleversé par l'entrée d'un nouvel acteur en 2020, Litera Meat, qui s'est immédiatement imposé parmi les leaders. En 2020, année d'ouverture de l'outil, l'abattoir Litera Meat représentait déjà plus de 3% des parts de marché espagnoles à l'export.

La concurrence entre les entreprises espagnoles est rude pour conquérir les marchés internationaux mais ces dernières s'organisent pour être plus compétitives. En Espagne, la mutualisation entre entreprises est une stratégie clé pour optimiser les coûts et faciliter l'exportation dans la filière porcine. Ainsi, certains groupes partagent leurs outils. Par exemple, plusieurs découpeurs ont investi ensemble dans des abattoirs communs (Olot Meat et Noël), ou encore dans le séchage des jambons en mutualisant les coûts de certification pour l'export. Il existe aussi des exemples de mutualisation d'outils de commercialisation à l'international (Lécuyer et Van Fernej, 2017).

Historiquement les entreprises espagnoles étaient peu présentes sur la scène internationale en termes d'activité d'élevage ou d'abattage-découpe, à l'inverse des groupes néerlandais, allemands ou encore danois (Lécuyer et Van Fernej, 2017). Cependant, au-delà de l'exportation des produits du porc, les grandes entreprises espagnoles du secteur porcin ont récemment décidé d'exporter leur capitaux et leur savoir-faire. Certaines entreprises de la filière espagnole investissent ainsi à l'international. C'est le cas de Vall Companys qui a acquis des parts spécifiquement dans le secteur de l'élevage mais aussi dans des entreprises intégrées comprenant des ateliers de découpe et/ ou de transformation. La présence de Vall Companys s'étend désormais à la Colombie, au Mexique au Pérou, à l'Uruguay et au Brésil.

### 6.3.2. L'export est porté par les démarches collectives

Durant la dernière décennie, le gouvernement espagnol a soutenu le déploiement des produits du porc espagnols à l'international, notamment en facilitant les exportations hors du marché européen grâce au RD 993/2014. Ce décret a simplifié les procédures et amélioré la coopération avec les pays importateurs afin d'obtenir les certificats nécessaires (Delgado *et al.*, 2024). L'interprofession Interporc a aussi joué un rôle important de facilitateur pour les entreprises espagnoles en centralisant les relations, l'organisation ou l'accueil des délégations étrangères.

Régulièrement, l'Espagne s'investit dans des programmes de promotion à l'export, comme l'initiative « Ham Passion Tour » de 2018 à 2020 ou encore « Jambons ibériques d'Espagne. Ambassadeurs de l'Europe dans le monde » en 2021-2023, puis « Awaken Your Ibérico Sense » de 2024 à 2026 en Chine et au Royaume-Uni. Les dépenses liées à la promotion ont atteint en moyenne 3 millions d'euros par an ces dernières années d'après l'ASICI.

Telles qu'en témoignent ces dernières campagnes promotionnelles, les entreprises espagnoles ont mis l'accent sur la différenciation par la qualité de leurs produits. Elles se sont concentrées sur le niveau de découpe et les certificats de qualité, à l'inverse de l'Allemagne par exemple où la priorité a été donnée aux volumes et à la production de produits standardisés. Seulement, le coût des investissements liés à la qualité pour l'exportation peut être un frein pour les petites entreprises, notamment celles qui n'ont pas de service qualité interne. Pour les accompagner, la FECIC propose des services payants individualisés, incluant l'appui pour certaines homologations et certifications (Lécuyer et Van Ferneij, 2017).

## **6.4. Les échanges de viandes et coproduits au sein du marché intra-européen**

### 6.4.1. Un besoin très limité à l'import

Au fil des années, l'Espagne est devenue un marché très peu dépendant des importations de viande de porc, celles-ci ne représentant plus qu'environ 10 % des besoins de la filière. Les volumes importés sont restés globalement stables dans le temps. En 2023, l'Espagne a importé environ 256 000 tonnes de produits du porc (hors animaux vivants), principalement des pièces désossées et des jambons destinés aux transformateurs, qui représentent en moyenne 42 % des importations sur la période 2013-2023.

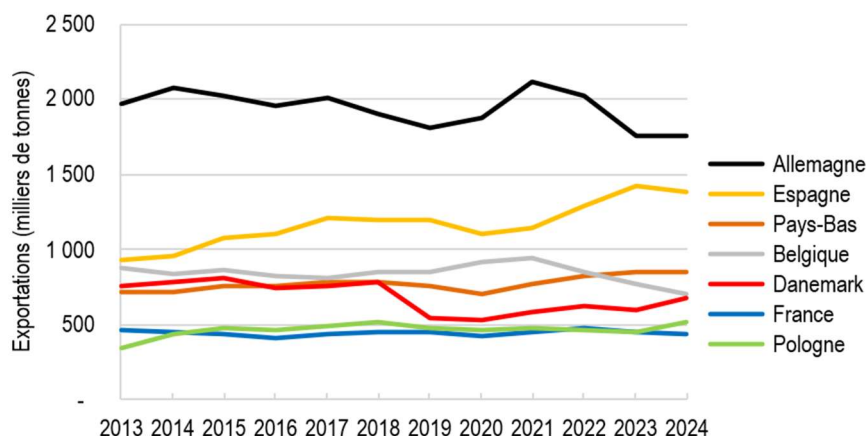
Parallèlement, l'Espagne a cherché à diversifier ses fournisseurs. Parmi l'ensemble des produits importés, la France figure systématiquement parmi les cinq premiers pays fournisseurs. Quel que soit le type de produit, les prix unitaires français se situent dans une position intermédiaire par rapport aux autres concurrents. Ainsi, en 2023, la France représente 33 % des parts de marché des viandes importées (carcasses et pièces de découpe fraîches ou congelées), avec un prix moyen de 2,46 €/kg. Ce niveau est inférieur à ceux observés pour la Pologne (3,41 €/kg), l'Allemagne (3,04 €/kg) et le Portugal (2,53 €/kg), mais supérieur à celui de l'Italie (1,51 €/kg). (Annexe 10).

### 6.4.2. L'Espagne, deuxième exportateur sur le marché intracommunautaire

Au sein de l'UE-27, l'Espagne s'est progressivement imposée comme l'un des principaux exportateurs de viande porcine, portée par un marché largement excédentaire et par un fort dynamisme à l'export. La montée en puissance des exportations a directement soutenu la production nationale et renforcé la place de l'Espagne sur le marché intracommunautaire. Dans un contexte de concurrence intense entre pays exportateurs, l'Espagne a enregistré des gains

de parts de marché significatifs, au détriment de certains de ses voisins européens. La compétitivité du maillon export est ainsi devenue un levier central de performance pour la filière porcine espagnole, contribuant à une meilleure valorisation des carcasses. Tous produits confondus, l'Espagne, partie d'un niveau initial relativement faible, occupe désormais la deuxième place des exportateurs intracommunautaires avec 1,4 million de tonnes exportées en 2024, encore loin derrière l'Allemagne mais nettement devant la plupart des autres pays européens (Figure 37).

**Figure 37. Exportations intracommunautaires des 7 principaux fournisseurs européens**

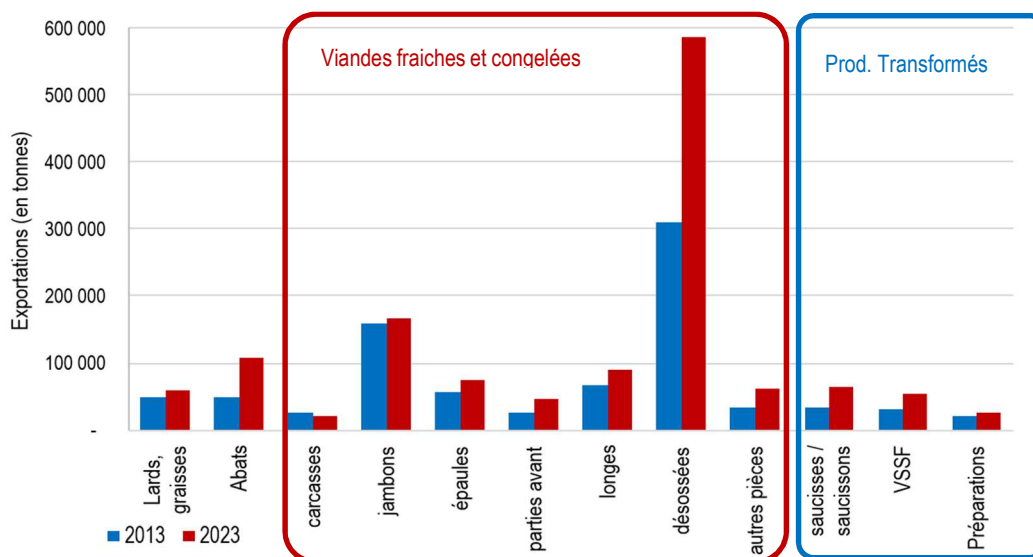


Source : Ifip d'après douanes

### 6.4.3. Une valorisation grandissante sur le marché intra-européen

Sur le marché intra-européen, l'Espagne exporte principalement des pièces fraîches, en particulier désossées, et des jambons avec os. Le déploiement massif des exportations de désossées au cours des dix dernières années est révélateur d'un savoir-faire reconnu des découpeurs espagnols et d'une compétitivité accrue sur ce maillon (Figure 38).

**Figure 38. Typologie de produits exportés par l'Espagne sur le marché intra-européen**

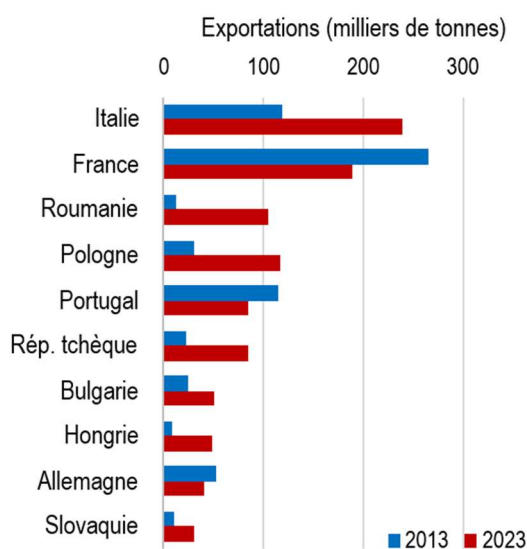


Source : Ifip d'après douanes

Les viandes (carcasses et pièces) exportées par l'Espagne sont majoritairement destinées au marché italien (21% des parts de marché en 2023), à la France (17%), la Pologne (10%) et la Roumanie (9%) (Figure 39). Ces envois permettent essentiellement d'approvisionner les transformateurs de ces pays en pièces de fabrication Husson et Van Ferneij, 2022).

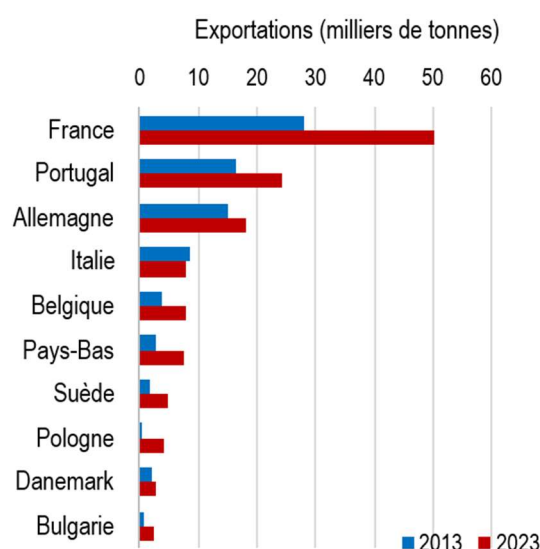
Les produits transformés (10% des volumes exportés en 2023) sont principalement vendus dans les pays voisins de l'Espagne qui partagent la culture culinaire espagnole. La France représente ainsi 35% des parts de marché de l'Espagne sur ce secteur et le Portugal 17%. La France est le marché où les exportations de produits transformés se sont le plus développées en dix ans (+22 222 tonnes) (Figure 40).

**Figure 39. Principales destinations des viandes fraîches et congelées espagnoles**



Source : IFIP d'après douanes

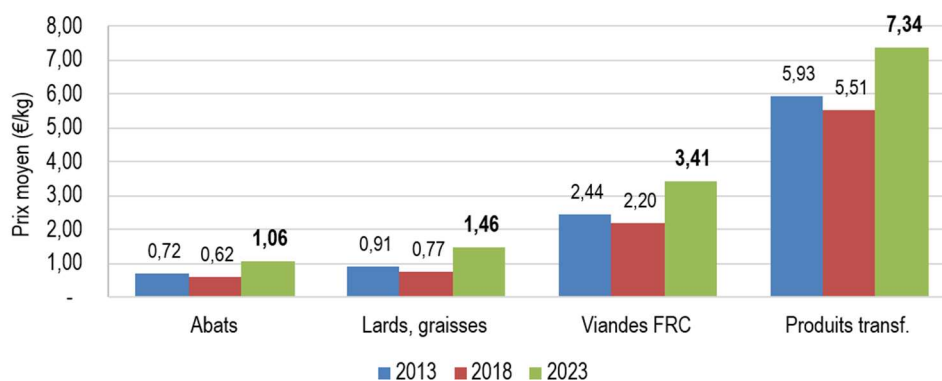
**Figure 40. Principales destinations des charcuteries-salaisons espagnoles**



Source : IFIP d'après douanes

A destination du marché intra-européen, l'Espagne valorise fortement les produits de type charcuterie-salaison : 5,81 €/kg en moyenne sur la décennie 2013 - 2023, contre 4,75 €/kg pour l'Allemagne et 5,93 €/kg pour la France. La valorisation des produits vendus par l'Espagne sur le marché intra-européen s'est fortement développée ces deux dernières années, favorisée par une conjoncture prospère (Figure 41).

**Figure 41. Prix unitaires moyens des produits exportés par l'Espagne sur le marché intra-communautaire**



Source : Ifip d'après douanes

#### 6.4.4. Une meilleure valorisation des viandes fraîches en Europe

L'Espagne est le marché qui valorise le mieux les viandes fraîches exportées sur le marché intra-européen pour la plupart des pièces. Les différentiels de prix pratiqués avec la France sont majeurs. Toutefois, les écarts varient selon les pièces et sont moindres pour les jambons, épaules et désossées. Les évolutions des prix moyens des pièces exportées par l'Espagne et la France sont très similaires, signe d'un marché européen ultra-concurrentiel et d'une interconnexion des marchés (Tableau 16).

**Tableau 16. Prix moyen des viandes fraîches exportées sur le marché intra-européen selon les exportateurs**

€/kg (moy. 2013-2023)	Allemagne	Danemark	Espagne	France	Pays-Bas	Différentiel Espagne – France
Carcasses FR <sup>(1)</sup>	1,94	1,46	<b>1,95</b>	1,77	1,91	+0,18
Jambons FR	1,95	1,84	<b>2,05</b>	1,90	2,01	+0,15
Epaules FR	2,05	2,61	<b>2,27</b>	1,50	1,65	+0,77
Parties avant FR	2,08	1,44	<b>2,49</b>	1,14	2,03	+1,36
Longes FR	2,86	3,04	<b>3,12</b>	2,00	2,36	+1,12
Poitrines FR	2,36	2,24	<b>2,68</b>	2,08	2,74	+0,60
Pièces désossées FR	2,65	2,76	<b>2,63</b>	2,53	2,52	+0,10

(1) « FR » fait référence au caractère frais ou réfrigéré des produits

Source : Ifip d'après douanes

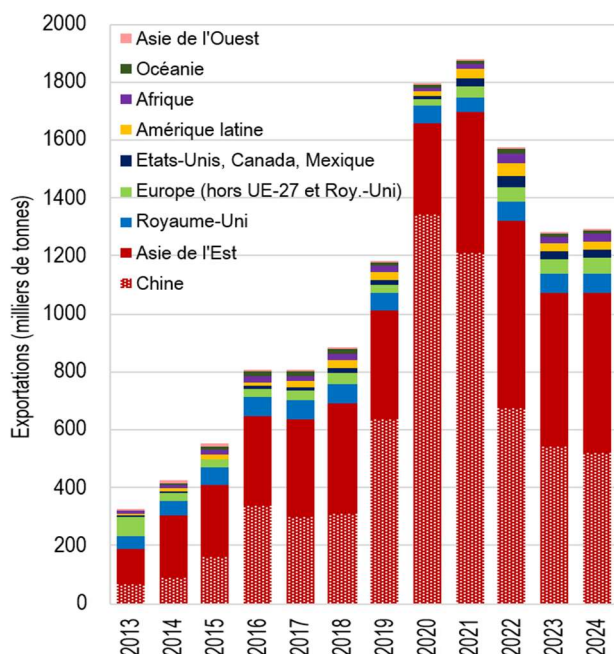
#### 6.5. L'Espagne est le leader européen sur la scène internationale

Au fil des ans, plusieurs facteurs conjoncturels ont favorisé l'essor des exportations espagnoles de porc vers les marchés tiers. L'Espagne a notamment profité de l'apparition de foyers de FPA, en particulier en Pologne à partir de 2014, puis en Chine en 2018, et plus récemment en Allemagne en 2020. Ces épisodes sanitaires ont entraîné des restrictions commerciales et une désorganisation de l'offre mondiale, tandis que leurs conséquences se sont fortement amplifiées en Chine à partir de 2019, ouvrant des débouchés majeurs pour les exportateurs espagnols (Delgado *et al*, 2024).

##### 6.5.1. L'Asie de l'Est, une destination stratégique pour l'Espagne

Sur la dernière décennie, la Chine est de loin le premier débouché tiers de l'Espagne. La part de marché occupée par la Chine s'est largement accrue au fil des ans, passant de 20% en 2013 à 42% en 2023, avec un pic à 75% en 2020. Au fur et à mesure de l'obtention des agréments vers la Chine, la destination Hong-Kong a été moins prisée (-86% des ventes de l'Espagne en dix ans). Au-delà de la Chine, l'Asie a été un véritable eldorado pour les exportateurs espagnols (Figure 42). Pour la majorité des destinations en Asie de l'Est, les ventes des produits du porc espagnols ont progressé (Tableau 17), de manière quasi continue à l'exception des années où la demande chinoise était en plein essor.

**Figure 42. Exportations de l'Espagne vers les pays tiers par zone géographique**



Source : Ifip d'après douanes

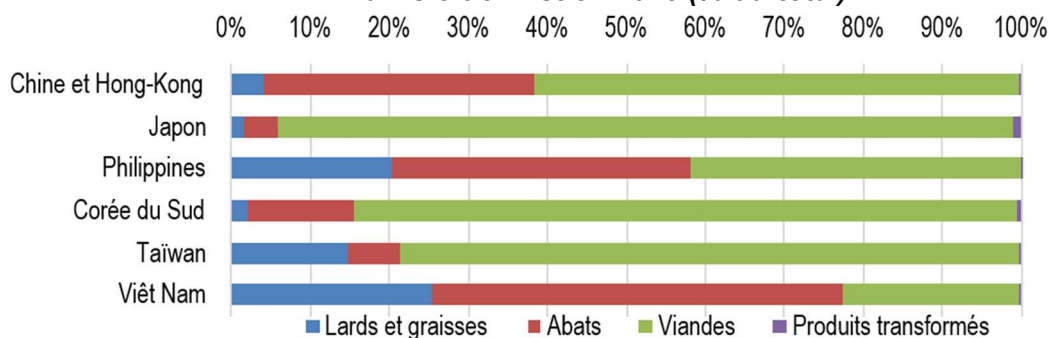
**Tableau 17. Principales destinations des produits espagnols en Asie de l'Est**

Tonnes	2013	2023
Chine	65 426	542 662
Japon	37 886	175 676
Philippines	15 519	143 629
Corée du Sud	13 063	112 457
Malaisie	800	30 492
Taiwan	931	29 757
Viêt Nam	339	17 916
Singapour	2 750	7 720
Hong-Kong	47 934	6 502
Thaïlande	1 446	4 427
Inde	53	204

Source : Ifip d'après douane

Le Japon représente une destination clé pour les exportateurs espagnols. Le marché est à la fois mature et demandeur de produits à plus forte valeur ajoutée (Yubero, 2018). Depuis 2019, l'accord de libre-échange entre l'UE et le Japon renforce les liens commerciaux et garantit un avantage de poids pour les exportateurs espagnols. L'Espagne bénéficie aussi de l'accord de libre-échange négocié avec la Corée du Sud en 2011. Les entreprises espagnoles se sont évertuées à obtenir de nombreux agréments afin de pouvoir pénétrer ces marchés asiatiques (Annexe 11), et ce depuis le début des années 2000. Toutefois, la typologie des produits exportés varie grandement d'un pays à l'autre (Figure 43).

**Figure 43. Typologie des produits exportés par l'Espagne sur les principales destinations d'Asie de l'Est en 2023 (% du total)**



Source : Ifip d'après douanes

La demande en abats est particulièrement importante pour les marchés vietnamien, chinois, et philippin. Le Japon, la Corée du Sud et Taïwan sont quant à eux plus demandeurs en pièces de découpe. Pour les produits transformés, les ventes de l'Espagne sont minoritaires mais sont consolidées au Japon et en Corée du Sud. Concernant le marché japonais, les exportateurs espagnols ont su s'adapter aux exigences particulièrement élevées de cet

importateurs, tant sur le plan sanitaire que réglementaire, ainsi qu'aux dispositifs tarifaires spécifiques mis en place pour protéger la production nationale. Les Espagnols y exportent ainsi un mix-produit varié composé notamment de poitrines, longes et épaule provenant de porcs standards, ainsi que des poitrines et échine ibériques. Les consommateurs japonais accordent une attention soutenue à la qualité du porc, tant du point de vue sanitaire qu'organoleptique. Cette sensibilité permet aux opérateurs espagnols de valoriser à la fois des produits standards et des produits du porc premium à plus forte valeur ajoutée. (Derstappen *et al.*, 2021).

Les marchés d'Asie du Sud-Est sont aussi des zones de potentielle croissance pour les exportations espagnoles (Yubero, 2018). Ces dernières années, des destinations secondaires telles que Taïwan, la Malaisie et la Thaïlande, ont enregistré une hausse forte des achats en produits espagnols. En quelques années, l'Espagne a réussi à se hisser dans les premiers fournisseurs de ces marchés.

### 6.5.2. Espagne et Royaume-Uni : un marché de proximité à valeur ajoutée

Le Royaume-Uni constitue un débouché significatif pour la filière porcine espagnole, avec près de 65 000 tonnes exportées en 2024, soit une progression d'environ 30 % sur la dernière décennie, traduisant un renforcement continu des échanges bilatéraux. Ces flux reposent majoritairement sur des pièces de découpe, qui représentent environ 65 % des volumes, en particulier des pièces désossées destinées aux transformateurs britanniques, tandis que les produits transformés comptent pour environ 31 % des exportations, illustrant une insertion marquée de l'offre espagnole au Royaume-Uni. Dans ce contexte, le Royaume-Uni se positionne comme le 11<sup>e</sup> débouché de l'Espagne pour le porc, tandis que l'Espagne figure parmi les principaux fournisseurs du marché britannique (7<sup>e</sup> rang), confirmant une relation commerciale structurée et durable malgré le cadre post-Brexit.

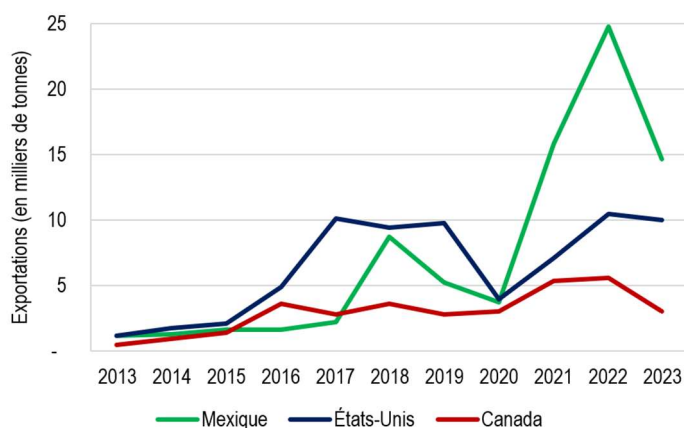
Le Royaume-Uni est un marché d'intérêt pour l'Espagne, la valorisation des produits transformés (7,59 €/kg en 2023) et des pièces de découpe (3,75 €/kg) y est supérieure que sur le marché intra-européen. En outre, elle a fortement progressé entre 2013 et 2023 (+16% pour les charcuteries-salaisons et +46% pour les viandes).

### 6.5.3. L'Espagne à la conquête de l'Amérique

Au-delà des marchés asiatiques, l'Espagne a su s'implanter sur d'autres destinations telles que le bassin nord-américain (Figure 44). Si les ventes semblent plafonner aux Etats-Unis, elles restent néanmoins constituées de produits à très forte valeur ajoutée. Par ailleurs, le porc espagnol se déploie plus au sud, au Mexique, deuxième importateur mondial derrière la Chine. Ces dernières années, l'intérêt pour les produits transformés espagnols a explosé, +1148% en dix ans, ainsi que le nombre d'établissements agréés, au contraire des autres fournisseurs européens. L'héritage culturel entre ces deux pays est très certainement une raison favorisant l'Espagne par rapport aux autres fournisseurs européens.

L'Espagne pourrait renforcer ses positions en Amérique latine (+346% entre 2013 et 2023) dans les prochaines années. De nombreuses entreprises sont d'ores et déjà agréées sur ces destinations au potentiel de croissance économique fort (271 outils ont en 2025 l'autorisation d'exporter au Nicaragua par exemple).

**Figure 44. Exportations de l'Espagne vers les Etats-Unis, le Mexique et le Canada**



Source : Ifip d'après douanes

#### 6.5.4. Une valorisation intermédiaire-supérieure des exports vers les pays tiers

L'Espagne a construit son développement à l'export sur une compétitivité globale associant coûts de production maîtrisés et forte capacité de valorisation des produits. Sur les marchés tiers, la valorisation moyenne des produits porcins espagnols se situe en général dans une position intermédiaire-supérieure par rapport aux autres exportateurs, à l'exception des produits de charcuterie salaison, largement mieux valorisés (Tableau 18).

**Tableau 18. Valorisation moyenne des produits exportés sur les marchés tiers**

Prix moyen (2014-2023) en €/kg	Abats	Viandes fraîches, réfrigérées et congelées	Produits transformés	Tous produits hors vif
Danemark	1,57	2,84	3,45	2,60
Espagne	<b>1,49</b>	<b>2,57</b>	<b>7,04</b>	<b>2,42</b>
Pays-Bas	1,49	2,44	2,85	2,16
France	1,63	2,35	3,29	2,13
Allemagne	1,06	2,28	4,46	2,02

Source : Ifip d'après douanes

La croissance des exportations de salaisons ibériques renforce cette meilleure valorisation des charcuteries espagnols à l'export. D'après l'Association interprofessionnelle du porc ibérique, 8,4% du chiffre d'affaires des exportations espagnoles a pu être attribué à l'ibérique en 2024. Les envois de jambon cru ibérique ont atteint en 2024 un chiffre d'affaires de 722 M € (contre 8,7 Mds € pour l'ensemble des exportations des produits du porc). Ce secteur affiche une croissance remarquable en Chine (+60% entre 2020 et 2024), au Royaume-Uni (+44%) et au Mexique (+144%). L'Europe reste toutefois la destination privilégiée des exportations de jambon ibérique (75,6% du marché en valeur), avec les marchés français (141 M€) et allemand (124 M€) en tête.

## 7. La consommation et la distribution des produits du porc en Espagne

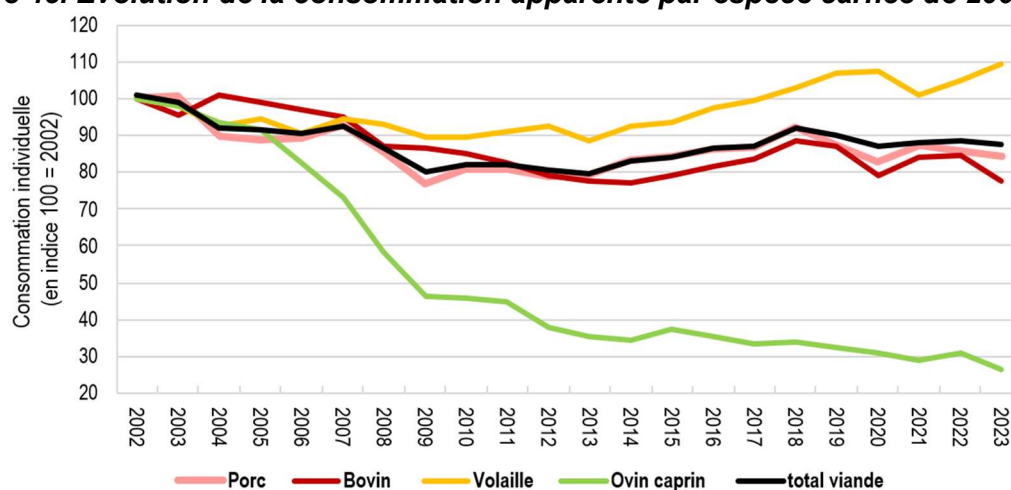
### 7.1. Une consommation des produits du porc en recul mais qui reste dominante

#### 7.1.1. Erosion de la consommation apparente mais au ralenti depuis 2019

En Espagne, la consommation de viande est importante. En 2023, la consommation apparente<sup>5</sup> de viande et volaille s'élève à 104,1 kg équivalent carcasse (kgéc) par habitant par an. Après avoir atteint un plus haut en 2007 (109,9 kgéc/hab./an), elle est en baisse depuis 2008. Les ménages espagnols ont réduit leur consommation : 5,3 % de moins entre 2008 et 2023.

Les dynamiques entre espèces sont contrastées. L'augmentation de la consommation de la volaille (+15,1% en 2023/2008) compense le recul significatif de la consommation des viandes de boucherie (-13,8%) (Figure 45). La baisse de cette dernière s'accélère depuis 2019 en raison du recul marqué en bovin (-2,4% entre 2019 et 2023). L'inflation a conduit les consommateurs espagnols à se reporter vers la volaille et le porc. Le recul structurel de la consommation en ovin et en caprin trouve en partie son origine dans la baisse de la production.

**Figure 45. Evolution de la consommation apparente par espèce carnée de 2002 à 2023**



Source : Ifip d'après calculs Ifip (porc) et JRC (autres espèces)

En 2023, la consommation des produits du porc reste très largement dominante en Espagne avec 52% des volumes de viande consommés devant la volaille (35%), le bœuf (12%) et l'ensemble des viandes ovines et caprines (1%) (Tableau 19).

**Tableau 19. Consommation apparente de viande et volaille en Espagne**

en kgéc/hab./an	2003	2023	% Evol. 2018/2013	% Evol. 2023/2018
<b>Total viande et volaille</b>	<b>117,6</b>	<b>104,1</b>	<b>+2,2%</b>	<b>+0,1%</b>
Viande de boucherie	84,7	67,6	+2,4%	-0,5%
<b>dont porc</b>	<b>62,6</b>	<b>54,2</b>	<b>+3,2%</b>	<b>-1,7%</b>
dont bovin	14,8	12,0	+1,9%	-3,6%
Volaille	32,8	36,5	+1,9%	+1,6%

Source : Ifip d'après calculs Ifip (porc) et JRC (autres espèces)

<sup>5</sup> La consommation apparente, estimée à partir des abattages et des échanges extérieurs, correspond aux volumes théoriquement disponibles sur le marché intérieur, tandis que la consommation réelle reflète les quantités effectivement consommées. Dans les pays fortement exportateurs, ces deux indicateurs peuvent ainsi diverger sensiblement.

Avec 54,2 kgéc/hab./an consommés en 2023, la consommation espagnole des produits du porc est parmi l'une des plus élevée d'Europe (Tableau 20). Par comparaison, la moyenne européenne se situe à 40 kgéc/ hab./an tandis que le niveau de consommation des Français est inférieur (30,5 kgéc/ hab./an).

**Tableau 20. Consommation apparente de porc par habitant dans quelques pays européens**

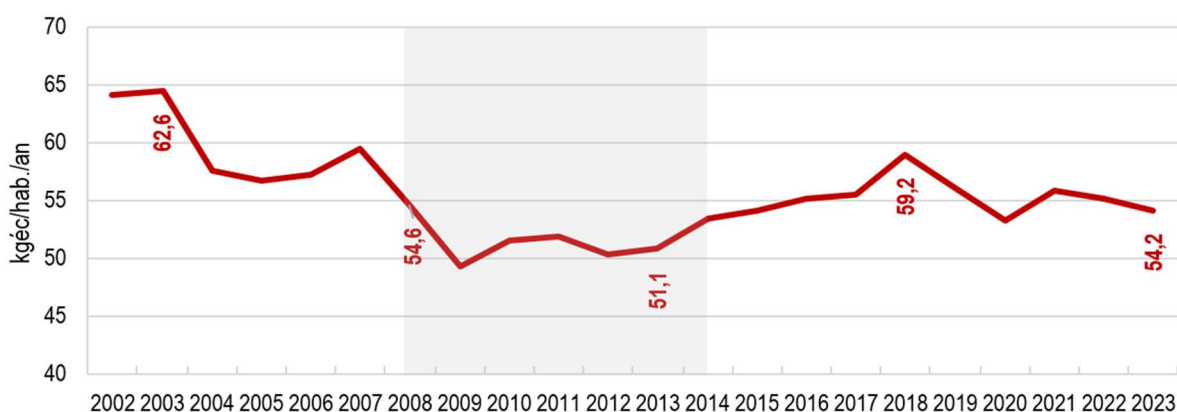
en kgéc/hab./an	2023	% Evol. moy. annuelle 2018/2013	% Evol. moy. annuelle 2023/2018
Danemark	73,4	-0,4%	+0,7%
<b>Espagne</b>	<b>54,2</b>	<b>+3,2%</b>	<b>-1,7%</b>
Allemagne	38,3	-1,4%	-3,4%
Pays Bas	32,2	-2,7%	-5,0%
France	30,5	+0,5%	-1,5%

Source : Ifip d'après calculs Ifip (porc) et JRC (autres espèces)

Ces dernières années, la consommation de porc en Espagne a connu de nombreuses fluctuations. Entre 2002 et 2008, elle a enregistré une phase de recul. Plusieurs facteurs ont contribué à cette situation, notamment des crises sanitaires comme la peste porcine classique qui a frappé le pays entre 2001 et 2002. La crise économique de 2008 a également eu un impact sur la consommation de porc. Elle se stabilise ensuite jusqu'en 2012, malgré les fluctuations économiques.

Dès 2013, la consommation repart à la hausse pour atteindre un plus haut en 2018 (58,9 kgéc), période à partir de laquelle l'Espagne devient l'un des plus importants producteurs d'Europe. Depuis, la consommation des produits du porc en Espagne est ralentie, avec un recul moyen annuel de la consommation de 1,7% entre 2018 et 2023 (Figure 46). La période de la crise sanitaire puis l'inflation ont modifié les habitudes de consommation et une part des consommateurs cherche à adopter un régime réduisant la consommation de produits carnés.

**Figure 46. Evolution de la consommation apparente des produits du porc par habitant en Espagne de 2002 à 2023**



Source : Ifip

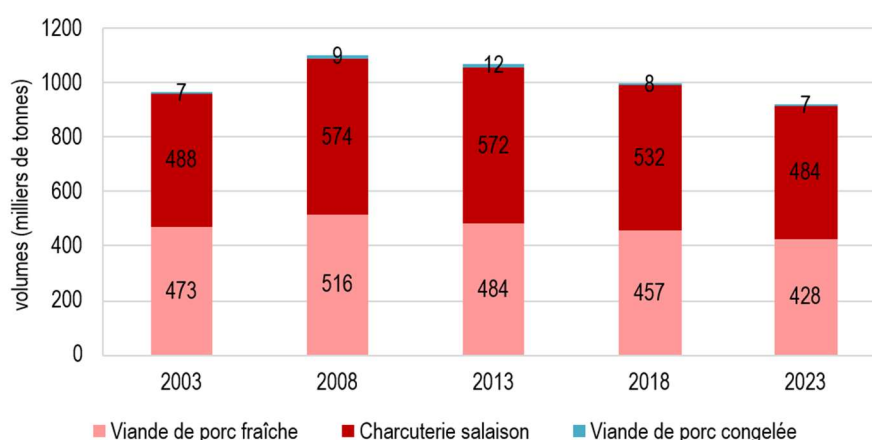
### 7.1.2. La consommation à domicile des produits du porc s'érode

La crise économique de 2008 a eu un impact significatif sur les habitudes de consommation, entraînant une augmentation de la consommation à domicile en produits du porc, aux dépens de la consommation hors domicile. Depuis, la sortie progressive de la crise financière

s'accompagne d'une tendance baissière de la consommation à domicile. En une décennie, elle est passée de 1 068 kt à 919 kt en 2023, soit un recul annuel moyen de 1,4%.

Par famille de produit, la charcuterie-salaison reste la plus consommée, représentant 53% des volumes de porc en 2023, tandis que la viande de porc fraîche pèse pour 46%, la viande de porc surgelée étant marginale. Entre 2003 et 2023, la part consommée en viande de porc s'érode globalement de 0,5% par an, soit une diminution plus rapide qu'en charcuterie salaison (-0,1% par an). Depuis 2018, la consommation de viande et de charcuterie des ménages espagnols diminue à un rythme plus soutenu avec une baisse annuelle respectivement de 1,3% et 1,8% (Figure 47). Ces dernières évolutions sont en lien avec la montée du flexitarisme et la prise de conscience des enjeux environnementaux et sociétaux. Ces facteurs viennent renforcer la tendance de long terme à la baisse observée avant la pandémie.

**Figure 47. Volumes de viande de porc fraîche, congelée et charcuterie salaison consommés en 2003, 2008, 2013, 2018 et 2023**



Source : Ifip d'après Kantar pour INE

En charcuterie-salaison, la charcuterie résiste mieux que la salaison à la contraction de la demande des Espagnols, compte tenu d'un prix moyen plus accessible (Tableau 21). Par famille de produits, le recul de la consommation est d'autant plus marqué que le niveau de prix est élevé.

**Tableau 21. Part des volumes consommés à domicile par type de produits de charcuteries-salaisons consommées en 2013 et 2023**

Produits	2023	Evol. 2023/2013 (en %)	Prix moyen – 2023 (en €/kg)
<b>Total salaison</b>	<b>62%</b>	<b>-9,1%</b>	<b>15,7</b>
Jambon et palette crue, sec	40%	-13%	18,7
Longe crue, séchée	2%	-17%	22,6
Autres salaisons	4%	15%	7,8
Jambon et palette cuite	12%	-6%	10,7
Bacon, saindoux	4%	11%	7,6
<b>Total charcuterie</b>	<b>37%</b>	<b>-6,0%</b>	<b>8,9</b>
Chorizo	9%	-8%	10,9
Salami	4%	-11%	11,8
Fuet, longanisse	6%	-11%	12,7
Autres charcuteries sèches	3%	-8%	13,3
Saucisses	14%	0%	4,1
<b>Abats</b>	<b>1%</b>	<b>-24%</b>	<b>6,1</b>

Source : Ifip d'après Kantar pour INE

## 7.2. Arbitrages des consommateurs et segmentation du marché porcin espagnol

### 7.2.1. Une montée des marques de distributeurs

L'Espagne est le troisième pays européen avec le plus fort taux de pénétration de marques de distributeurs (MDD) et le premier en termes de volume puisque les MDD représentent près de 44% du total des ventes en 2023. La part de marché des MDD progresse face à celle des marques nationales dans près de 80 % des catégories de produits alimentaires. Les MDD sont importantes dans le panier du consommateur espagnol : 87,7 % des consommateurs en achètent pour certains produits et seulement 12,3 % admettent ne jamais en acheter. La différence moyenne de prix est de 26,6 % entre MDD et MN.

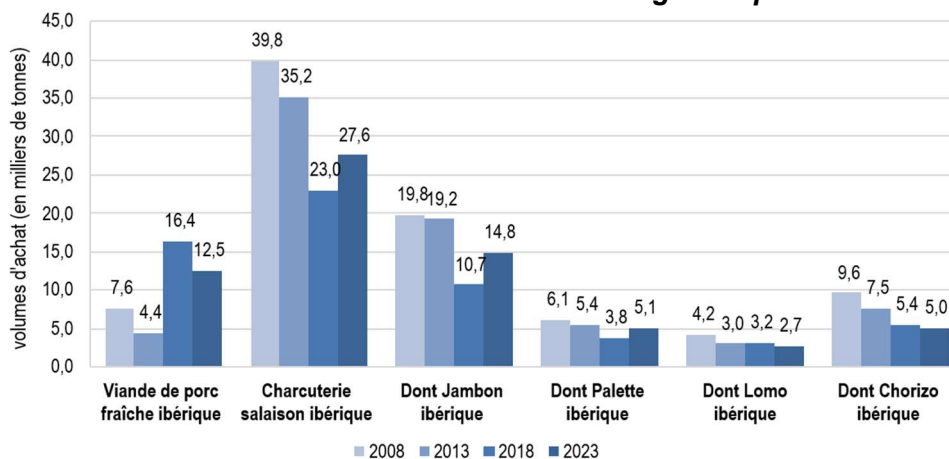
Le développement MDD en Espagne s'est fait par étapes. Avant la crise de 2008, les produits MDD étaient majoritairement perçus par les consommateurs espagnols comme des produits de moindre qualité, dans un contexte de pouvoir d'achat alors relativement élevé. Pendant la crise de 2008, elles ont pris plus d'importance que les marques nationales (MN) et les consommateurs ont commencé à reconnaître la garantie de qualité de ces produits et leur bon rapport qualité/prix. Le regain des MN observé à partir de 2016 s'est interrompu avec l'inflation des prix dès 2022, entraînant la reprise des MDD.

### 7.2.2. Dynamique contrastée des produits ibériques sur le marché intérieur

La hausse du pouvoir d'achat des ménages espagnols ces dernières années, notamment liée à la revalorisation du salaire minimum, a accru leur disposition à payer pour des produits de meilleure qualité. Cette évolution se traduit par une forte hausse de la pénétration des produits ibériques : en 2023, celle de la charcuterie ibérique atteint 37 %, contre 9,1 % en 2013, dont 38 % pour le jambon ibérique. Pour la viande ibérique, le taux de pénétration s'élève à 30 %.

Néanmoins, dans l'ensemble, les quantités de viande et de charcuterie ibériques consommées demeurent stables. En 2023, elles s'élèvent à 40 000 tonnes, soit un niveau comparable à celui enregistré dix ans plus tôt. La viande de porc ibérique, qui ne représente qu'une part limitée de la consommation totale de viande porcine (2,9 % en 2023), fluctue toutefois sensiblement d'une année à l'autre. Les volumes de charcuterie sont orientés à la baisse, passant de 35,2 milliers de tonnes à 27,6 milliers de tonnes entre 2013 et 2023, soit un recul moyen de 2,2% par an. Le jambon représente le principal produit en charcuterie avec 54% des volumes devant la palette crue ou séchée (18%), le chorizo (18%) et le lomo cru ou séché (10%) (Figure 48).

**Figure 48. Evolution des volumes d'achat des ménages en produits ibériques**



Source : Ifip d'après Kantar pour INE

### 7.2.3. Le bien-être animal : un levier de différenciation dans la perception des consommateurs

La nécessité d'améliorer le bien-être des animaux d'élevage progresse ces dernières années dans la conscience des consommateurs espagnols. D'après une étude européenne réalisée en 2023 (BEUC, 2024), 70% des Espagnols accordent une grande importance au bien-être des animaux d'élevage. Cependant, les consommateurs espagnols reconnaissent également un manque d'information sur les conditions d'élevage et le bien-être animal : selon les thématiques abordées, entre 32 % et 54 % d'entre eux déclarent ne pas disposer d'informations suffisantes.

Au-delà des normes réglementaires en vigueur dans l'UE-27, certaines interprofessions du secteur développent des normes privées avec la création de labels garantissant la prise en compte du bien-être animal. À date, il n'existe pas de label espagnol unique pour toutes les catégories de produits issus de l'élevage, mais plusieurs initiatives d'information des consommateurs ont été menées sur le packaging de certains produits dans les rayons des enseignes en grandes et moyennes surfaces (GMS). L'interprofession espagnole a lancé son propre label « IAWS » (Interporc Animal Welfare Spain) pour certifier le respect d'engagements allant au-delà des simples normes européennes en vigueur auprès de tous les maillons de la chaîne de valeur de cette filière.

## 7.3. Les déterminants socio-démographiques et culturels de la consommation de viande en Espagne

### 7.3.1. Du recul du régime méditerranéen à la montée du flexitarisme

Sur le plan des habitudes culturelles alimentaires, le régime méditerranéen est un mode d'alimentation culturellement enraciné en Espagne. Il se caractérise notamment par une consommation élevée d'aliments d'origine végétale, une faible consommation de viande rouge et d'autres aliments transformés. Durant les dernières décennies, la croissance économique et la mondialisation de la production alimentaire font partie des raisons motivant l'abandon progressif du régime méditerranéen.

Par ailleurs, diverses sources recensent une tendance au flexitarisme en Espagne, tout comme dans le reste de l'Europe. Par comparaison avec d'autres pays Européens, l'Espagne se situe dans la moyenne (Tableau 22).

**Tableau 22. Part des flexitariens dans la population par pays**

2021 (en %)	Espagne	France	Allemagne	Pays bas
<b>Flexitarien</b>	<b>30%</b>	27%	30%	42%
<b>Végétarien / vegan</b>	<b>6%</b>	6%	10%	7%

Source : Ifip d'après Smart Protein Project (European Union, 2021)

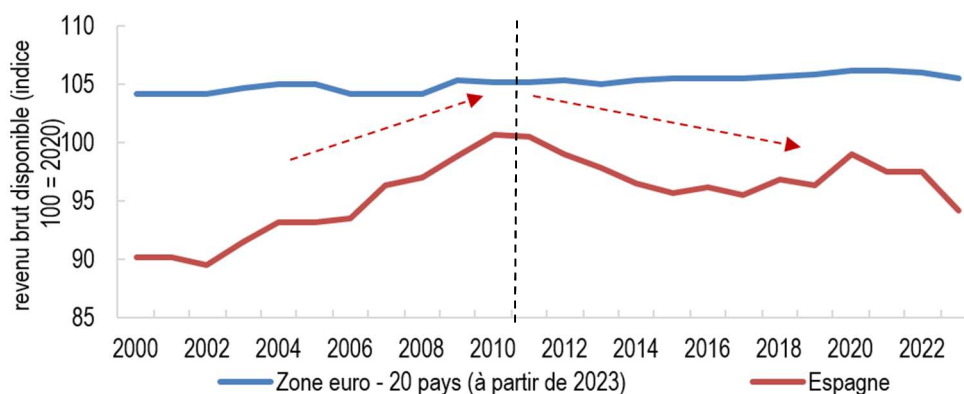
Les logiques de non-consommation de viande ou de sa réduction sont multiples et varient selon le profil socio-démographique ou l'identité du consommateur. Selon l'étude Smart Protein, 48% des Espagnols déclarent avoir déjà réduit leur consommation de viande de manière significative. Les considérations de santé motivent ce comportement pour 47 % de la population espagnole, devant les motivations liées au bien-être-animal (30%) et à

l'environnement (23%). De plus, depuis 2021, le gouvernement espagnol souhaite encourager la population à réduire sa consommation de viande, au travers du plan « Espagne 2050 ».

### 7.3.2. Des revenus inférieurs à la moyenne de la zone euro

L'évolution des ménages espagnols des dernières années a été fortement influencée par la convergence économique avec l'Europe à la suite de son adhésion en 1986 et par la dynamique sociodémographique. La crise financière de 2010-2012 a freiné ce processus, affectant le revenu disponible brut par habitant des ménages espagnols. Malgré la croissance du PIB, le revenu par habitant en 2023 a difficilement retrouvé son niveau des années 2000, creusant l'écart avec la zone euro (Figure 49).

**Figure 49. Revenu brut disponible par personne**



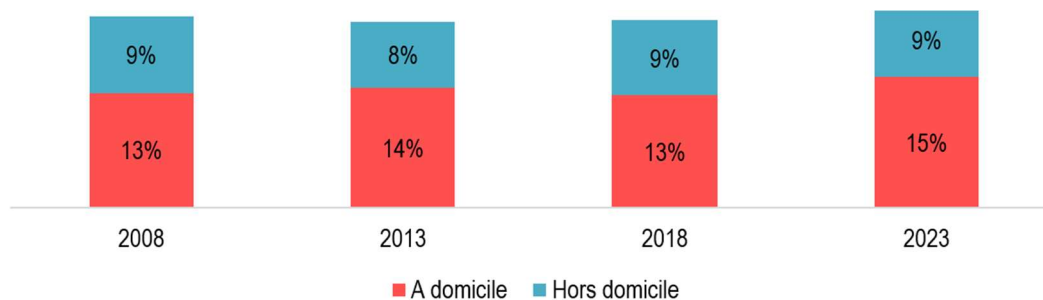
en parité de pouvoir d'achat en indices comparatifs de niveau de prix

Source : Ifip d'après Eurostat

### 7.3.1. Stabilité de la part de l'alimentaire dans les dépenses des ménages

La part consacrée à l'alimentaire dans le budget des ménages espagnols est restée relativement stable pendant plusieurs années (Figure 50). En 2023, cette part progresse légèrement, en raison de la forte inflation sur les produits alimentaires entre 2022 et 2023. Par comparaison, la part du budget alimentaire en France est de 15,9% en 2023.

**Figure 50. Part des dépenses alimentaires dans le budget des ménages**



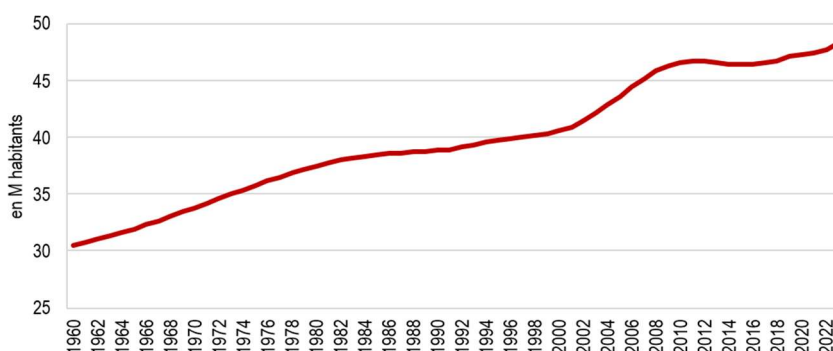
Source : Ifip d'après INE

La restauration hors domicile est très présente dans le quotidien des Espagnols au travers d'un nombre large de formats de restauration (bar à tapas, restauration rapide, *casual dining*, *full-service restaurant*). Elle représente environ 40% des dépenses alimentaires des ménages espagnols, un peu plus chez les jeunes ménages (moins de 35 ans), un peu moins chez les ménages plus âgés (35-64 ans).

### 7.3.2. Croissance démographique portée par l'immigration et la hausse du nombre de ménages

En 2023, la population espagnole s'élève à 48,1 millions d'habitants, en forte augmentation (+18,7% entre 2000 et 2023) (Figure 51). Depuis les années 2000, l'immigration contribue à cette croissance. Entre 2000 et 2008, la part de la population immigrée est passé de 12,0% à 14,1%. Depuis la crise financière, l'augmentation de la population étrangère est inférieure à celle de la précédente décennie, mais elle conserve un poids considérable. En 2023, la population immigrée a atteint 18,3% de la population espagnole, soit 8 points de plus que la moyenne de la zone euro, qui est de 10,8%.

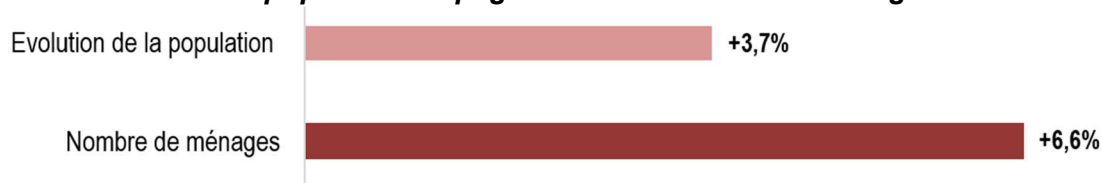
**Figure 51. Evolution de la population en Espagne de 1960 à 2023**



Source : Ifip d'après Eurostat, INE

Le nombre de ménages en Espagne est aussi à la hausse depuis les années 2000. Entre 2013 et 2023, le nombre de ménages a progressé plus rapidement que la démographie (Figure 52).

**Figure 52. Evolution de la population espagnole et du nombre de ménages de 2013 à 2023**



Source : Ifip d'après Eurostat, INE

Les ménages en Espagne sont devenus plus nombreux, mais aussi plus petits et plus âgés. En 2023, plus de 55 % des ménages espagnols se composent d'une ou deux personnes (contre 2,5 personnes en moyenne en UE-27). Le niveau du revenu disponible par ménage, qui avait progressé lentement dans les années 2010, a connu une accélération après la crise sanitaire. L'augmentation du SMIC, à partir de 2018, (+54% en 6 ans) a ainsi favorisé le rapprochement avec les standards européens. En 2023, le revenu disponible brut espagnol s'établit à 24 600 euros. Par comparaison, la moyenne en zone euros est de 29 400 euros et la moyenne française de 31 218 euros. Toutefois, le taux d'épargne reste peu élevé et illustre le pouvoir d'achat contraint, en particulier pour les ménages jeunes.

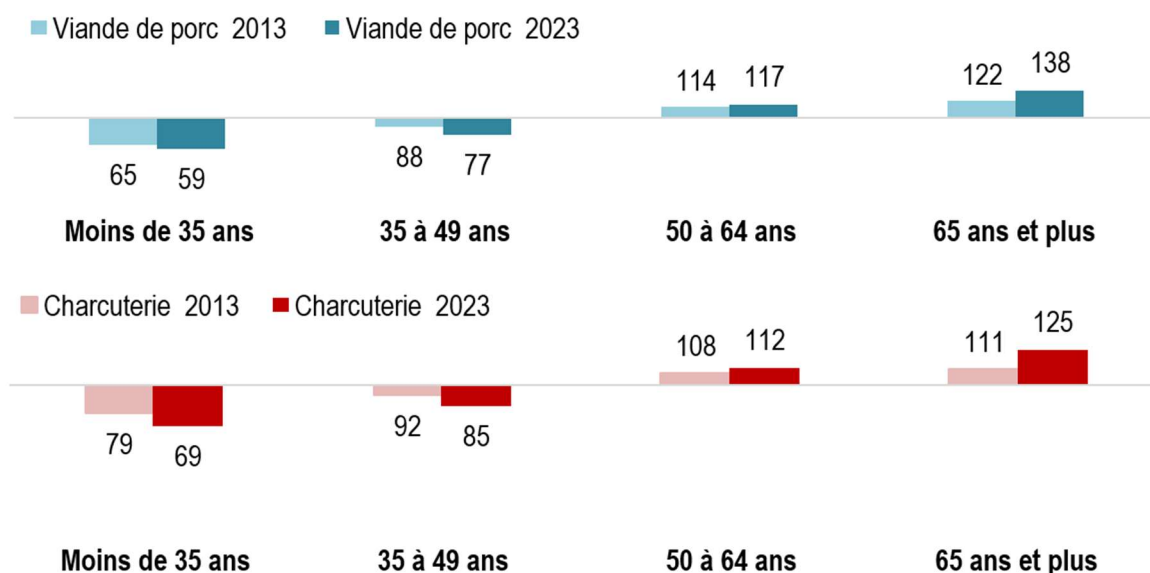
### 7.3.1. Vieillessement des consommateurs de porc

En 2023, les Espagnols qui consomment le plus de produits du porc sont les retraités, les adultes indépendants et les couples d'adultes sans enfants, avec 20% de plus en viande et 50% de plus en charcuterie que la moyenne. Cela représente 50 g de viande de porc et 100

g de charcuterie en plus par semaine. Au contraire, les couples avec enfants en bas âge ont la consommation la plus faible. Ces déséquilibres se sont accrus avec le temps, en lien avec les habitudes culturelles et les écarts de pouvoir d'achat (Figure 53).

**Figure 53. Indice du niveau moyen d'achat en viande de porc et charcuterie (quantités achetées en 2023 et en 2013 par ménage acheteur)**

Lecture : en 2013, les ménages de moins de 35 ans présentent un indice d'achat de viande de porc de 65, indiquant un niveau d'achat 35 % inférieur à la moyenne espagnole, fixée à 100.



Source : Ifip d'après Kantar pour INE

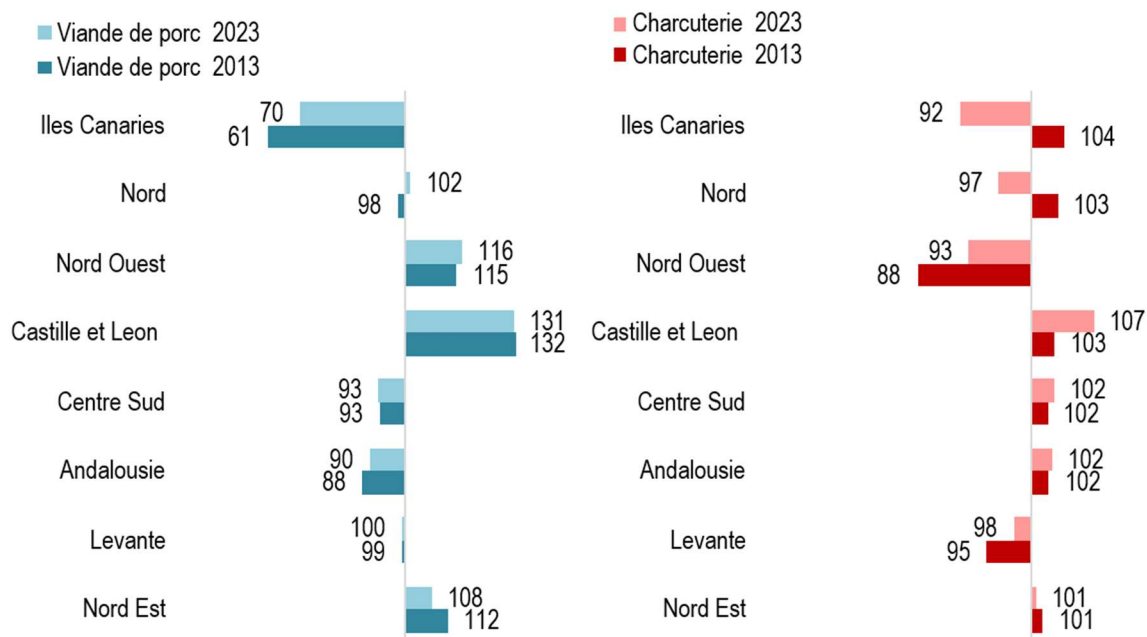
### 7.3.2. Une consommation de porc fortement régionalisée

A l'échelle régionale, la consommation de viande de porc est plus élevée en Castille-et-León, au Nord Est (Figure 54), où elle s'élève à 12 kg/hab. en 2023, dépassant la moyenne espagnole de 9,1 kg. Au contraire, les Iles Canaries n'ont consommé que 6,4 kg par habitant et par an. Le centre Sud et l'Andalousie consomment également très peu.

En charcuterie, les niveaux de consommation entre les régions sont plus équilibrés, autour de 10 kg/hab. en 2023. Seuls la Castille-et-León, le Centre Sud et l'Andalousie se distinguent par un niveau de consommation plus élevé. La demande est en général plus élevée que la moyenne nationale dans les principaux bassins de production espagnols (MAPA, 2024b).

**Figure 54. Indice du niveau moyen d'achat en viande de porc et charcuterie (quantités achetées en 2023 et en 2013 par ménage acheteur)**

Lecture : en 2013, les ménages des Iles Canaries présentent un indice d'achat de viande de porc de 70, indiquant un niveau d'achat 30 % inférieur à la moyenne espagnole, fixée à 100



Source : Ifip d'après Kantar pour INE

#### 7.4. Le secteur de la distribution, une exception sur le plan européen

##### 7.4.1. La grande distribution est très largement dominée par le supermarché

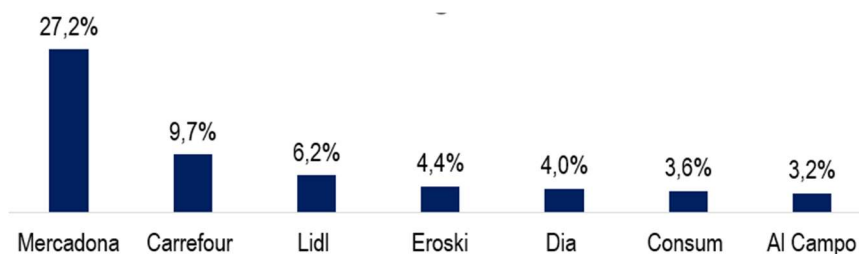
Au fil des ans, le secteur de la distribution s'est concentré, mais dans de moindres proportions qu'ailleurs en Europe. Dans les années 2000, la distribution alimentaire espagnole restait cependant très fragmentée, en grande partie grâce à la présence de grands groupes européens tels Carrefour, Auchan, Ahold, Unigro et Makro. Jusqu'en 2008, Carrefour a dominé le marché, en vendant moins cher que les commerces traditionnels, suivi de près par la chaîne de distribution espagnole Mercadona. À partir de 2009, une nouvelle tendance émerge en Espagne, favorisant les supermarchés à capital espagnol. Mercadona devient alors le leader du marché. Contrairement à leurs homologues européens, les consommateurs espagnols préfèrent les supermarchés de plus petite taille. En 2019, l'Espagne affiche une forte densité de magasins avec 3,4 magasins pour 1 000 habitants contre 2,6 en moyenne à l'échelle européenne. Le marché espagnol est donc moins concentré.

##### 7.4.2. Une part élevée des groupes indépendants ou régionaux

En 2022, le chiffre d'affaires total des principaux groupes indépendants s'est élevé à 108 110 M€ (INDISA, 609 entreprises), ce qui représente 70 % du chiffre d'affaires total et 31% du nombre total de centres commerciaux en Espagne. Mercadona est l'enseigne la plus présente dans six des Communautés Autonomes les plus développées économiquement, devant notamment Carrefour, Lidl et Eroski (Figure 55). En plus des distributeurs nationaux, de nombreux distributeurs régionaux comme Alimerka, Gadisa, Semark et Dinosol existent. Ces supermarchés régionaux réussissent à offrir des prix aussi compétitifs que les

hypermarchés tout en étant plus accessibles dans les centres-villes. Par ailleurs, ils bénéficient du transfert d'acheteurs des circuits traditionnels type boucheries, en attirant une part croissante des consommateurs, notamment parmi les seniors.

**Figure 55. Part de marché en valeur des enseignes de grande distribution alimentaire en Espagne en 2023**



Source : Ifip d'après Savills et Indisa

Le marché espagnol de la distribution est ainsi « atomisé » avec plus de 300 chaînes régionales, bien qu'il soit dominé par quelques enseignes. Les supermarchés régionaux prennent davantage d'importance depuis la crise sanitaire du Covid-19. Ajouté à ce constat d'une distribution peu concentrée, les distributeurs ont par conséquent un pouvoir de négociation relativement diffus.

#### 7.4.3. Un développement lent du e-commerce alimentaire et des circuits artisanaux de la boucherie-charcuterie en perte de vitesse

La crise sanitaire et les confinements en Espagne ont stimulé la croissance du e-commerce de produits alimentaires. Il a atteint 3,2% de part de marché en 2023. Les enseignes comme Mercadona, Carrefour et Eroski dominent le marché du e-commerce alimentaire, représentant près de 75 % des ventes en ligne.

A l'inverse, les artisans bouchers charcutiers connaissent une diminution notable depuis quelques années. En 2024, il reste 22 890 entreprises et 58 108 travailleurs (-20% et -10% respectivement en 15 ans) selon Cedecarne. La pénurie de bouchers est un problème dans ce secteur. L'âge moyen des professionnels est de 55 ans, et les difficultés à trouver des repreneurs conduisent souvent à la fermeture des activités.

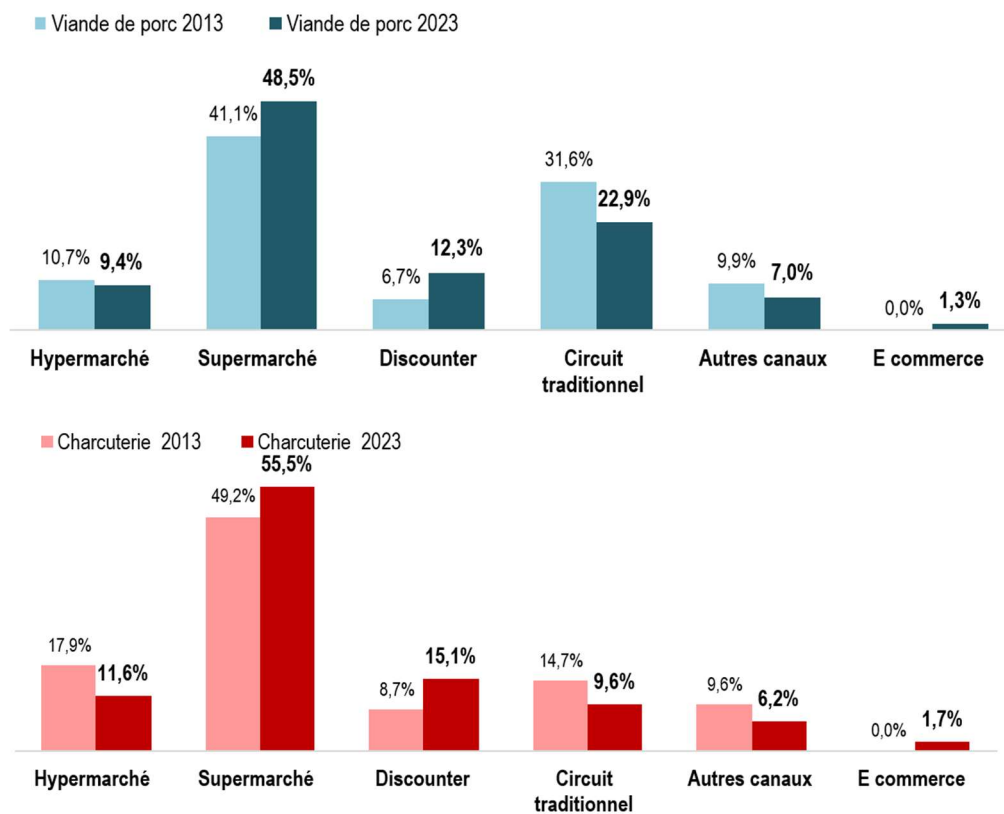
#### 7.4.4. Le supermarché est le circuit dominant en porc, dans un secteur de la distribution atomisé

En viande de porc fraîche, les supermarchés et les magasins en libre-service sont le principal circuit de distribution : ils représentent 48,5% des volumes tous circuits en 2023 et ce canal d'achat connaît la plus forte croissance (+7,4 points entre 2013 et 2023). Le magasin traditionnel (22,9%) a perdu 8,7 points de part de marché en volume depuis 2013. Les discounters représentent quant à eux 12,3% en 2023, et leur part de marché a augmenté (+5,6 points). L'hypermarché, concentrant seulement 9,4%, perd du terrain (-1,3 point en 10 ans) (Figure 56). Les achats dans les magasins de proximité sont plus fréquents.

En charcuterie, les mêmes orientations sont observées. Le supermarché reste dominant (55,5% en 2023) et a pris des parts de marché à l'hypermarché (11,6%) et au circuit traditionnel (9,6%). Comme en viande, le circuit des discounters a vu sa part de marché en charcuterie doubler en 10 ans pour atteindre 15%.

Le parcours d'achat est encore peu digitalisé avec un circuit du e-commerce qui ne représente 1,3% du volume distribué en viande de porc et 1,7% en charcuterie, une proportion inférieure à celle du reste de l'alimentation (3,6%) en 2023.

**Figure 56. Evolution de la part de marché en volume par circuit de distribution en viande de porc et charcuterie entre 2013 et 2023**



Source : Ifip d'après INE

#### 7.4.5. La restauration hors domicile dominée par le circuit commercial

Tous produits confondus, la restauration hors domicile est très largement dominée par le circuit commercial, la restauration collective ne représentant que 6 % du marché. La culture espagnole est caractérisée par un rythme de vie en extérieur et nocturne, conduisant à consommation hors domicile très présente dans le quotidien des Espagnols. Les dépenses hors foyer se font principalement pour le déjeuner (31,5%), suivi du dîner (17,7%). Sur ce circuit, la viande représente 15% des produits consommés derrière les fruits et légumes (28%), mais devant les poissons et les fruits de mer (9,8%). Parmi les viandes, le porc représente 8% des dépenses.

Aujourd'hui, plus des deux tiers des dépenses sont réalisées dans un établissement de restauration assise. Parmi le tiers restant, la restauration rapide s'est largement développée dans les dix dernières années.

## **Enjeux et défis :**

### **contexte sociopolitique, normes réglementaires et privées**

---

D'après le syndicat national des producteurs de porc ANPROGAPORC, la production porcine en Espagne est en 2024 confrontée à plusieurs défis : entrée en vigueur de nouvelles exigences réglementaires en matière d'environnement et de bien-être animal, hausse des coûts de production et risques sanitaires (fièvre porcine africaine). Sur le plan réglementaire, bien qu'étalonnées pour permettre aux exploitations porcines de s'adapter progressivement, les échéances s'accroissent ces dernières années : formation et plans de gestion en 2022, réduction des émissions en 2023, mesures de biosécurité en 2024, et normes minimales relatives à la protection des porcs (densité animale, conditions d'élevage, etc.) au 8 mars 2025 (4<sup>e</sup> disposition du RD 159/2023).

Deux argumentaires s'affrontent autour du développement de la production porcine en Espagne. Les uns mettent en avant son rôle vital dans la création d'emplois, ainsi que l'importance économique et sociale du secteur, en particulier dans les territoires en déclin démographique. Les autres au contraire, pointent l'impact environnemental négatif du développement excessif des élevages.

### **1. Le contexte sociétal et politique entourant l'élevage en Espagne**

En Espagne, les débats de société entourant l'élevage portent principalement sur trois problématiques. La première concerne le développement de l'élevage intensif et en particulier des « macrofermes » (*macrogranjas*) porcines du fait de leurs impacts sur l'environnement, l'économie rurale et la disparition des petites exploitations familiales. Une deuxième relève des conditions de vie et de bien-être des animaux dans les élevages. Enfin, la troisième porte sur les usages d'antibiotiques en élevage, en raison du risque d'antibiorésistance et de sécurité sanitaire des populations. Ces débats traduisent les tensions entre d'une part le poids et le développement économique du secteur de l'élevage en Espagne, et d'autre part les préoccupations environnementales, sanitaires et éthiques croissantes au sein de la société.

#### **1.1. Les orientations politiques sur l'élevage**

Le secteur porcin est le troisième secteur économique d'Espagne et un des plus dynamiques ce qui conduit à une volonté politique d'accompagner cette filière qui diffère cependant selon les partis à la tête du pays. En effet, l'Espagne est gouvernée alternativement par le Parti populaire (PP) et le Parti Socialiste Ouvrier Espagnol (PSOE) qui ont des approches différentes en matière d'agriculture et d'élevage. La principale différence réside dans l'approche de la durabilité environnementale. Le PSOE, au pouvoir depuis 2018, met l'accent sur la transition écologique et le développement durable de l'agriculture et de l'élevage, tandis que le PP se concentre davantage sur la défense des intérêts économiques des agriculteurs et la simplification des réglementations. Cette divergence peut se refléter dans leurs positions respectives sur la PAC et les mesures de soutien au secteur de l'élevage.

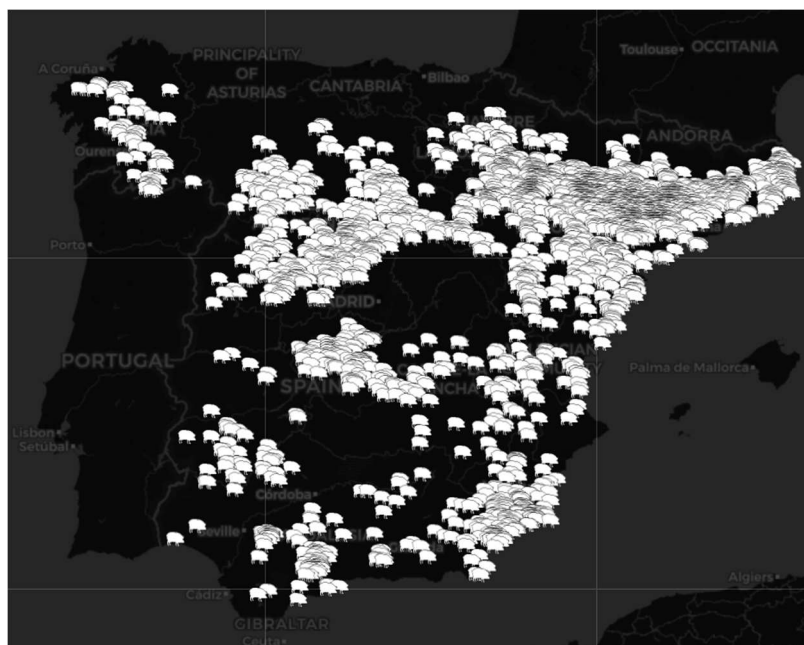
## 1.2. La montée des débats sociétaux entourant l'élevage en Espagne

### 1.2.1. Les débats autour des macrofermes porcines en Espagne

Les projets d'élevage intensif, notamment les « macrofermes », suscitent des préoccupations croissantes parmi les communautés locales et les organisations environnementales. Les impacts potentiels sur l'environnement, tels que la pollution des sols et des eaux, l'utilisation de cultures irriguées, ainsi que les questions de bien-être animal, alimentent les débats et peuvent entraîner des oppositions locales significatives.

*Macrogranjas* (macrofermes) désigne en Espagne les élevages porcins de plus de 2 000 places d'engraissement de porcs de plus de 30 kg ou de plus de 750 truies avec leurs porcelets (seuils IED). Ces élevages doivent être inscrits au Registre national des émissions et des sources polluantes (PRTR) et transmettre annuellement l'estimation ou la mesure directe des émissions et déchets polluants qu'ils génèrent. En 2019, l'Espagne comptait 2 441 sites d'engraissement de plus de 2 000 porcs et 861 exploitations de plus de 750 truies (Figure 57).

**Figure 57. Carte des macrofermes porcines en Espagne en 2019**



Source : ElDiario

Selon la base de données PRTR, l'Aragon et la Catalogne abritent le plus grand nombre de macrofermes, notamment dans les provinces de Huesca (Aragon) et Lleida (Catalogne). Par ailleurs, près de 30% de la superficie de l'Aragon est classée en Zone Vulnérable aux Nitrates. Certaines régions, comme la Castille-La Manche jusqu'en 2025, ont gelé l'installation de nouveaux élevages de plus de 2 000 porcs à l'engrais ou 750 truies.

### 1.2.2. Des oppositions et associations citoyennes locales et nationales

L'opposition aux macrogranjas est organisée par des associations regroupées depuis 2017 par le collectif « *Stop ganaderia industrial* ». Il réunit plus de 70 associations locales de 12 régions et huit organisations nationales et internationales. Par exemple, la plate-forme citoyenne

« *Futuro-limpio-campina-segoviana* » (Futur propre campagne ségovienne) et le manifeste de l'organisation Pueblos vivos Cuenca, illustrent les actions menées par ces associations.

### 1.3. Le plan stratégique Porc de l'interprofession porcine Interporc

Dans ce contexte sociétal et économique moins favorable pour le secteur porcin, l'interprofession du porc blanc INTERPORC a publié son plan stratégique en 2023 après consultation des parties prenantes de l'amont et de l'aval de la filière. Les actions proposées sont structurées en quatre grands domaines abordant :

- Le **changement climatique** : gaz à effet de serre, mesure et réduction de l'empreinte carbone et environnementale, puits de carbone ;
- La **qualité de l'air** : mesure et réduction des émissions d'ammoniac ;
- **L'économie circulaire** dans la chaîne de valeur du porc : gestion des lisiers, des boues d'épuration des eaux, alimentation des porcs avec des sous-produits et de nouveaux ingrédients, sous-produits d'origine animale non destinés à la consommation humaine, production de biogaz, utilisation de chaudières à biomasse, recherche d'alternatives aux plastiques traditionnels...
- **L'eau** : mesure et réduction de sa consommation dans toute la filière.

Pour financer la mise en œuvre du Plan Stratégique Porc, un arrêté (861/2024) étend à l'ensemble de la filière porcine l'accord d'Interporc concernant la contribution financière obligatoire de soutien à la production pour les quatre campagnes de 2024 à 2028. Ainsi, la contribution financière à la production de 0,055 €/porc blanc adulte produit vient s'ajouter à la contribution financière de l'abattage et la commercialisation de 0,055 €/porc blanc adulte abattu ou par carcasse importée. Le Tableau 23 présente la répartition des fonds collectés entre les actions.

**Tableau 23. Répartition entre actions des fonds collectés via les cotisations interprofessionnelles obligatoires**

Lignes d'action	Part des ressources
Soutien global à l'élevage porcin (communication, santé, biosécurité, bien-être animal)	30 – 36%
Soutien à la commercialisation et à la défense de l'image générale du secteur en tant que collectif	43 – 50%
Soutien à la durabilité globale du secteur (études, adaptation aux nouvelles réglementations, défense des intérêts collectifs du secteur)	11-13%
Administration et gestion	10%
Total	100%

Source : Arrêté 861/2024

## 2. Les principales réglementations et leurs évolutions

Le cadre réglementaire applicable aux élevages porcins en Espagne a connu des évolutions significatives au cours des deux dernières décennies, visant à mieux encadrer le développement du secteur et à renforcer les exigences en matière sanitaire, environnementale et de bien-être animal. Le RD 324/2000 « établissant les règles de base pour la gestion des élevages porcins intensifs » et le RD 306/2020 qui l'a abrogé « établissant les règles de base pour la gestion des élevages porcins intensifs et modifiant les règles de base pour la gestion des élevages porcins extensifs » sont deux textes structurants des élevages de porcs et de leur évolution en Espagne.

Ces décrets royaux fixent les mesures de gestion sanitaire et zootechnique que doivent respecter les élevages porcins, y compris leur capacité de production maximale, les conditions de localisation, leurs bâtiments et équipements, afin d'assurer l'évolution de l'élevage porcin dans le respect de la réglementation en matière de biosécurité, santé animale, bien-être animal et environnement.

Certaines exploitations sont exemptées de ces décrets, notamment les exploitations en système extensif, qui relèvent d'une réglementation spécifique, ainsi que les exploitations d'autoconsommation et les petites exploitations, à l'exception de l'obligation d'inscription au Registre général des exploitations d'élevage (REGA), institué par le RD 479/2004. En revanche, les systèmes de production mixtes restent soumis aux dispositions du RD 306/2020.

Le RD 306/2020 est entré en vigueur le 14 février 2020 mais certaines dispositions ont des dates d'application différées pour permettre aux exploitations porcines de s'adapter progressivement aux nouvelles réglementations :

- Exigences en matière de formation : entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2022.
- Obligation de disposer d'un Système Intégré de Gestion des Exploitations (SIGE) au 1<sup>er</sup> janvier 2022. L'annexe IV définit les éléments obligatoires que doit inclure le SIGE afin de garantir la sécurité sanitaire, le bien-être animal, l'hygiène et la durabilité environnementale des élevages (Encadré 3).
- Exigence de réduction des émissions pour les exploitations existantes : le 1<sup>er</sup> janvier 2023.
- Exigences de biosécurité, infrastructures, équipements et gestion : le 1<sup>er</sup> janvier 2024.

### **Encadré 3. Contenu minimal du système intégré de gestion d'élevage porcin (SIGE)**

*Ces éléments doivent être actualisés au moins tous les cinq ans et chaque fois que l'exploitation modifie substantiellement ses installations ou pratiques.*

1. *Identification du vétérinaire de l'exploitation, avec ses responsabilités et compétences définies.*
2. *Un plan de nettoyage, désinfection, désinsectisation et dératisation, documenté avec les personnes responsables, les produits utilisés (dont biocides), et le suivi des interventions.*
3. *Un plan de formation du personnel sur le bien-être animal, l'environnement, la biosécurité, la santé, l'hygiène, le maniement des animaux et la lutte contre l'antibiorésistance.*
4. *Un plan de collecte et d'entreposage des cadavres et sous-produits animaux non destinés à la consommation humaine, en vue de leur élimination réglementée.*
5. *Un plan de gestion des déchets (médicaments, aliments médicamenteux non utilisés, emballages, matériel sanitaire, etc.).*
6. *Un plan de gestion environnementale et lutte contre le changement climatique :*
  - a) *Mesures visant à optimiser l'utilisation de l'eau et de l'énergie*
  - b) *Mesures des nuisances (bruit, poussières, odeurs)*
  - c) *Plan de production et de gestion des effluents (système de collecte, capacité de stockage, volume annuel estimé, valorisation agronomique et traitements autorisés).*
7. *Un plan de biosécurité adapté à l'exploitation.*
8. *Un plan sanitaire, couvrant les maladies à déclaration obligatoire, ainsi que celles d'importance locale ou régionale.*
9. *Un plan d'utilisation rationnelle des antibiotiques, avec indicateurs de suivi.*
10. *Un plan de bien-être animal décrivant les conditions structurelles et environnementales, l'évaluation des facteurs de risque (y compris les catastrophes naturelles) et les mesures correctives prévues.*

Source : Annexe IV du RD 306/2020

## 2.1. Les enjeux sanitaires actuels de la filière

La filière porcine espagnole est depuis toujours confrontée à des difficultés sanitaires en élevage. En 2023, près de 5 millions de porcs sont morts à cause de la souche Rosalia du SDRP renforçant la surcapacité d'abattage. La fièvre porcine africaine (FPA) est aussi une des menaces majeures en raison de sa propagation dans l'UE et de l'augmentation de la population de sangliers en Espagne (MAPA, 2024a). Fin 2025, un cas de FPA est retrouvé parmi la faune sauvage dans la province de Barcelone. Toutefois, l'Espagne est indemne de fièvre aphteuse, de peste porcine classique, de maladie vésiculeuse du porc et de la maladie d'Aujeszky (Lenez et Hernandez, 2024). Jusqu'à fin 2025, cette situation sanitaire permet à l'Espagne d'accéder à tous les marchés internationaux sans aucune restriction. Depuis, les autorités espagnoles œuvrent pour négocier des accords de régionalisation avec leurs principaux marchés tiers partenaires.

La hausse des importations de porcs vivants observée ces dernières années accroît le risque d'introduction d'agents pathogènes. Dans ce contexte, l'obtention de garanties sanitaires auprès des pays exportateurs et le respect rigoureux des règles de biosécurité constituent des enjeux majeurs pour le secteur porcin espagnol. Le transport d'animaux vivants représentant un point critique de la biosécurité externe des élevages, les protocoles existants de nettoyage et de désinfection des moyens de transport nécessitent un contrôle renforcé et une optimisation continue.

Ces dix dernières années, l'Espagne a renforcé la biosécurité porcine via un plan national fondé sur des audits de biosécurité, avec une application hétérogène selon les communautés autonomes. Depuis janvier 2024, le RD 306/2020 impose de nouvelles obligations, notamment la clôture des exploitations (y compris fosses à lisier) et des vestiaires avec contrôle des accès.

Sur la santé, l'accent est mis sur la réduction des usages d'antibiotiques, l'Espagne étant un des pays qui en consomment le plus (Tableau 24, issu la base de données européenne des ventes d'agents antimicrobiens vétérinaires, projet ESVAC, créée en 2015 ; Tableau 25). Entre 2012 et 2022, les ventes d'antibiotiques ont diminué de 58% en Espagne. Depuis le 28 janvier 2022, le règlement (UE) 2019/6 relatif aux médicaments vétérinaires interdit l'utilisation routinière d'antibiotiques en élevages, notamment en prophylaxie, ce qui impacte les pratiques des éleveurs, notamment espagnols.

**Tableau 24. Evolution des ventes d'antimicrobiens vétérinaires pour animaux de rentes par pays**

Pays	2012	2016	2022	% évol. 2022/12
Danemark	43,7	40,4	34,1	-22%
France	101,1	71,2	38,9	-62%
Allemagne	204,8	89,2	69,9	-66%
Pays-Bas	74,8	52,7	37	-51%
Espagne	302,3	362,4	127,4	-58%

*Incluant les chevaux, en mg par kg de PCU (Population Correction Unit)*

Source : projet ESVAC

**Tableau 25. Utilisation d'antibiotiques en élevage porcin en 2020 par pays**

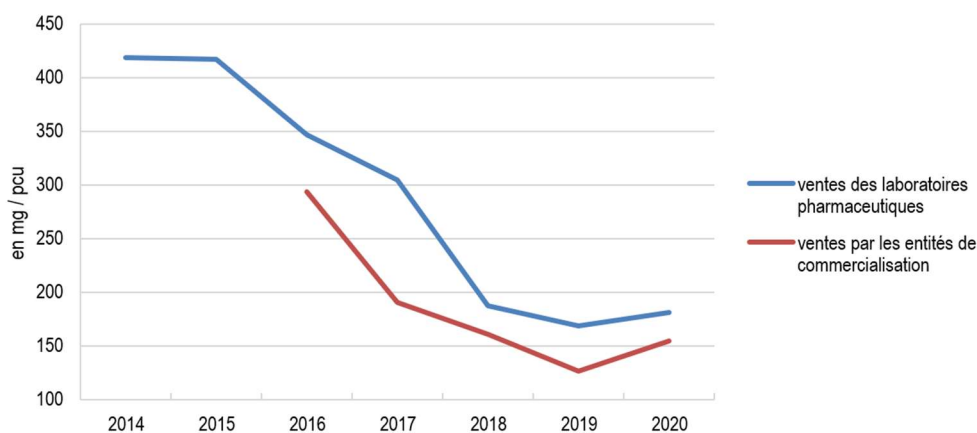
Pays	Usage en mg/kg PCU
Etats Unis	247
Espagne (données de 2023)	137
Grande Bretagne	105
Autriche	90
France	73
Danemark	43
Pays-Bas	41
Suède	16

Source : Ifip d'après Nunan (2022) et PRAN

En 2014, l'Espagne déploie son premier Plan National contre la résistance aux antibiotiques (PRAN), avec un renforcement des mesures en 2019-2021 pour une réduction volontaire de l'utilisation des antibiotiques en élevage. D'après les données de vente collectées, les usages

se réduisent au fil du temps (Figure 58). Les ventes d'antibiotiques vétérinaires ont baissé de plus de moitié (-56,7%, de 419 mg à 181 mg/PCU (unité de correction de la population) entre 2014 et 2020). Les données fournies par les entités commercialisant des antibiotiques vétérinaires révèlent une baisse de 47,6% des ventes d'antibiotiques vétérinaires (de 294 à 154 mg/PCU entre 2016 et 2020) (AEMPS, 2021). Entre 2016 et 2022, l'utilisation de la colistine en porc a diminué de près de 100%, passant de 52 à 0,4 mg/PCU.

**Figure 58. Données de vente d'antibiotiques en santé animale en Espagne**



Source : Ifip d'après AEMPS (2021)

Pour renforcer ses actions, le PRAN 2022-2024 s'appuie sur le RD 992/2022. Dans ce décret royal, un indicateur de référence de la consommation annuelle maximale, calculée au niveau de l'exploitation, est défini. Si elle l'estime nécessaire au vu des causes qui ont généré cette augmentation, l'autorité compétente peut adopter les mesures suivantes : restriction des mouvements voire suspension de l'autorisation d'exploitation animale.

## 2.2. La protection de l'environnement : un enjeu majeur pour la filière porcine

Dans le cadre des stratégies européennes Green Deal et Farm to Fork, qui visent la neutralité climatique d'ici 2050, le secteur porcin espagnol a présenté au ministère de la Transition écologique une feuille de route avec des mesures pour atteindre cet objectif à cette date. L'accent est mis sur la qualité de l'air et la nécessaire réduction des émissions d'ammoniac. Deux autres défis pour la filière porcine espagnole concernant l'environnement sont la gestion des déjections pour limiter la pollution des eaux et la réduction de la consommation d'eau.

### 2.2.1. Un recul des émissions atmosphériques par l'application de MTD

Le secteur porcin en Espagne est la première source d'émissions d'ammoniac au sein du secteur de l'élevage (37,6% du total en 2021) et ses émissions d'ammoniac ont augmenté dans le temps en raison de l'augmentation du cheptel. D'après les données du rapport du système espagnol d'inventaire des émissions (SEI) pour l'année 2020, l'Espagne a dépassé son plafond d'émissions d'ammoniac autorisé. Concernant les gaz à effet de serre (GES), au sein du secteur agricole espagnol, la fermentation entérique pèse environ la moitié (49%) des émissions (principalement ruminants), les sols agricoles 36%, et la gestion des déjections 15%. Dans cette sous-catégorie « gestion des déjections », le porc représente 77 % des émissions. Le porc représente ainsi environ 12 % du total des GES agricoles.

Entre 1990 et 2021, la filière porcine a réduit ses émissions de GES de 43%, selon les données du bilan d'émissions du ministère de la Transition écologique. Cet effort de réduction a eu un impact négligeable en Espagne, étant donné que le porc représente un peu plus de 2 % des émissions de GES du pays (et l'élevage de volailles moins de 0,5%). Plus globalement, l'agriculture en Espagne représente 19% des émissions de gaz à effet de serre des secteurs diffus et 12% des émissions totales du pays (Idele, 2023).

Concernant les GES, l'Espagne a adopté en 2021 la stratégie 2050 pour atteindre la neutralité carbone. Ce plan prévoit de réduire de plus de moitié les émissions de GES de l'agriculture pour les ramener à 19 Mt CO<sub>2</sub> eq d'ici 2050 contre 48 Mt en 2021.

Pour l'ammoniac, l'Espagne a pris des engagements nationaux de réduction des émissions dans le RD 818/2018, qui transpose la directive UE 2016/2284<sup>6</sup> concernant la réduction des émissions nationales de certains polluants atmosphériques. Pour les élevages porcins, le programme de réduction des émissions, applicable à toutes les exploitations agricoles de taille moyenne et supérieure, repose sur l'application obligatoire des Meilleures Techniques Disponibles (MTD) définies dans le RD 1/2016<sup>7</sup>. Par ailleurs, le RD 306/2020 établit les règles de base pour la gestion des élevages porcins intensifs et les mesures à respecter pour réduire les émissions en exploitation. Pour garantir le respect des exigences de réduction des émissions établies, un Registre général des meilleures techniques disponibles dans les exploitations agricoles est créé. Ce registre compilera des informations relatives aux MTD utilisées pour réduire les émissions, sur la base des informations annuelles envoyées par les communautés autonomes et des données du système espagnol d'inventaire des émissions, comme prévu dans le RD 818/2018.

D'après le rapport annuel sur la mise en œuvre des MTD dans le secteur porcin intensif de l'année 2021, 51,6% des exploitations avec obligation de communication et 72,9% des places ont été notifiées au Registre général. Près de 90% des exploitations agricoles déclarent appliquer des techniques d'augmentation de la fréquence d'évacuation des lisiers des bâtiments, la séparation des phases liquide (urines) et solide (fèces), la réduction de la surface émettrice d'ammoniac ou encore le maintien d'une litière propre et sèche. Concernant le stockage du lisier, les données montrent que le système de stockage externe du lisier notifié par la majorité (70%) des exploitations est la lagune. Concernant la couverture des ouvrages de stockage externes, 81% des lagunes et 92% des fosses sont couvertes, ce qui implique que 19% des premières et 8% des secondes n'ont mis en œuvre aucune technique de réduction des émissions.

### 2.2.2. L'élevage face au durcissement des contraintes en zones vulnérables aux nitrates

Fin 2021, la Commission européenne a saisi la Cour de justice de l'UE contre Madrid pour ne pas avoir pris de mesures suffisantes contre la contamination des eaux depuis la mise en demeure de 2018. Le ministère de la Transition écologique a reconnu que 22% des masses d'eau superficielles et 23% des souterraines étaient polluées aux nitrates. L'Espagne a été sommée d'étendre la liste des zones vulnérables (Figure 59) et de durcir les programmes d'action.

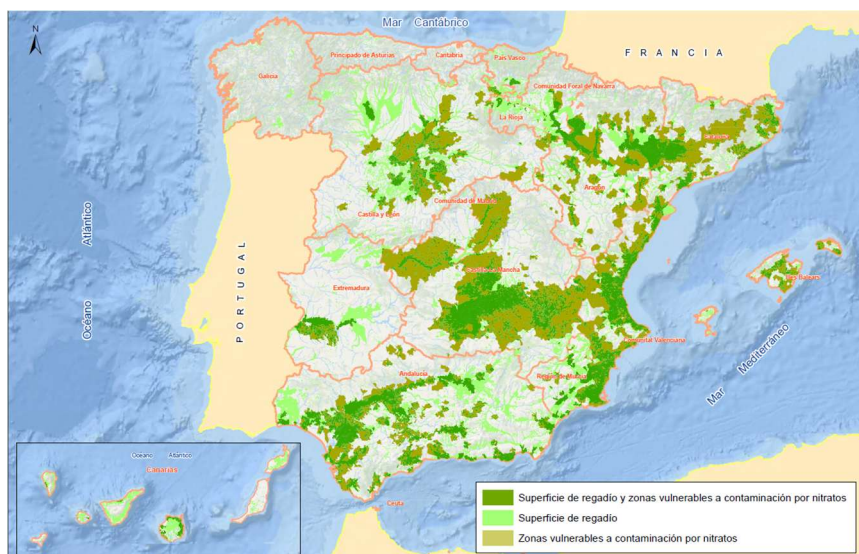
---

<sup>6</sup> La directive 2016/2284 modifie la directive 2003/35/CE et abroge la directive 2001/81/CE.

<sup>7</sup> Le RD 1/2016 applique le texte consolidé de la loi sur la prévention et le contrôle intégrés de la pollution.

En 2022, le gouvernement espagnol a donc renforcé ses mesures pour lutter contre la pollution des eaux par les nitrates, en particulier dans les zones vulnérables (24% de la superficie de l'Espagne en 2022). L'Espagne a promulgué le RD 47/2022 visant à renforcer les critères de qualité des eaux : la concentration seuil de nitrates définissant un état de contamination des eaux souterraines a été abaissée de 50 mg/l à 37 mg/l. Les élevages peuvent être impactés négativement de différentes manières : restrictions sur la quantité d'effluents d'élevage pouvant être épandus, investissements nécessaires pour stocker, traiter et épandre les déjections animales dans le respect des nouvelles normes ; intensification des contrôles dans les zones particulièrement sensibles.

**Figure 59. Carte des zones vulnérables à la pollution par les nitrates d'origine agricole (en vert) en Espagne**



Source : MAPA

Selon de nombreux acteurs de la filière porcine espagnole, un équilibre entre la réduction des émissions et le maintien de la production peut être atteint grâce au recours aux technologies, notamment par l'amélioration des techniques d'épandage ou l'enfouissement du lisier. Dans ce contexte, le RD 1051/2022 encadre la fertilisation durable en Espagne afin de réduire les émissions de gaz à effet de serre, en ajustant les apports d'azote en cohérence avec le Plan national intégré énergie-climat (PNIEC). Ce décret prévoit également la création d'un registre des acteurs des fertilisants et renforce le suivi des pratiques d'utilisation.

### **2.3. La protection animale en élevage : évolution de la réglementation en 2023**

La protection animale est encadrée en Espagne par différents décrets royaux (Annexe 12) qui transposent les directives européennes, les règlements européens étant appliqués tels quels dans les Etats membres (Parlement européen, 2019). Le dernier décret en date concernant la protection animale est le **RD 159/2023**. Il modifie huit RD - 1047/1994 (veaux), 348/2000 (animaux d'élevage), 3/2002 (poules pondeuses), 1135/2002 (porcs), 692/2010 (poulets de chair), 361/2009 (abattage), 37/2014 (abattage) et 1392/2012 - et instaure de nouvelles normes et de nouvelles structures d'accompagnement.

Depuis mars 2023, la filière porcine espagnole est accompagnée sur ces enjeux de protection animale en élevage par le centre de référence en matière de bien-être animal (*Centro nacional*

*de referencia de bienestar animal*), formé par l'Institut de recherche et technologie agroalimentaire (IRTA) et l'Université autonome de Barcelone. Ce centre a pour mission d'apporter un appui scientifique et technique aux autorités compétentes, de contribuer à l'harmonisation des pratiques en matière de bien-être animal et de renforcer la diffusion des connaissances auprès des acteurs des filières d'élevage.

Par ailleurs, un étiquetage relatif au bien-être animal informe les consommateurs des produits espagnols (Figure 60). Cet étiquetage repose sur des dispositifs volontaires, en l'absence d'une disposition nationale obligatoire. Deux certifications dominent : Welfair®, transversale et largement diffusée, fondée sur des protocoles scientifiques européens, et Interporc Animal Welfare Spain, spécifique à la filière porcine, portée par l'interprofession INTERPORC et pensée comme outil de compétitivité et d'image, notamment à l'export. Le label B+ Compromiso Bienestar Animal vise à harmoniser la lisibilité pour les consommateurs en regroupant sous une identité commune plusieurs certifications sectorielles. L'ensemble traduit une structuration avancée mais fragmentée, où le bien-être animal est à la fois un enjeu de confiance, de différenciation du marché et de positionnement international pour les filières espagnoles.

**Figure 60. Exemples d'étiquetage du bien-être animal en Espagne**



Source : Animal Welfair, Interporc

### 2.3.1. Le décret royal 159/2023 : principales mesures et impact économique

Parmi les textes réglementaires récents, le RD 159/2023 constitue l'un des cadres les plus structurants en matière de protection animale dans les élevages porcins. Il rend obligatoire, en Espagne, la mise en place d'un plan de bien-être animal pour les élevages porcins à partir de 5,1 UGB, élaboré par le vétérinaire de l'exploitation, également chargé du conseil réglementaire. Les exploitants disposent de quatre ans pour l'établir et doivent garantir sa mise à jour, sa disponibilité et sa diffusion auprès des salariés en contact avec les animaux. La quatrième disposition de ce décret royal définit de nouvelles normes minimales de protection des porcs. Les exploitations agricoles existantes ont jusqu'au 8 mars 2025 pour s'y conformer.

#### 2.3.1.1. *Une augmentation de la surface par porc de 14 à 33% selon le poids des porcs*

Le RD 159/2023 augmente la surface libre au sol requise par porcelet sevré ou porc à l'engrais élevé en groupe (Tableau 26). En revanche, les surfaces par truie et par cochette inséminée, définies par le RD 1135/2002, restent inchangées, à 2,25 et 1,64 m<sup>2</sup> minimum respectivement (+10% si le groupe compte moins de six individus, -10% s'il en compte plus de 40).

**Tableau 26. Evolution des surfaces par porcs selon le décret royal 159/2023**

Poids vif (kg)	Surface par porc (m <sup>2</sup> ) selon le décret royal		Evolution
	1135/2002	159/2023	
< 10	0,15	0,20	+33,3%
10-20	0,20	0,24	+20,0%
20-30	0,30	0,30	=
30-50	0,40	0,45	+12,5%
50-85	0,55	0,65	+18,2%
85-110	0,65	0,74	+13,8%
110-130	1,00	1,00	=
130 et +	-	1,30	

Source : Décrets royaux 1135/2002 et 159/2023

### *2.3.1.2. La conduite en groupe des truies gestantes, taille des cases et enrichissement du milieu*

Les nouvelles règles imposent l'élevage en groupe des truies et cochettes de 4 semaines après la saillie jusqu'à 7 jours avant la mise-bas, dans des cases dont les côtés dépassent 2,8 m (ou 2,4 m pour des groupes de moins de six animaux). Les exploitations de moins de 10 truies bénéficient d'une dérogation, autorisant le maintien en logement individuel, sous réserve que les animaux puissent se retourner librement.

Les truies et cochettes doivent disposer d'un accès permanent à des matériaux d'enrichissement manipulables (paille, foin, bois, etc.), comestibles et explorables, maintenus attractifs et disponibles en continu.

### *2.3.1.3. L'ambiance dans les bâtiments : bruit, ammoniac, température*

Le RD 159/2023 complète le RD 1135/2002 en fixant des seuils de qualité de l'air ( $\leq 20$  ppm NH<sub>3</sub>,  $\leq 3\ 000$  ppm CO<sub>2</sub>) avec contrôles documentés. Il renforce aussi les exigences de lumière ( $\geq 40$  lux pendant 8 h/jour) et impose, au-delà de 5,1 UGB, des équipements de régulation thermique conformes au plan de bien-être animal, avec mesures correctives obligatoires en cas de dépassement.

### *2.3.1.4. La caudectomie et la castration*

La version originale du RD 1135/2002 spécifiait que la coupe de la queue et l'épointage des dents ne devaient pas être effectuées en routine mais uniquement lorsqu'il existe des signes de blessures aux mamelles des truies ou aux oreilles ou à la queue d'autres porcs. Le RD 159/2023 a ajouté que ces interventions ne peuvent être réalisées que s'il existe « des preuves documentaires » que des blessures aux mamelles des truies ou aux oreilles ou à la queue d'autres porcs se sont produites au cours de l'année précédant la proposition de coupe des queues faite par le vétérinaire de l'exploitation, et que des mesures de prévention de la caudophagie ont été mises en œuvre (conditions de logement, densité animale...).

Seul un vétérinaire ou une personne formée pourra réaliser avec des moyens appropriés et dans des conditions d'hygiène la castration ou la coupe de la queue. Si elles sont pratiquées après le septième jour de vie, elles seront réalisées uniquement sous anesthésie et analgésie prolongée pratiquées par le vétérinaire.

### 2.3.1.5. Un impact économique évalué entre 0,58 et 1,3 milliard d'euros de pertes

Avant que soit annoncé son report lors du salon de l'élevage FIGAN 2025, puis l'annulation de l'Article 4 par le Tribunal suprême le 25 novembre 2025, l'entrée en application en mars 2025 du RD 159/2023 était une préoccupation de premier plan du secteur porcin. L'augmentation de surface par animal, de 12,5% à 33,3% selon le poids, nécessiterait à elle seule des investissements très importants pour construire les places manquantes.

A court terme, la forte mortalité liée au SDRP libère de l'espace dans les bâtiments pour répondre à cette nouvelle norme sans augmenter la surface des bâtiments. Mais à plus long terme, les représentants de la filière porcine redoutent une baisse de la production, des revenus agricoles et de la rentabilité (augmentation des charges de structure) aggravant la surcapacité d'abattage de l'Espagne. L'avis partagé est que ces nouvelles réglementations stopperont probablement la hausse des cheptels et conduiront à une plus forte concentration et verticalisation du fait de la concurrence entre les entreprises du secteur.

En 2023, l'Association nationale des éleveurs de porcs ANPROGAPOR a estimé la baisse du nombre de places consécutives à l'application du RD 159/2023 selon trois scénarios distincts de calcul des surfaces (Encadré 4).

#### Encadré 4. Méthodologie et scénarios retenus par ANPROGAPOR

**Scénario 1** : calcul des surfaces par case hors trémie d'alimentation et abreuvoir

**Scénario 2** : calcul des surfaces par ensemble de cases adjacentes

**Scénario 3** : calcul des surfaces par case sans exclure l'espace occupé par la trémie et l'abreuvoir

Les calculs reposent sur des élevages-types : 2 600 truies en naissance, 12 000 places en post-sevrage (< 20 kg) et, en engraissement, trois formats de cases représentatifs des projets espagnols (3,27 × 2,83 m, 3 × 3 m et grands groupes).

Les résultats varient selon l'utilisation de données arrondies ou non dans les calculs.

D'après les calculs (Tableau 27), le scénario 3 est évidemment le moins défavorable. D'après l'enquête cheptel de mai 2023, l'Espagne comptait 21 239 326 places d'engraissement et 9 862 789 places de post-sevrage. A raison de 2,3 porcs produits par place, la baisse du nombre de porcs produits par an va de 3 448 841 (scénario 3 avec arrondis) à 7 982 164 (scénario 1 sans arrondi). Elle induit des pertes de chiffre d'affaires directes (porc) et indirectes (aliments) évaluées entre 580 millions d'euros et 1,3 milliard d'euros.

**Tableau 27. Baisse des cheptels de porcelets et de porcs à l'engrais consécutifs aux nouvelles normes de surface par animal**

	Nb de places initiales		Baisse moyenne				Nb places finales			
			Sans arrondi		Avec arrondi		Sans arrondi		Avec arrondi	
	EN	PS	EN	PS	EN	PS	EN	PS	EN	PS
1	21 239 326	9 862 789	16,34%	17,53%	7,10%	15,40%	17 768 820	8 133 842	19 732 183	8 343 919
2			12,92%	15,80%	-	-	18 495 205	8 304 468	-	-
3			12,50%	12,77%	7,06%	11,90%	18 584 410	8 603 311	19 739 830	8 689 117

Source : Anprogapor (2023)

### 2.3.2. Transport des animaux vivants : évolutions réglementaires et impacts

En décembre 2023, la Commission européenne a dévoilé sa proposition de réforme réglementaire au sujet bien-être animal lors du transport des animaux vivants. Cette proposition s’ancre dans la stratégie européenne du “Green Deal”.

Certaines dispositions impacteront fortement le secteur porcin :

- Le poids minimum des porcelets transportés devra être de 10 kg.
- Les temps de trajet devront être raccourcis et des périodes de repos organisées. Toutes les 10 heures, une pause de 1 heure sera à prévoir. Les trajets devront être limités à 9h au lieu de 24h à destination d’un abattoir, et à 20h au lieu de 24h entre différents sites d’élevage. Au-delà de ces durées, une pause de 24 heures devra être respectée avec déchargement, alimentation et abreuvement des animaux. Les transporteurs devront aussi vérifier régulièrement l’état des animaux, toutes les 4h30.
- Le transport en période de fortes ou faibles températures sera adapté : de nuit uniquement si les températures dépassent 30° C (avec une augmentation de 20 % de l’espace alloué aux animaux si ces conditions de températures sont prévues entre 21 h et 10 h), inférieur à 9 heures lorsque ces dernières sont inférieures à -5° C).
- Des règles relatives aux échanges avec les pays tiers sont aussi définies.

Le nouveau règlement vise ainsi à réduire le transport des animaux vivants aux profits des échanges de carcasses et de viandes. Dans le secteur porcin, le marché européen est traversé par de nombreux flux d’animaux vivants. Chaque année, plus de 30 millions (M) de porcs transitent au sein de l’UE-27 (36,7 M en 2022). Il s’agit principalement de flux de porcelets. Une réorganisation du marché européen des animaux vivants pourrait avoir lieu. Avant la mise en application du projet de loi, ces propositions seront au préalable discutées au Parlement européen et au Conseil.

L’Espagne fera partie des cinq pays européens potentiellement les plus touchés économiquement d’après une étude d’impact menée en 2025 par l’Ifip. En effet, en Espagne, 20% des transports de porc excèdent la durée de 9h (contre 4% en France), les abattoirs de cochons sont concentrés en Catalogne, et le voisin portugais souffre d’un manque structurel d’outils d’abattage-découpe et approvisionne les abattoirs espagnols.

La nouvelle réglementation sur le transport des animaux vivants entraînera plusieurs conséquences pour la filière porcine espagnole. Tout d’abord, une réorganisation géographique des outils d’abattage sera nécessaire pour respecter les nouvelles limites de temps de transport, ce qui pourrait entraîner des fermetures et la construction de nouveaux sites. Les acteurs de la filière devront également investir dans des moyens de transport supplémentaires pour se conformer aux nouvelles règles, incluant l’achat de nouveaux camions et la formation des chauffeurs. Une augmentation de la main-d’œuvre sera nécessaire pour gérer les nouveaux horaires et les exigences logistiques accrues. De plus, les coûts vétérinaires supplémentaires liés aux soins et à la surveillance accrue des animaux pendant le transport devront être pris en compte. La réglementation pourrait également entraîner une dégradation de l’impact environnemental en raison de l’augmentation du nombre de trajets et de la logistique nécessaire pour respecter les temps de transport. Les infrastructures existantes devront être adaptées pour répondre aux nouvelles exigences, ce qui pourrait nécessiter des investissements importants.

La gestion des temps de transport et des conditions de température ajoutera une complexité supplémentaire à la logistique. Enfin, l’adaptation à ces nouvelles règles pourrait entraîner une hausse des coûts opérationnels pour les acteurs de la filière porcine, rendant indispensable

une adaptation rapide et efficace pour maintenir la compétitivité et la viabilité économique de la filière en Espagne.

### **3. Au-delà des réglementations, la filière fait face à de multiples défis**

Les évolutions réglementaires récentes en Espagne traduisent une réponse directe aux attentes sociétales croissantes vis-à-vis de la production porcine, qu'il s'agisse de bien-être animal, de réduction de l'usage des antibiotiques, de biosécurité ou de performances environnementales. Ces exigences, désormais plus strictes et mieux encadrées, devraient générer un impact économique significatif pour les exploitations et les entreprises de la filière, en particulier en termes d'investissements, de coûts de mise en conformité et d'organisation productive.

Toutefois, ces transformations réglementaires ne résument pas à elles seules les défis auxquels est confrontée la filière porcine espagnole. D'autres enjeux majeurs demeurent, notamment le renouvellement des générations, la formation et la professionnalisation des acteurs, l'attractivité du métier d'éleveur, ainsi que l'amélioration de l'image de la production porcine et la valorisation des progrès réalisés auprès des consommateurs. Parallèlement, les innovations technologiques et numériques constituent des leviers déterminants pour accompagner ces mutations, améliorer la performance globale des élevages et renforcer leur résilience.

Dans ce contexte de profondes recompositions, se pose désormais la question des perspectives de la production porcine espagnole, entre contraintes réglementaires accrues, adaptation économique et capacité de la filière à transformer ces défis en opportunités durables.

## Scénarios prospectifs à l'horizon 2035

---

Les travaux menés lors de l'analyse rétrospective en partie I et des freins à la croissance en partie II de cette étude ont permis de dégager les principaux enjeux ainsi que les facteurs de fragilité de la filière espagnole. Cette troisième et dernière partie est dédiée à l'élaboration des scénarios prospectifs les plus probables à l'horizon 2035, en cherchant à comprendre quelles dynamiques sont les plus déterminantes dans l'évolution récente et à venir de la filière. Ce travail prospectif vise ainsi à éclairer les trajectoires possibles du secteur et à apporter des éléments de compréhension sur les conditions de son adaptation dans le contexte en mutations présenté précédemment.

Deux scénarios principaux ressortent de l'analyse (Tableau 28). Le premier, intitulé « **La croissance se poursuit** », prévoit une augmentation de la production jusqu'à un certain plafond, stimulée par une forte demande, des performances techniques en progrès et une situation sanitaire maîtrisée. Le second scénario, nommé « **La filière porcine espagnole sous tensions maîtrisées** », envisage une érosion de la production porcine en Espagne sous les effets combinés de la mise en application des nouvelles normes de densité animale en élevage et des freins à la création et à l'agrandissement des élevages.

### **Encadré 5. Un contexte sanitaire et réglementaire profondément révisé depuis novembre 2025**

Ces scénarios prospectifs ont été établis à l'été 2025, en l'absence de détérioration de la situation sanitaire dans les élevages porcins espagnols. Toutefois, le contexte sanitaire et réglementaire a fortement évolué depuis en Espagne.

**Le 25 novembre 2025**, le Tribunal Suprême d'Espagne a annulé l'article 4 du décret royal RD 159/2023 relatif à la réduction de la densité animale en élevage. Les évolutions prévues des surfaces en élevage ne sont dorénavant plus à l'ordre du jour.

Par ailleurs, **le 28 novembre 2025**, le virus de FPA est détecté sur la faune sauvage espagnole dans la province de Barcelone. Bien que les élevages porcins de la région ne soient pas affectés à ce stade, cette situation pèse sur les débouchés à l'export de l'Espagne.

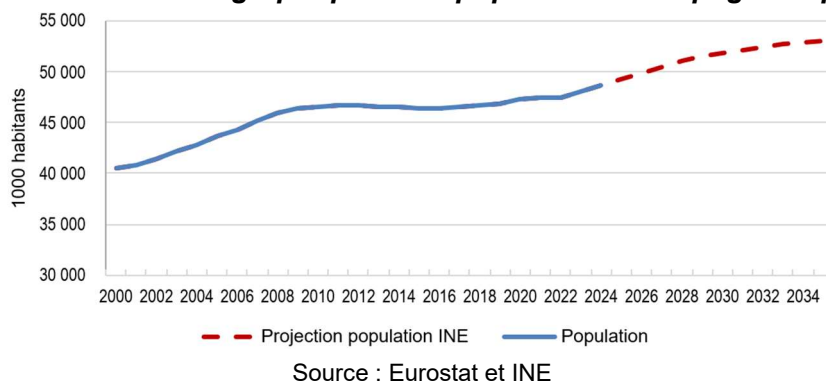
**Tableau 28. Synthèse des deux scénarios contrastés d'évolution de la production en Espagne**

		Scénario 1. La croissance se poursuit		Scénario 2. La filière sous tensions maîtrisées	
Données (1000 téc)	2024	2035	Evol. 2035/24	2035	Evol. 2035/24
Consommation	2 745	2 869	+0,4% / an	2 869	+0,4% / an
Production	4 895	5 266	+0,6 % / an	4 004	-1,7% / an
Exportations	2 440	2 663	+0,7% / an	2 002	-1,6% / an
Importations	290	267	-0,7 % / an	287	-0,1% / an
Taux auto-appr. (en %)	178 %	184 %	+0,2 point / an	140 %	-2,0 points / an
Cheptel truies (1000 têtes)	2 611	2 601	-11 000 têtes	1 971	-640 000 têtes
<b>Les déterminants clés de chaque scénarios</b>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• La croissance démographique et les flux migratoires latino-américains soutiennent la demande, bien que la consommation par habitant s'érode.</li> <li>• La diversification des débouchés à l'export et la restructuration des bassins de production en Europe permettent de maintenir les volumes exportés.</li> <li>• La production augmentera modérément pour couvrir les capacités d'abattage, à l'amélioration de la productivité des truies et les investissements fait par les intégrateurs pour restructurer / moderniser les élevages.</li> </ul>		<ul style="list-style-type: none"> <li>• L'augmentation des surfaces obligatoires (RD 159/2023) a pour conséquence le repli de la production de 160 000 têtes par an pendant la transition.</li> <li>• Le manque d'éleveurs rend difficile le maintien des cheptels et la construction de nouveaux sites.</li> <li>• Peu de risque de désengagement des intégrateurs ; les sites sans repreneur sont rachetés pour conserver les autorisations d'élevage et sécuriser l'approvisionnement.</li> <li>• Les entreprises complètent leur offre par des importations plus importantes en animaux vivants.</li> </ul>	

## 1. Postulat commun : la démographie soutiendra la consommation

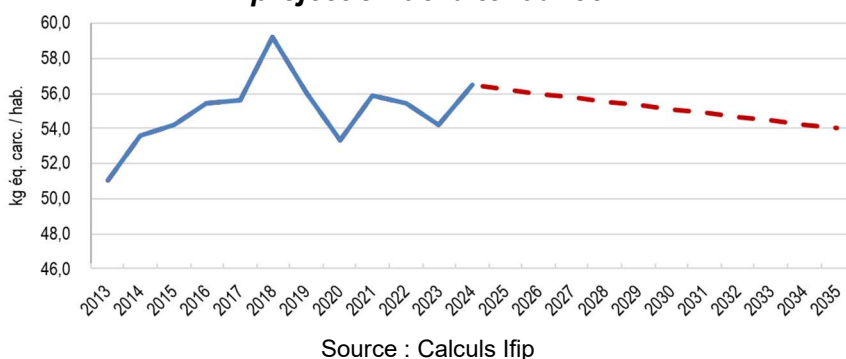
L'institut national de statistiques espagnol (INE) a dressé des projections pour la population espagnole, à partir de l'hypothèse d'une poursuite des tendances démographiques actuelles. D'après l'INE, la population espagnole devrait atteindre 53,1 M d'habitants en 2035, soit 4,5 M de plus qu'en 2024 (+9,2%) (Figure 61), le solde migratoire compensant le solde naturel négatif. Plus de 70% des personnes immigrant en Espagne sont originaires des pays d'Amérique latine (Colombie, Venezuela, Pérou, Honduras, Argentine). La dynamique migratoire ne devrait donc pas être un frein à la consommation de porc, ces pays étant culturellement d'importants consommateurs de viande, dont le porc. Par ailleurs, le vieillissement de la population devrait se poursuivre : la part de la population espagnole âgée de plus de 65 ans pourrait passer de 20% à 25% entre 2024 et 2035. L'augmentation de la population en Espagne constitue un facteur de soutien potentiel à la consommation domestique de porc.

**Figure 61. Evolution démographique de la population en Espagne et projections**



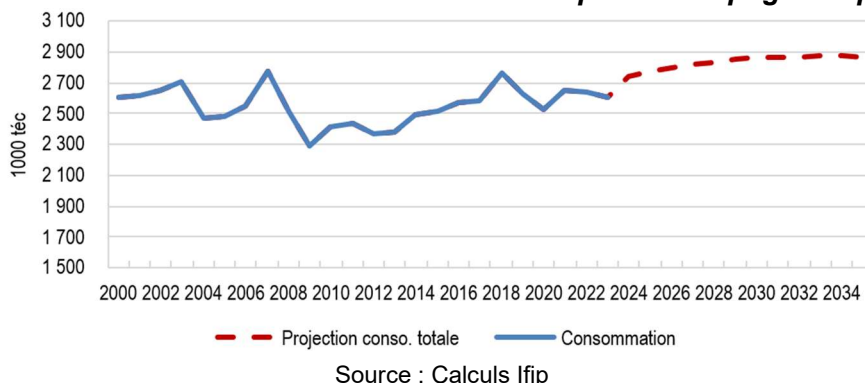
Malgré la poursuite de la croissance démographique en Espagne, un léger recul de la consommation individuelle pourrait être envisagé, dans le prolongement de la tendance observée au cours des dix dernières années à l'échelle de l'UE (-0,4 % par an entre 2013 et 2024) (Figure 62). Cette hypothèse s'appuie sur la montée des préoccupations sociétales liées à la consommation de viande, notamment en matière d'environnement et de santé, ainsi que sur la concurrence croissante de la volaille. Elle traduit une inflexion progressive des comportements alimentaires : la demande intérieure s'inscrirait dans une trajectoire plus modérée, révélatrice d'une évolution structurelle des modes de consommation et de production en Espagne.

**Figure 62. Evolution de la consommation apparente en porc par habitant en Espagne et projection de la tendance**



Cette érosion de la consommation par tête serait compensée par la démographie, conduisant à **une légère hausse de la demande domestique en porc à 2,87 M téc** (+0,4% par an sur la période 2024-2035, contre +1,2% entre 2013 et 2024) (Figure 63). Ces hypothèses concernant la consommation de porc en Espagne seront conservées dans les deux scénarios. En effet, peu de facteurs sont susceptibles de perturber cette tendance.

**Figure 63. Evolution de la consommation totale de porc en Espagne et projections**



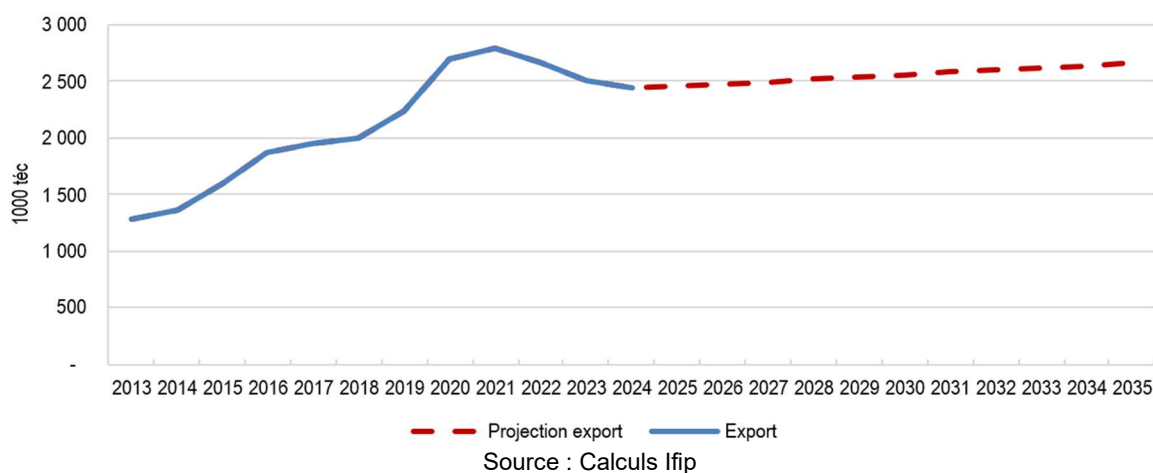
## 2. Scénario « La croissance se poursuit »

### Les exportations se maintiennent

L'exportation de produits du porc est une activité importante pour l'économie espagnole (8,6 Mds € générés en 2024). Face à des opportunités à l'export plus limitées, l'Espagne a diversifié ses débouchés, une stratégie qui devrait perdurer. Les exportateurs espagnols pourraient profiter de la croissance de la demande mondiale en viande dans porc dans les prochaines années (estimation OCDE-FAO) et consolider les volumes exportés malgré la stabilisation des importations chinoises. Sur le marché intra-communautaire, l'intense restructuration de la production porcine au nord de l'Europe en cours et à venir laisse davantage de place pour les produits espagnols. Cette diversité de débouchés permet de répondre aux enjeux d'équilibre carcasse et de capter d'une meilleure valeur ajoutée.

Ainsi, ce scénario de projection intègre l'hypothèse d'un maintien des volumes exportés par l'Espagne dans les prochaines années. Le rythme de croissance serait en revanche moins fort qu'au cours de la décennie 2013-2024 (+5,5% par an en moyenne), qui était particulièrement marquée par le déploiement de la demande chinoise et l'accession aux marchés internationaux pour les entreprises espagnoles. Entre 2024 et 2035, **les exportations espagnoles pourraient croître de 0,8% par an et atteindre 2,66 millions de téc** à la fin de la période (contre 2,44 M en 2024 et 2,80 M en 2021 – record historique) (Figure 64).

**Figure 64. Evolution des exportations totales en porc (viandes et animaux vivants) de l'Espagne et projections**



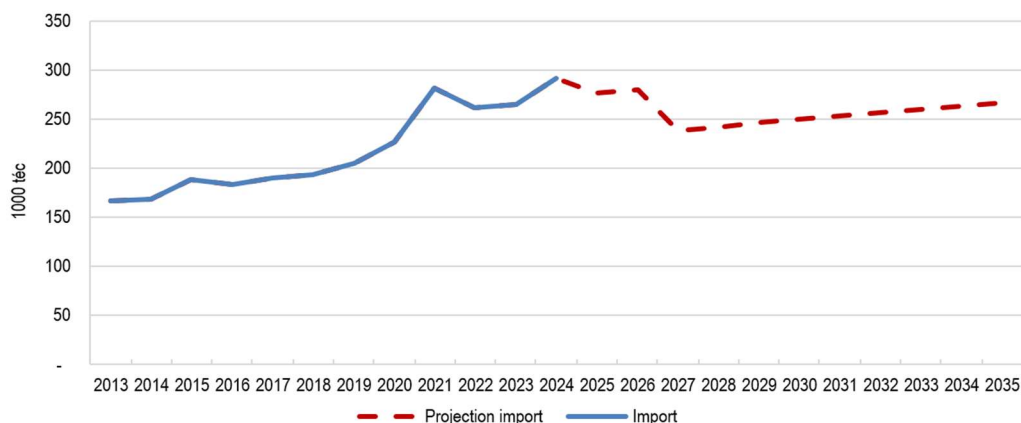
Dans ce scénario, la part des produits espagnols exportés sur le marché intracommunautaire se maintiendrait, augmentant la pression sur les principaux débouchés que sont la France, l'Italie et la Pologne, qui sont aussi des destinations de choix pour les exportateurs nord-européens.

Par ailleurs, si l'Espagne est historiquement très peu dépendante des importations de viandes et coproduits, avec moins de 200 000 téc importés (environ 10% de la consommation), leur volume a augmenté (+4,7% entre 2013 et 2024). Les entreprises de découpe importent en effet des pièces avec os et les transformateurs des pièces de fabrication pour compléter les approvisionnements. Si la tendance se poursuit, les volumes importés de viandes atteindraient près de 220 000 téc en 2035 (+1,2% par an en moyenne).

Les viandes et coproduits représentent plus deux tiers des importations totales de l'Espagne depuis une décennie, le reste étant les animaux vivants. Depuis 2020, les importations de

porcelets et de porcs charcutiers ont fortement augmenté en raison des problèmes sanitaires en élevage. Dans un scénario de résolution de l'épidémie de SDRP à court terme (2027), l'Espagne pourrait s'affranchir du flux massif de porcelets néerlandais et réduire aussi les approvisionnements en porcs charcutiers à des niveaux similaires aux années précédant la propagation du virus (2018-2019). Les **importations totales de l'Espagne devraient ainsi atteindre 267 000 téc à l'horizon 2035**, contre 290 000 téc en 2024 (Figure 65).

**Figure 65. Evolution des importations totales en porc (viandes et animaux vivants) de l'Espagne et projections**



Source : Calculs Ifip

### **La production augmente jusqu'à un plafond à 5,3 M téc et 58 M de porcs abattus**

A partir des scénarios d'évolution de la demande (consommation et exportations) et en supposant la résolution des problématiques sanitaires à court terme, la production porcine espagnole est évaluée, d'après calculs du bilan d'approvisionnement, **à 5,3 M de téc en 2035**. Ainsi, dans ce scénario, la croissance se poursuit mais à un rythme bien inférieur à celui de la décennie précédente (0,6% par an vs +2,8% par an sur 2013-2024).

Les poids d'abattage en Espagne ont fortement augmenté, de 82,8 kg carcasse en 2013 à 91,8 kg en 2024 (+9,1 kg). Une poursuite de cette tendance est techniquement possible, mais peu probable en raison des spécificités de production espagnoles (mâles entiers, historique de poids plus légers) et des contraintes réglementaires sur les surfaces. Un poids moyen d'environ 91 kg carcasse est donc retenu sur la période. Selon cette hypothèse de poids des carcasses, **le nombre de porcs abattus en Espagne avoisinerait 58,0 M de têtes en 2035**.

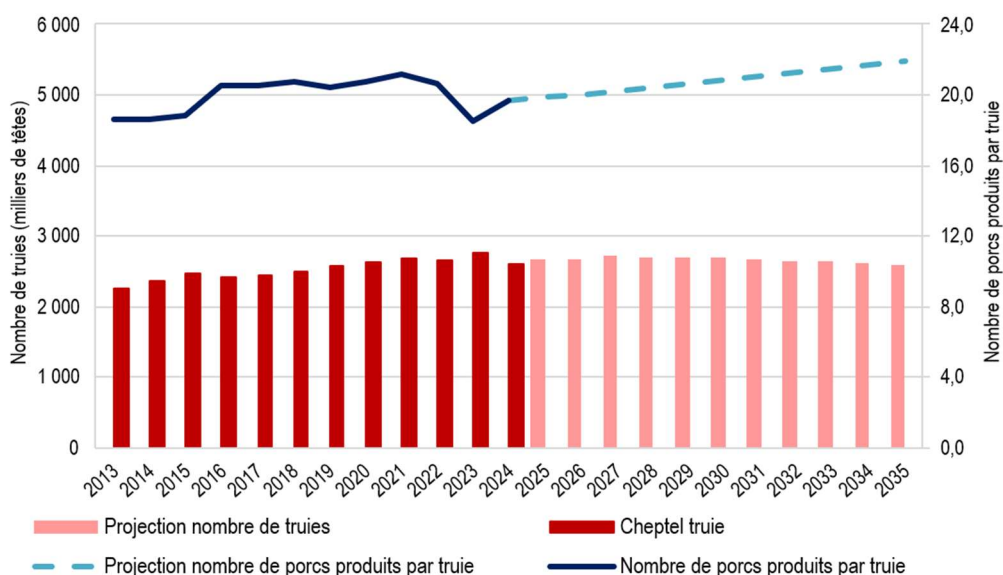
### **L'Espagne peut-elle produire 4,5 M de porcs en plus ?**

Dans ce scénario « La croissance se poursuit », l'Espagne abattra 58,0 M de porcs en 2035, soit 4,5 M de plus qu'en 2024. D'après les acteurs de la filière espagnole, ce seuil est un objectif réalisable mais aussi un plafond. Divers éléments permettent d'étayer cette projection. Tout d'abord, les outils d'abattage en Espagne peuvent absorber ce nombre de porcs additionnel : ils sont actuellement en surcapacité, estimée à 30%, et les investissements se poursuivent. Certains acteurs (Noel, Fermin, Vall Companys, Incarlopsa, Cañigueral, etc) sont aussi en phase d'agrandissement. Si la pleine capacité était atteinte, les entreprises espagnoles pourraient abattre entre 15,0 et 20,0 M de porcs supplémentaires. Par ailleurs, l'outil Litera Meat ayant démarré son activité courant 2019 ne tourne pas au maximum de ces capacités annoncées à 32 000 porcs / jour (soit 8 M de têtes par an). Six ans après son ouverture, l'outil abat désormais plus de 3,5 M de porcs par an. En juillet 2025, l'entreprise a

annoncé vouloir porter ce chiffre à 4,2 M d'ici la fin de l'année 2025. Il reste ainsi une marge de progression significative à ce maillon de la filière.

En élevage, en supposant une amélioration sanitaire et productive (SDRP, génétique, organisation), permettant d'atteindre 22 porcs par truie présente et par an en 2035 (Figure 75), un effectif de truies comparable à celui de 2024 suffirait pour produire 58 millions de porcs.

**Figure 66. Evolution et projections du cheptel de truies et leurs performances productives en Espagne**



Source : Calculs Ifip

Ce scénario repose sur une croissance de la production porcine espagnole tirée par la demande intérieure et extérieure et portée par les entreprises, déjà en place et performantes, à tous les niveaux de la filière (élevages, abattoirs, outils de découpe et transformation, structures d'export).

Malgré la FPA, ce scénario reste atteignable à l'horizon 2035, sous réserve d'une maîtrise rapide de l'épidémie et d'une mobilisation forte de la filière et des autorités publiques pour garantir le maintien des exportations. L'Espagne a par ailleurs mis en place le principe de régionalisation sanitaire avec des débouchés d'importance (Chine par exemple), permettant de limiter les restrictions commerciales aux seules zones concernées en cas de foyer. Ce dispositif, qui témoigne d'un niveau de préparation déjà avancé face au risque sanitaire, renforce le caractère réaliste de ce scénario.

### 3. Scénario « La filière porcine espagnole sous tensions maîtrisées »

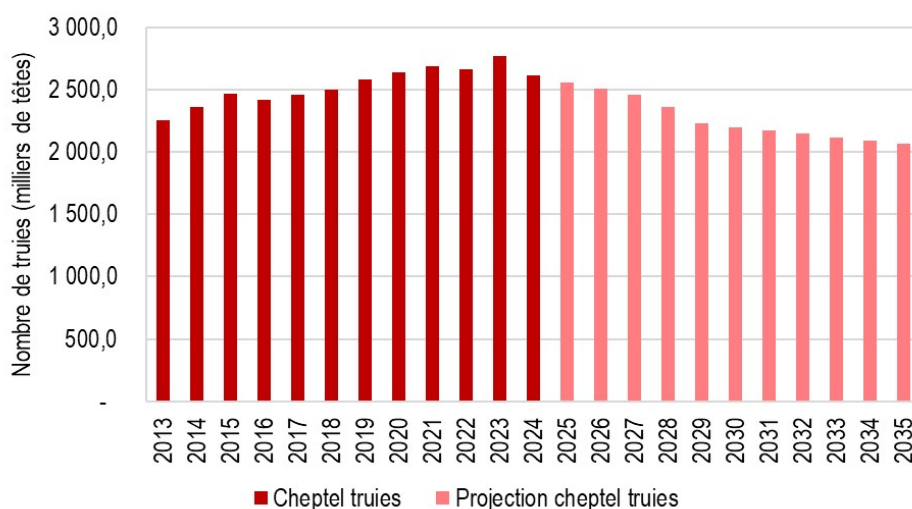
L'hypothèse d'un déclin de la production porcine en Espagne a été étudiée même si, hormis l'application du décret royal RD 159/2023 et une intensification de la concurrence brésilienne sur les marchés internationaux, peu de facteurs apparaissent susceptibles de faire baisser significativement la production de porcs en Espagne. La consommation totale devrait en effet se maintenir voire augmenter, la production serait en revanche en baisse mais le taux d'auto-alimentation est tel (180% en 2024) que le marché restera excédentaire à la fin de la période (140% en 2035). Les débouchés à l'export sont plus limités mais le désengagement des intégrateurs apparaît peu probable, les sites d'élevage sans éleveur reprenneur seront certainement repris par les intégrateurs pour conserver les autorisations d'exploiter et sécuriser leur approvisionnement. La pression sociétale et politique sont susceptibles de stopper la croissance sans pour autant entraîner un fort déclin du fait du poids économique et de la capacité de lobbying de la filière porcine espagnole.

#### *Une production sous contraintes*

L'étude a recensé les principaux freins au développement de la production porcine : sociaux (démographie, attractivité du métier d'éleveurs de porcs), sociétaux (controverses entourant l'impact de l'élevage porcin sur le bien-être animal, l'environnement, la santé, etc.), politique et réglementaire. La démographie et le manque d'attractivité du métier obligent les sociétés intégratrices à investir dans les élevages pour conserver les autorisations d'activité dans un contexte où leur obtention pour construire ou agrandir les sites devient de plus en plus compliquée.

ANPROGAPOR a évalué la perte consécutive de places en élevage entre 7 % à 16 % selon la méthode de calcul, soit 3,4 M à 8,0 M de porcs engraisés en moins par an, si les bâtiments ne peuvent être agrandis pour appliquer le décret royal RD 159/2023. Au vu de la difficulté à construire de nouvelles places, la baisse la plus forte, de 8,0 M de porcs est retenue à 2035. Compte tenu des gains de productivité des truies (22,0 porcs par truie par an d'ici 2035), un cheptel de 2,06 M truies permettra d'atteindre une production porcine de 45,4 M de porcs en 2035 (Figure 67).

**Figure 67. Evolution du nombre de truies en Espagne et projections**



Source : Calculs Ifip

Ce scénario catastrophe ne prend pas en compte les possibles agrandissements ou constructions d'élevages. Pour compenser la perte des 250 000 truies, la construction de 208 élevages de 1 200 truies, soit une cinquantaine par an environ pendant la période de transition de quatre ans serait nécessaire.

### ***Renforcement des importations de porcs charcutiers***

Cette baisse de la production domestique inciterait les abatteurs espagnols à importer davantage de porcs, durant une période de transition, en particulier des porcs charcutiers pour faire tourner leurs outils. Entre 2025 et 2028, les importations de porcs charcutiers pourraient atteindre 1,5 M de têtes, contre près de 500 000 en 2024. Les partenaires historiques et géographiquement proches tels que la France et le Portugal seraient davantage sollicités pour fournir le marché espagnol. A moyen terme, le nombre de porcelets importés diminuerait drastiquement sous l'effet de la baisse du nombre de places d'engraissement liée à l'augmentation de la surface réglementaire par porc.

**Le nombre de porcs à abattre se maintiendrait autour de 45 M de têtes à l'horizon 2035** dans le pire scénario, soit -8,0 M de porcs entre 2024 et 2035. La filière serait alors contrainte à la restructuration des outils d'abattage.

En considérant une stabilisation des poids de carcasse – les normes de densité en élevage limitant l'alourdissement des porcs – **la production porcine espagnole atteindrait dans ce scénario baissier 4,1 M téc en 2035**. Dans ce scénario, la filière resterait autosuffisante avec un taux de 143% (contre 178% en 2024). Les capacités d'exportation resteraient assurées.

Le déclin attendu de la production dans ce scénario sera très limité par l'annulation de l'article 4 du décret royal ; Toutefois, les attentes et oppositions sociétales demeurent prégnantes. Le secteur porcin espagnol y reste confronté.

## Postface – L’Espagne récemment bouleversée par la survenue d’un nouvel aléa sanitaire

---

Les analyses et scénarios prospectifs présentés dans cette étude ont été élaborés avant la détection, fin novembre 2025, de cas de fièvre porcine africaine (FPA) dans la faune sauvage en Catalogne. Cet événement constitue un aléa sanitaire majeur, susceptible de modifier à court et moyen terme certaines dynamiques décrites dans les pages précédentes.

À ce stade, les conséquences directes de la FPA se traduisent principalement par des restrictions ciblées à l’export pour les opérateurs situés autour de Barcelone, la Catalogne étant temporairement contrainte d’orienter une part accrue de sa production vers le marché national et intra-européen. Compte tenu du poids de la région dans la filière espagnole — tant en termes d’abattages que d’exportations — cet afflux supplémentaire de volumes est susceptible d’accroître la pression concurrentielle sur le marché européen, dans un contexte déjà marqué par une offre abondante et des débouchés pays tiers limités.

Au-delà des flux de viande, la situation sanitaire pourrait également affecter le marché des animaux vivants. La demande espagnole en porcelets importés, jusqu’ici soutenue pour alimenter les capacités d’engraissement, pourrait se contracter, avec des répercussions potentielles sur les marchés nord-européens fournisseurs.

Les réactions immédiates observées sur les marchés, notamment la chute rapide des cotations espagnoles, illustrent la sensibilité du secteur à ce type de choc. Si les autorités espagnoles ont rapidement activé des dispositifs de gestion de crise et obtenu la reconnaissance du principe de régionalisation par plusieurs partenaires commerciaux clés, l’ampleur et la durée des impacts économiques restent, à ce stade, incertaines.

Cette mise à jour vise ainsi à apporter des éléments de lecture complémentaires aux scénarios développés, sans en invalider les fondements. Les trajectoires analysées demeurent pertinentes pour appréhender les dynamiques structurelles de la filière porcine espagnole, mais devront être interprétées en tenant compte de cet aléa sanitaire, dont les effets précis et leur durée dépendront de son évolution et des réponses apportées par les acteurs et les autorités.

## **Missions d'étude en Espagne : acteurs rencontrés et principaux enseignements**

---

Les missions d'étude menées en Espagne se sont appuyées sur une série d'entretiens approfondis avec plus d'une trentaine d'acteurs clés de la filière porcine, couvrant l'ensemble de la chaîne de valeur. Ont été rencontrés des entreprises intégratrices majeures, des organisations professionnelles et interprofessionnelles, des acteurs de la promotion internationale, des instituts de recherche et de développement, des cabinets de conseil, des entreprises d'alimentation animale et de génétique, ainsi que des représentants syndicaux, des ONG, un journaliste spécialisé et un éleveur porcin. Cette diversité d'interlocuteurs, issus à la fois de l'amont, de l'aval et de l'environnement institutionnel et sociétal de la filière, a permis de croiser les points de vue économiques, techniques, sanitaires, sociaux et réglementaires. Elle offre une lecture fine et nuancée du modèle porcin espagnol, mettant en lumière à la fois les ressorts de sa compétitivité et les contraintes croissantes auxquelles il est confronté.

### ***Un secteur saturé et des opportunités de développement limitées***

Les échanges confirment que la production porcine espagnole demeure globalement rentable et qu'elle a généré, ces dernières années, des capacités financières importantes permettant d'investir dans de nouveaux outils de production. Toutefois, cette dynamique se heurte aujourd'hui à plusieurs limites majeures. Les régions du nord-est de l'Espagne, en particulier la Catalogne et l'Aragon, apparaissent saturées du point de vue des capacités d'élevage, sous l'effet conjugué de contraintes environnementales accrues et d'une pression sociétale croissante. Les possibilités de développement se situent davantage en Castille-et-León, où l'extension des sites existants reste plus accessible sur le plan réglementaire que la création de nouveaux élevages ou d'usines d'aliments. À ces contraintes s'ajoute un problème récurrent de main-d'œuvre, les exploitations étant souvent localisées dans des zones rurales peu peuplées, dites « España vaciada », peu attractives pour les travailleurs.

### ***L'intégration, au cœur de la dynamique de croissance en Espagne***

L'intégration verticale ressort comme un élément central du modèle espagnol. Les contrats actuels sont jugés favorables aux éleveurs intégrés, en raison d'une forte concurrence entre intégrateurs pour sécuriser les volumes. Les modalités contractuelles ont évolué vers des paiements forfaitaires par place, indépendants des performances techniques. Parallèlement, les intégrateurs cherchent de plus en plus à acquérir directement des sites de production et de naissance afin de sécuriser leurs approvisionnements en porcelets. Les éleveurs indépendants, désormais minoritaires, privilégient ce statut pour bénéficier de la volatilité des prix, mais leur proportion a fortement reculé au cours des dernières décennies.

### ***Un besoin important en capacités financières pour les éleveurs***

Le témoignage de l'éleveur rencontré illustre les fragilités économiques à l'échelle individuelle. Un élevage spécialisé en naissance de 300 truies, sans foncier, apparaît insuffisant pour dégager un revenu viable à long terme, en raison d'une faible capacité de résilience face aux aléas sanitaires ou économiques. Les coûts de construction des bâtiments ont fortement augmenté, doublant en trois ans, tandis que les prix de référence atteignent environ 350 € par place d'engraissement, 600 € par place de post-sevrage et 3 500 € par place de maternité. Dans ce contexte, les aides européennes, notamment via le fonds Next Generation EU pour

l'autoconsommation énergétique, jouent un rôle clé dans la capacité d'investissement des exploitations.

### ***La remise en question du modèle porcin espagnol : la montée des controverses***

Les questions sociales constituent un autre enseignement majeur de la mission. La fraude liée aux « falsos autónomos », révélée à partir de 2018 et sanctionnée par une décision judiciaire fin 2024, a concerné environ 35 000 travailleurs, soit un quart de la main-d'œuvre du secteur. Depuis, ces pratiques ont été remplacées par des contrats de sous-traitance conformes à la convention collective, bien que souvent rémunérés au minimum conventionnel. Le secteur reste fortement dépendant de la main-d'œuvre immigrée, qui représente environ 80 % des effectifs dans les abattoirs, sans différenciation salariale par rapport aux travailleurs espagnols. Malgré un taux de chômage national élevé, le secteur demeure en tension du fait de sa localisation et de la pénibilité des emplois, ce qui pousse les entreprises à investir massivement dans l'automatisation.

### ***Les contraintes sanitaires en élevage pèsent sur la production***

Sur le plan sanitaire, l'ensemble des acteurs souligne l'impact majeur du SDRP, et plus particulièrement de la souche dite « Rosalia ». Le vaccin actuellement disponible est jugé peu efficace contre cette variante, et l'éradication du virus reste très difficile en raison de la forte densité d'élevages dans certaines régions. Le manque de porcs à l'abattage, estimé à environ cinq millions de têtes, a contribué à une situation de surcapacité temporaire dans l'aval de la filière, sans pour autant être largement médiatisé.

Les entretiens mettent en évidence une situation de surcapacité relative dans le secteur de l'abattage-découpe, principalement liée au recul temporaire de la production et à la surmortalité liée au SDRP. Les outils espagnols fonctionnent majoritairement en 2×8, voire en 3×8, et l'ajustement se fait principalement par la réduction des cadences et la gestion de la main-d'œuvre, plutôt que par des fermetures de sites, contrairement à ce qui a été observé en Allemagne ou au Danemark.

### ***La réglementation autour du bien-être animal au cœur des préoccupations des acteurs***

Les questions de bien-être animal occupent une place croissante dans les discussions, bien que les préoccupations apparaissent moins marquées qu'en France. La réglementation espagnole sur la densité en engraissement, introduite en 2023, prévoit plusieurs seuils selon les pratiques de caudectomie, avec un calendrier de mise en œuvre progressif et un impact potentiel estimé à -17 % de production. Cette mesure est perçue comme la plus sensible par les acteurs, davantage que les autres évolutions réglementaires en matière de bien-être animal. Par ailleurs, des certifications spécifiques ont été développées par l'IRTA et les interprofessions, mais les consommateurs espagnols restent globalement moins enclins à intégrer ces critères dans leurs actes d'achat, la consommation de porc demeurant élevée.

### ***L'eau, une problématique encore largement niée ?***

Concernant la gestion de l'eau, sa moindre disponibilité et ses conflits d'usages, la majorité des acteurs considère qu'il ne s'agit pas, à ce stade, d'un facteur limitant pour la production porcine, malgré des tensions ponctuelles, notamment en Catalogne en 2024. L'Espagne bénéficie d'infrastructures hydrauliques importantes, d'une capacité de stockage hivernal, de transferts interbassins et d'un fort développement du dessalement, ce qui limite les risques structurels, même si la répartition territoriale de la ressource reste inégale.

### ***L'export demeure un secteur stratégique pour la filière***

Enfin, la mission met en évidence la force de la stratégie espagnole de promotion internationale. La structuration collective autour d'Interporc, du Consortium du Chorizo et de l'ICEX a permis de défendre l'origine espagnole des produits, de sécuriser des labels fondés sur un cahier des charges strict et de développer des campagnes de communication, notamment à destination des jeunes consommateurs via les réseaux sociaux. Si de nouveaux marchés sont explorés en Asie et en Amérique latine, la concurrence du Brésil et des États-Unis, très compétitifs sur les coûts, constitue un défi majeur. À l'inverse, la filière ibérique se distingue par un positionnement fondé sur un fort narratif, valorisant le savoir-faire, les traditions et le capital humain, et fonctionne davantage comme une marque que comme un simple signe officiel de qualité.

## Conclusion

---

La filière porcine espagnole illustre les paradoxes d'un modèle à la fois performant et vulnérable. La croissance de sa production et de ses exportations, faisant de l'Espagne le troisième pays producteur et le premier pays exportateur de porc au monde repose sur de nombreux atouts : réactivité aux signaux de marché grâce à une intégration verticale poussée, compétitivité-coût, organisation collective pour conquérir les marchés les plus exigeants, meilleure valorisation à l'export, lobbying efficace. Mais cette trajectoire s'appuie sur des bases aujourd'hui fragilisées : dépendance aux importations de matières premières, risques sanitaires persistants, faible attractivité du métier d'éleveur, contestation sociétale des élevages intensifs. À ces faiblesses s'ajoutent des menaces : durcissement réglementaire européen et national, pressions environnementales croissantes (dont le changement climatique et la concurrence pour l'eau, pourtant jamais évoqués par les acteurs espagnols lors des entretiens), contraction des marchés asiatiques, principal débouché à l'export.

Pour autant, les opportunités existent : diversification des débouchés sur les marchés européens et tiers, valorisation de produits à plus forte valeur ajoutée (charcuteries, salaisons ibériques). La filière dispose également d'un levier stratégique : projeter son savoir-faire au-delà de ses frontières, consolidant ainsi une position d'acteur mondial. Ainsi, la présence de Vall Companys s'étend désormais en Amérique centrale et latine.

L'avenir du secteur porcin espagnol dépendra donc de sa faculté à conjuguer compétitivité et durabilité. La filière devra réussir un virage : passer d'une croissance tournée vers le volume, à une croissance qualitative, intégrant pleinement les attentes sociétales et environnementales. Pour finir, si le contexte porte plutôt à miser sur un arrêt de la croissance de la production en Espagne, il faut garder en mémoire que des phases de pause ont déjà été observées, notamment lors de la crise de 2008 qui avait conduit des études à anticiper une consolidation. Or, la croissance a repris de plus belle ensuite, témoignant du dynamisme et de la résilience de la filière porcine espagnole.

## Références bibliographiques

---

- AEMPS, 2021. Informe anual PRAN, Junio 2020 – Diciembre 2021, Agencia Española de Medicamentos y Productos Sanitarios (AEMPS), 24 p.
- Anrogapor, 2024. Estudio sobre las posibles reucciones de plazas en cebo de ganado porcino tras la aplicacion del RD 159/2023 que regula las condiciones de bienestar animal a partir de marzo de 2025. 33 p.
- Antoine E., Duflot B., 2015. Le prix du porc perçu par les éleveurs de porcs dans l'Union européenne. Les Cahiers de l'IFIP, 2(1), 1-18.
- ANSES, 2013. Utilisation de l'oxyde de zinc dans l'alimentation des porcelets au sevrage pour diminuer le recours aux antibiotiques. ANSES, février 2013, 166 p.
- BEUC – The European Consumer Organisation, 2024. Farm animal welfare : what consumers want. A survey of Europeans' understanding and expectations. Février 2024, 18 p.
- Cardil A., Gallizo J. L., Salvador M., 2023. Factors that affect profitability in the Spanish pig farming industry. Spanish Journal of Agricultural Research, Volume 21, Issue 3, e0106, 14 p.
- CESFAC, 2024. Mercados Estadística 2023. Publié à Madrid le 23 juin 2024, 240 p.
- Daridan D., Gourmelen C., 2006. La production porcine en Espagne : structures, coûts et résultats. Rapport d'étude, 75 p.
- Daridan D., Gil J. M., 2007. La production porcine espagnole, entre croissance et consolidation. Journées Recherche Porcine, 39, 301-310.
- Delgado P., Pinilla V., Belloc I., 2024. From net importer to global leader: understanding the drivers of Spain's meat export growth since the 1960s. Cliometrica, 33 p.
- Derstappen R., Christoph-Schulz I., Banse M., 2021. An empirical analysis of the export potential of pork produced under higher animal welfare standards, Thünen Working Paper, N° 184, Johann Heinrich von Thünen-Institut, Braunschweig, 70 p.
- Duflot B., Cagnat E., 2017. Les réglementations pour la protection de l'environnement dans quelques pays de l'UE : évolutions récentes. Journées Rech. Porcine, 49, 271-276.
- European Union, 2021. What consumers want: a survey on European consumer attitudes towards plant-based foods, with a focus on flexitarians. European Union's Horizon 2020 research and innovation programme, Smart Protein Project, n° 862957, 58 p.
- Giménez R., Espejo C., García R., Ruiz V., 2021. El sector del ganado porcino en España: caracterización, producción, comercio y repercusiones ambientales derivadas. TERRA. Revista de Desarrollo Local, (8), 194-230.
- García Hernández E., Bifet Sanz C., López P., Cartanyà Ferré J., Babot Gaspa D., 2022. Informe anuel del sector porci. Observatori del porci - Gabinet Tècnic- Servei d'Estadística i Preus Agroalimentaris, Grup de Gestió Porcina, 148 p.
- Higuera M. A., 2023. Spanish Production Model, integration production and export model. Iberian pig production. European Pig Producers Congress, 17 mai 2023, Resilience of the European pig industry, Séville.

Husson E., Duflot B., 2021. Caractérisation de la mise en marché des porcs charcutiers et des modes de fixation du prix dans quelques pays européens et nord-américains. Journées Rech. Porcine, 53, 303-308.

Husson E., Van Ferneij J.P., 2022. Le commerce intra-européen des viandes et coproduits du porc : tendances et évolutions récentes des principaux flux et identification des marchés d'intérêt, Journée Rech. Porcine, 54, 55-60.

Ifip, 2024. GT-PORC 2023 – Résultats principaux. GTTT – Gestion Technique des Troupeaux de Truies, 8 p.

Lainez M., Hernandez D., 2024. Los retos del sector porcino español. Cajamar, 254 p.

Le Clerc L., 2024. Des coûts de production mondiaux encore élevés en 2023. Réussir Porc - Tech Porc, n° 324, décembre 2024, p. 6-8

Lécuyer B., Duflot B., « Espagne : une filière porcine intégrée et organisée par des entreprises privées », Réussir Porc - Techporc, n° 3, septembre- octobre 2016, 2p.

Lécuyer B., Van Ferneij J.P., 2017. Exportations de porc, Allemagne et Espagne les raisons du succès, Rapport d'étude, 101 p.

López P., Alòs N., Tusell L., Quintanilla R., 2021. Indicadores de porcino. Evolución de los principales índices de 2010 a 2020. Mundo ganadero, Septiembre - octubre 2021, 20-21.

Magallón Botaya E., 2024. Pourquoi l'intérêt des entreprises de production et des opérateurs du secteur de la viande pour l'acquisition d'élevages en Espagne s'est-il récemment accru ? Analyse des causes possibles. 3tres3, 8 octobre 2024. <https://www.3trois3.com/print/17099>

MAPA, 2023. Proyecto de orden ministerial por la que se crea la mesa de coordinacion sobre bienestar y proteccion de los animales mantenidos con fines agrarios y para la acuicultura, 8 p.

MAPA, 2024a. Medidas preventivas esarrolladas en españa frente a la peste porcina africana, 16 avril 2024, 10 p.

MAPA, 2024b. Informe del consumo de alimentación en España – 2023, Madrid, 2024, 577 p.

Marco E., 2023. What Is the Best Age for Weaning Piglets? 3tres3, 24 juillet 2023. [https://www.pig333.com/articles/what-is-the-best-age-for-weaning-piglets\\_19487/](https://www.pig333.com/articles/what-is-the-best-age-for-weaning-piglets_19487/)

Marroq, P., 1998. La filière porcine espagnole : analyse et perspectives d'avenir. Mémoire d'ingénieur, Ecole supérieure d'agriculture Purpan, 150p.

Martín-Valls G., Cortey M., Allepuz A., Illas F., Tello M., Mateu E., 2023. « Introduction of a PRRSV-1 strain of increased virulence in a pig production structure in Spain: virus evolution and impact on production ». Porcine Health Management 9 (1), 11 p.

Nunan C., 2022. Ending routine farm antibiotic use in Europe. Achieving responsible farm antibiotic use through improving animal health and welfare in pig and poultry production., EPHA, janvier 2022, 73 p.

Parlement européen, 2019. Animal welfare on the farm – ex-post evaluation of the EU legislation: Prospects for animal welfare labelling at EU level. European Implementation Assessment

Yubero M., 2018. El sector porcino. De la incertidumbre al liderazgo, Cajamar Caja Rural, 744 p.

## Annexes

### **Annexe 1. Répartition régionale du cheptel porcin par type et évolution en 10 ans**

	2023				Répartition régionale			% Evol. 2023 / 2013			
	Tous porcs	Truies	Porcs à l'engrais (≥ 50 kg)	Porcs engrais / truies	Tous porcs	Truies	Porcs à l'engrais	Tous porc	Truies	Porcelets < 20 kg	Porcs à l'engrais
<b>Espagne</b>	<b>33 803</b>	<b>2 766</b>	<b>13 171</b>	<b>4,8</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>100,0%</b>	<b>+36,8%</b>	<b>+23,8%</b>	<b>+51,1%</b>	<b>+38,3%</b>
Aragon	9 613	687	3 449	5,0	28,4%	24,8%	26,2%	+58,0%	+51,2%	+63,4%	+58,6%
Catalogne	8 061	609	3 033	5,0	23,8%	22,0%	23,0%	+21,6%	+22,3%	+53,5%	+18,0%
Castille-et-León	4 623	501	1 795	3,6	13,7%	18,1%	13,6%	+39,8%	+38,4%	+42,4%	+36,1%
Andalousie	2 633	225	977	4,3	7,8%	8,1%	7,4%	+49,3%	+19,8%	+67,5%	+71,8%
Castille-La Manche	1 839	142	656	4,6	5,4%	5,1%	5,0%	+47,1%	-10,1%	+52,5%	+59,9%
Murcie	1 802	152	899	5,9	5,3%	5,5%	6,8%	-9,8%	-6,1%	-20,5%	-1,8%
Galice	1 627	120	795	6,6	4,8%	4,4%	6,0%	+48,9%	+11,7%	+83,2%	+81,6%
Estrémadure	1 415	153	637	4,2	4,2%	5,5%	4,8%	+57,6%	+17,3%	+54,9%	+76,3%
Valence	1 074	80	321	4,0	3,2%	2,9%	2,4%	+13,9%	+16,8%	+47,8%	-24,9%
Navarre	826	72	460	6,4	2,4%	2,6%	3,5%	+73,3%	+2,4%	+76,9%	+94,3%
La Rioja	159	5	98	21,2	0,5%	0,2%	0,7%	+84,5%	-3,9%	+35,5%	+110,4%
Iles Baléares	42	10	14	1,3	0,1%	0,4%	0,1%	-33,4%	-25,8%	-43,7%	+8,2%
Iles Canaries	35	4	11	2,7	0,1%	0,2%	0,1%	-48,3%	-51,7%	-38,2%	-54,7%
Pays Basques	30	1	19	16,4	0,1%	0,0%	0,1%	+41,6%	-66,6%	-61,3%	+108,4%
Madrid	17	4	4	1,0	0,0%	0,1%	0,0%	+14,1%	+37,5%	+44,4%	+5,3%
Asturies	6	1	2	3,2	0,0%	0,0%	0,0%	-57,8%	-61,3%	-57,3%	-57,4%
Cantabrie	1	0	1	4,3	0,0%	0,0%	0,0%	-58,0%	-70,0%	-89,6%	+20,8%

Source : Ifip d'après Eurostat

**Annexe 2. Les 20 premières régions (NUTS2) de l'UE-27 en UGB par ha de SAU en 2020**

Pays	NUTS2	UGB / km <sup>2</sup> SAU		SAU		UGB	
		2020	% Evol. 2020/10	2020	% Evol. 2020/10	2020	% Evol. 2020/10/10
Pays-Bas	Noord-Brabant	742	-0,5%	239 570	-4,7%	1 777 400	-5,2%
Pays-Bas	Limburg (NL)	672	-1,6%	97 470	-2,6%	655 380	-4,1%
Belgique	Prov. West-Vlaanderen	616	+3,6%	202 660	-2,5%	1 247 710	+1,0%
Belgique	Prov. Antwerpen	606	+3,6%	97 710	+9,6%	591 710	+13,5%
Pays-Bas	Gelderland	507	-5,8%	225 770	-5,2%	1 143 910	-10,7%
Pays-Bas	Overijssel	447	-0,6%	195 900	-3,3%	876 400	-3,9%
Belgique	Prov. Oost-Vlaanderen	354	-6,7%	148 790	-0,2%	527 150	-6,8%
Pays-Bas	Utrecht (NUTS 2021)	354	-4,0%	63 660	-4,5%	225 260	-8,3%
Allemagne	Münster	342	+1,5%	389 810	+1,1%	1 332 330	+2,6%
Allemagne	Weser-Ems	338	+8,4%	911 900	+0,4%	3 080 630	+8,8%
Grèce	Ipeiros	337		70 580		237 600	
<b>Espagne</b>	<b>Catalogne</b>	<b>322</b>	<b>+35,9%</b>	<b>1 092 220</b>	<b>-4,8%</b>	<b>3 520 690</b>	<b>+29,3%</b>
Italie	Lombardie	281	+2,3%	973 370	-1,4%	2 737 510	+0,9%
France	Bretagne	270	-4,7%	1 623 830	-1,0%	4 382 740	-5,6%
Belgique	Prov. Limburg (BE)	269	-6,8%	87 040	+4,7%	234 260	-2,5%
Pays-Bas	Friesland (NL)	234	+1,8%	224 460	-2,0%	525 610	-0,3%
<b>Espagne</b>	<b>Galice</b>	<b>228</b>	<b>+17,5%</b>	<b>597 990</b>	<b>-7,7%</b>	<b>1 364 550</b>	<b>+8,5%</b>
Portugal	Madère	218	-10,6%	4 600	-15,3%	10 030	-24,3%
<b>Espagne</b>	<b>Murcie</b>	<b>215</b>	<b>+53,1%</b>	<b>373 050</b>	<b>-5,4%</b>	<b>803 390</b>	<b>+44,8%</b>
Pays-Bas	Drenthe	199	+0,6%	148 460	-1,0%	294 950	-0,4%

Source : Eurostat, recensement agricole 2020, traitement Ifip

### **Annexe 3. Classement des exploitations porcines d'après leur capacité de production**

En Espagne, dans le Registre général des exploitations d'élevage REGA du système de traçabilité animale SITRAN, les élevages porcins sont classés en fonction de leur capacité de production, exprimée en UGB, en distinguant :

- **Agriculture d'autoconsommation** : celle utilisée pour l'élevage d'animaux exclusivement destinés à la consommation familiale, avec une production maximale par an de 3 porcs à l'engrais, et sans reproducteurs.
- **Petite exploitation** (*Explotación reducida*) : détient moins de 5 animaux reproducteurs et moins de 25 porcs à l'engrais. En aucun cas, l'exploitation ne peut abriter un nombre de porcs supérieur à l'équivalent de 5,1 UGB.
- **Groupe 1** (*Grupo primero*) : exploitations d'une capacité allant jusqu'à 120 UGB.
- **Groupe 2** (*Grupo segundo*) : exploitations d'une capacité de 120 à 480 UGB [360 UGB auparavant selon le décret royal (Royal Decreto, RD) 324/2000]
- **Groupe 3** (*Grupo tercero*) : exploitations d'une capacité de 480 à 720 UGB [360-720 UGB avant 2020]

L'Annexe 4 fournit les équivalences en UGB des différents types de porcs d'après le RD 306/2020.

**La réglementation fixe la capacité maximale d'une exploitation porcine à 720 UGB** tous types d'animaux de l'exploitation considérés. Les communautés autonomes peuvent augmenter de 20% maximum (soit 864 UGB) cette capacité maximale selon les caractéristiques des zones dans lesquelles se trouvent les exploitations. **864 UGB correspond à 3 456 truies pour un naissage 6 kg, 2 866 truies en naissage 20 kg, 900 truies en naissage-engraissement ou 9 600 porcs à l'engrais de 6 à 120 kg ou 7 200 porcs à l'engrais de 20 à 120 kg.**

**Annexe 4. Equivalence en UGB des différents types de porcs en Espagne**

Type d'animal	Equivalence en UGB
Truie et sa suite en cycle fermé (naissage-engraissement)	0,96
Truie et ses porcelets jusqu'au sevrage (de 0 à 6 kg)	0,25
Truies et ses porcelets jusqu'à 20 kg	0,30
Truies de renouvellement	0,14
Porcelets de 6 à 20 kg	0,02
Porc de 20 à 50 kg	0,10
Porc de 50 à 120 kg	0,14
Porc à l'engrais de 20 à 120 kg	0,12
Porc à l'engrais de 6 à 120 kg (wean to finish)	0,09
Porc à l'engrais de plus de 120 kg	0,14
Verrat	0,30

Source : RD 306/2020, Annexe I

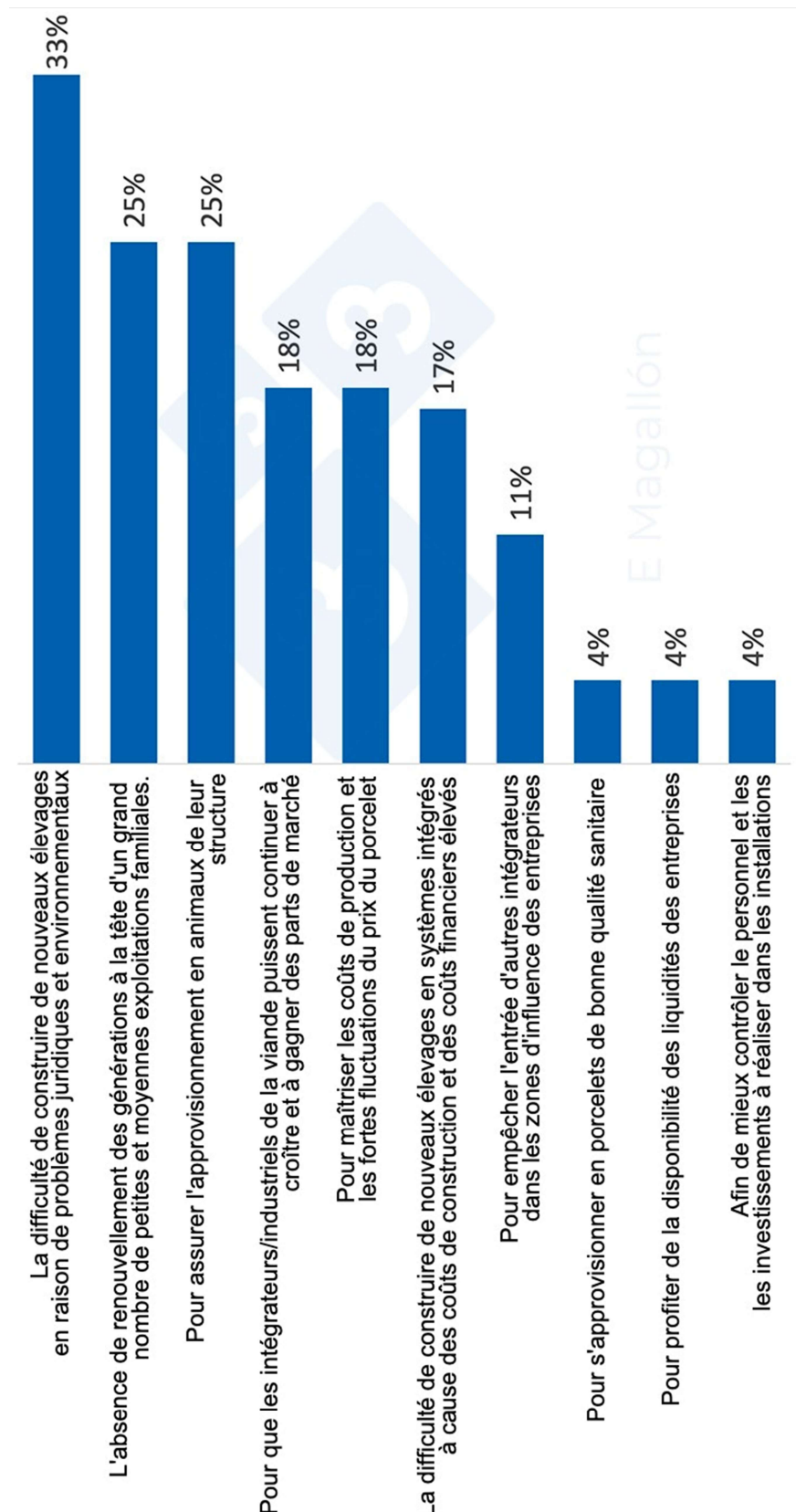
**Annexe 5. Nombre d'élevages porcins par système de production en Espagne :  
répartition par communautés autonomes au 1<sup>er</sup> janvier 2024**

	Nombre d'élevages				Nb porcs		Nb moyen de porcs / exploitation	
	Extensifs	Intensifs	Mixtes	Total <sup>(1)</sup>	Part régionale	Milliers		Part régionale
Aragon	3	4 467	1	4 471	7,0%	9 613	28,4%	2 150
Catalogne	21	5 842	23	5 886	9,3%	8 061	23,8%	1 370
Castille-et-León	1 274	6 124	281	7 679	12,1%	4 623	13,7%	602
Andalousie	6 704	4 627	131	11 462	18,1%	2 633	7,8%	230
Castille-la Manche	158	1 059	19	1 236	1,9%	1 839	5,4%	1 488
Région de Murcie	5	1 395	0	1 400	2,2%	1 802	5,3%	1 287
Galice	47	14 369	37	14 453	22,8%	1 627	4,8%	113
Estrémadure	5 741	6 701	7	12 449	19,6%	1 415	4,2%	114
Com. de Valence	3	908	0	911	1,4%	1 074	3,2%	1 179
Com. F. Navarre	13	557	3	573	0,9%	826	2,4%	1 442
La Rioja	2	102	1	105	0,2%	159	0,5%	1 514
Îles Baléares	474	407	287	1 168	1,8%	42	0,1%	36
Îles Canaries	11	372	62	445	0,7%	35	0,1%	79
Pays Basque	76	212	13	301	0,5%	30	0,1%	100
Madrid	7	70	9	86	0,1%	17	0,1%	198
Asturies	377	196	4	577	0,9%	6	0,0%	10
Cantabrie	24	149	102	275	0,4%	1	0,0%	4
<b>ESPAGNE</b>	<b>14 940</b>	<b>47 557</b>	<b>980</b>	<b>63 477</b>	<b>100,0%</b>	<b>33 803</b>	<b>100,0%</b>	<b>533</b>

(1) Total ayant déclaré leur système de production parmi les 85 197 sites porcins existants au 1<sup>er</sup> janvier 2024

Source : Registre Général des Exploitations d'Élevage (REGA), traitement Ifip

**Annexe 6. Résultats de l'enquête menée par 3tres3 : « Pourquoi l'intérêt des intégrateurs pour l'acquisition d'élevages en Espagne s'est-il accru ? »**



Enquête réalisée en 2024 par 3tres3 ; 401 réponses d'utilisateurs et 645 opinions (plusieurs opinions possibles par utilisateurs). Source : 3tres3

**Annexe 7. Distances minimales entre exploitations agricoles et entre exploitations agricoles et autres établissements**

	Exploitations à			
	Groupe 1	Groupe 2 et 3	distance étendue <sup>(a)</sup>	Centre de rassemblement
Groupe 1	500 m	1 km	2 km	3 km
Groupe 2 et 3	1 km	1 km	2 km	3 km
Exploitations à distance étendue	2 km	2 km	2 km	3 km
Centre de rassemblement	3 km	3 km	3 km	3 km
Zones urbanisées	1 km	1 km	1 km	1 km
Décharges autorisées	1 km	1 km	2 km	3 km
Abattoirs	2 km	2 km	2 km	3 km
Entreprises de viande	500 m	500 m	500 m	1 km
Usine de sous-produits d'origine animale non destinés à la conso. Humaine de catégorie 1 et 2 <sup>(c)</sup>	1 km	1 km	2 km	3 km
Usine de sous-produits d'origine animale non destinés à la conso. Humaine de catégorie 2 et 3 <sup>(d)</sup>	500 m	500 m	500 m	1 km
Voies publiques <sup>(b)</sup>	100 m	100 m	100 m	100 m
	25 m	25 m	25 m	25 m

(a) Exploitations de sélection, multiplication, élevage de reproducteurs, transition de reproducteurs nullipares, centres de collecte de semence porcine et fermes de quarantaine, telles que définies à l'art.3 du présent arrêté royal.

(b) Distance minimale de 100 m des voies ferrées, autoroutes, autoroutes et routes nationales, et de 25 m de toute autre voie publique, à l'exception de celle qui accède directement à l'entrée de la ferme.

(c) Qui réalise le traitement des cadavres

(d) (d) qui ne réalise pas le traitement des cadavres

Source : Annexe V, décret royal 306/2020

### Annexe 8. Sites d'abattage-découpe par classe de taille en Espagne

Classe de taille (M porcs)	2013			2018			2023		
	Nombre de sites	Nombre de porcs abattus	Part du volume national	Nombre de sites	Nombre de porcs abattus	Part du volume national	Nombre de sites	Nombre de porcs abattus	Part du volume national
>4	0	0	0%	0	0	0%	2	12,40 M	17,5%
3 à 4	0	0	0%	3	10,16 M	19,4%	2	6,90 M	12,2%
2 à 3	1	2,53 M	6,1%	2	5,04 M	9,6%	2	4,47 M	7,9%
1 à 2	10	13,87 M	33,5%	10	16,27 M	31,1%	14	16,68 M	33,8%
0,5 à 1	11	8,31 M	20,1%	14	10,05 M	19,2%	10	7,45 M	13,1%
0,1 à 0,5	27	6,75 M	16,3%	21	6,76 M	12,9%	17	5,37 M	9,5%
<0,1	nd	9,98 M	24,1%	nd	4,01 M	7,7%	nd	3,39 M	6,0%
<b>Total</b>	<b>49<sup>(1)</sup></b>	<b>41,44 M</b>	<b>100%</b>	<b>50<sup>(1)</sup></b>	<b>52,29 M</b>	<b>100%</b>	<b>47<sup>(1)</sup></b>	<b>56,66 M</b>	<b>100%</b>

(1) Nombre d'abattoirs abattant plus de 100 000 porcs par an

Source : Ifip d'après Alimarket

**Annexe 9. Entreprises de charcuterie-salaison par classe de taille en Espagne**

Classe de taille (en tonnes)	2013			2023		
	Nombre d'entreprises	Tonnages produits	Part du volume national	Nombre d'entreprises	Tonnages produits	Part du volume national
>100 000	2	262 399	25,4%	3	397 904	34,6%
50 000 à 100 000	3	217 922	21,1%	3	239 425	20,8%
25 000 à 50 000	2	84 097	8,1%	4	127 223	11,1%
10 000 à 25 000	7	100 550	9,7%	9	127 539	11,1%
5 000 à 10 000	10	73 482	7,1%	15	111 766	9,7%
1 000 à 5 000	87	206 841	20,0%	75	149 856	13%
<1 000	nd	2 368	8,7%	nd	nd	<1%
<b>Total</b>	<b>111<sup>(1)</sup></b>	<b>1 035 000</b>	<b>100%</b>	<b>106<sup>(1)</sup></b>	<b>1 148 948</b>	<b>100%</b>

(1) Nombre de groupe produisant plus de 1 000 tonnes par an

Source : Ifip d'après Alimarket

**Annexe 10. Principaux fournisseurs de l'Espagne (top 5) par typologie de produits**

	Volume en tonnes (2023)	Part de marché en % (2023)	Croissance 2013-2023 (%)	Prix unitaire en €/kg (2023)
<b>Viandes FRC</b>				
<b>France</b>	<b>34 745</b>	<b>33%</b>	<b>+14%</b>	<b>2,46</b>
Allemagne	17 107	16%	+116%	3,04
Portugal	14 936	14%	+11%	2,53
Pologne	9 456	9%	+1 091%	3,41
Italie	8 960	8%	+317%	1,51
autres fournisseurs	20 898	20%	-42%	2,57
<b>Produits transformés</b>				
Allemagne	10 608	22%	+14%	5,62
Italie	7 653	16%	+90%	6,12
Belgique	5 742	12%	+58%	4,82
Roumanie	4 441	9%	-21%	3,89
<b>France</b>	<b>4 025</b>	<b>8%</b>	<b>+18%</b>	<b>5,87</b>
autres fournisseurs	15 336	32%	+56%	5,09
<b>Lards et graisses</b>				
<b>France</b>	<b>28 796</b>	<b>48%</b>	<b>-30%</b>	<b>1,07</b>
Belgique	12 002	20%	-36%	1,12
Portugal	8 613	14%	+79%	0,60
Italie	5 806	10%	+94%	1,21
Allemagne	3 086	5%	+52 645%	1,20
autres fournisseurs	1 226	2%	+28%	1,68
<b>Abats</b>				
<b>France</b>	<b>11 751</b>	<b>27%</b>	<b>-9%</b>	<b>0,79</b>
Allemagne	9 191	21%	+308%	1,80
Portugal	7 250	17%	+24%	0,90
Italie	5 655	13%	+305%	1,18
Pologne	2 925	7%	+1 155%	0,95
autres fournisseurs	6 285	15%	+17%	1,42

Source : Ifip d'après douanes

**Annexe 11. Recensement des entreprises et leurs ateliers espagnoles agréées pour exporter vers la Chine, le Japon et les Philippines**

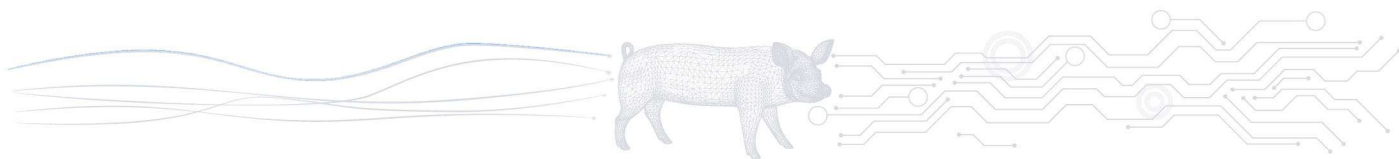
Pays	Nombre d'entreprises agréées	dont nombre d'ateliers agréés			
		Abattoir	Découpe	Transformation	Entrepôt
Chine	78	38	51	37	64
Japon	449	63	144	291	155
Philippines	126	52	96	11	40

Source : Ifip d'après MAPA et EU pork

## **Annexe 12. Principaux textes de loi relatifs à la protection animale en Espagne**

1994	Décret royal 1048/1994	transpose la Directive 91/630/CEE établissant les normes minimales relatives à la protection des porcs
1998	Directive 98/58/CE	Relative à la protection des animaux dans les exploitations d'élevage
2000	Décret royal 348/2000	transpose la directive 98/58/CE
2001	Décret royal 441/2001	Modifie le décret royal 348/2000
2002	Décret royal 1135/2002	Relatif aux normes minimales pour la protection des porcs
2008	Directive 2008/119/CE	Concernant les normes minimales pour la protection des porcs
2012	Décret royal 1392/2012	transpose la directive 2008/120/CE et modifie le décret royal 1135/2002
2016	Recommandation (UE) 2016/336	Concernant l'application des directives 2008/120/CE relatives aux normes minimales pour la protection des porcs en ce qui concerne les mesures visant à réduire la nécessité de pratiquer la coupe de la queue.
2017	Règlement UE 2017/625	Concernant les contrôles officiels et les autres activités officielles servant à assurer le respect de la législation alimentaire et de la législation relative aux aliments pour animaux ainsi que des règles relatives à la santé et au bien-être des animaux, à la santé des végétaux et aux produits phytopharmaceutiques
<b>2018</b>		<b>Plan d'action pour prévenir la coupe systématique de la queue</b>
2020	Décret royal 306/2020	<b>Etablit les règles de bases pour la gestion des élevages porcins</b> intensifs et extensifs. Instauration d'une obligation pour le propriétaire de disposer d'un plan de BEA.
2023	Décret royal 159/2023	pour l'application en Espagne de la réglementation de l'UE sur les contrôles officiels du bien-être animal Modifie 8 décrets royaux : 1047/1994 (veaux), 348/2000 (animaux d'élevage), 3/2002 (poules pondeuses), 1135/2002 (porcs), 692/2010 (poulets de chair), 361/2009 (abattage), 37/2014 (abattage) et 1392/2012

Source : Ifip



**Partenaire de vos innovations**



IFIP - Institut du porc



IFIP - WebTV

**Siège social et administratif**  
5 rue Lespagnol - 75020 Paris

**Ifip Rennes**  
9 Boulevard du Trieux - 35740 Pacé

**Centre International de Recherche - Innovation CIRI**  
41 Le Bois Hamon, route de Miniac sous Becherel - 35850 Romillé

Tél. : +33 02 99 60 98 20

*Cette étude a été réalisée grâce au soutien financier :*



**RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*



**FranceAgriMer**

ÉTABLISSEMENT NATIONAL  
DES PRODUITS DE L'AGRICULTURE ET DE LA MER



## LES ÉTUDES



La filière porcine espagnole : perspectives dans un contexte toujours plus contraignant  
édition mars 2026

Directeur de la publication : Martin Gutton  
Rédaction : direction Marchés, études et prospective  
Conception et réalisation : service Communication / Impression : service Arborial

12, rue Henri Rol-Tanguy - TSA 20002 / 93555 MONTREUIL Cedex  
Tél. : 01 73 30 30 00 ■ [www.franceagrimer.fr](http://www.franceagrimer.fr)

 FranceAgriMer